

Observation sociale croisée des acteurs régionaux et départementaux

OSCARD

DÉMOGRAPHIE

EMPLOI, CHÔMAGE, REVENU

ENSEIGNEMENT, SCOLARITÉ

PERSONNES EN SITUATION
DE HANDICAP

PERSONNES ÂGÉES

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS
ET INDICATEURS DE PAUVRETÉ

ADULTES ET FAMILLES EN DIFFICULTÉ

PROTECTION DE L'ENFANCE

DONNÉES SANITAIRES



2023



Pour aller plus loin, retrouvez toutes les données d'Oscard 2023 et bien plus encore

Données des années précédentes, publications des partenaires, cartographie dynamique ou encore des profils de territoires

sur le site de la plateforme d'observation des données sociales du Centre-Val de Loire :

<https://observationsociale-centre.org>

Oscard 2023 est disponible sur le site internet de la DREETS Centre-Val de Loire, Loiret :
<https://centre-val-de-loire.dreets.gouv.fr>

ainsi que sur le site de la plateforme d'observation des données sociales du Centre-Val de Loire :
<https://observationsociale-centre.org>

et le site internet de l'Observatoire régional de la santé du Centre-Val de Loire :
<https://orscentre.org>

Réalisation ORS Centre-Val de Loire
(Franck Géniteau, Claire Cherbonnet, Céline Leclerc)

Financement DREETS Centre-Val de Loire

Création graphique Atelier J-Ph. Germanaud – Orléans (45)

Impression Imprimerie Inore Groupe – Varennes-Vauzelles (58) – 12/2023





Sommaire

Édito	3
Observation Sociale Croisée par thématique	5
Faits marquants	6
① Démographie	8
② Emploi, chômage, revenu	13
③ Enseignement, scolarité	20
④ Focus sur les missions locales	26
⑤ Personnes en situation de handicap	37
⑥ Personnes âgées	45
⑦ Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté	51
⑧ Adultes et familles en difficulté	56
⑨ Protection de l'enfance	58
Annexes	61
Formules de calcul	62
Index des sigles	68

OSCARD 2023

EDITORIAL

Depuis plus de 10 ans, la plateforme de l'observation sociale rassemble sur un seul site un très grand nombre de données socio-démographiques, économiques ou encore sanitaires et sociales des différents territoires de la région Centre-Val de Loire. Objectif premier de cette plateforme : la production d'une connaissance partagée des phénomènes sociaux dans la région.

Cet objectif implique la mutualisation de l'information disponible, le repérage des besoins et l'élaboration concertée de programmes d'études. C'est dans ce cadre, que de nombreux acteurs de la région (services de l'État, collectivités locales, organismes de protection sociale, secteur associatif) mettent en commun et valorisent leurs données au sein de ce recueil d'indicateurs OSCARD (Observation Sociale Croisée des Acteurs Régionaux et Départementaux).

Ce document existe grâce à la collaboration assidue de l'ensemble des membres de cette plateforme.

Je remercie tous les partenaires qui ont contribué à l'élaboration de cette édition. Je salue tous les acteurs qui viennent nourrir tout au long de l'année l'observatoire grâce à leurs données. Cela témoigne de l'engagement et de l'intérêt de chacun pour notre territoire.

Je souhaite que cette observation sociale apporte à tous les acteurs une connaissance des forces et des faiblesses de notre région et constitue un véritable outil d'aide à la décision pour une meilleure mise en œuvre des politiques publiques au profit des citoyens fragiles.

La Préfète de la région Centre-Val de Loire


Sophie BROCAS

Observation Sociale Croisée par thématique

Faits marquants

Les items ci-dessous énoncent les comparaisons entre les éléments de la région Centre-Val de Loire et ceux de la France hexagonale.

① Démographie

Baisse de la population

Moins d'habitants vivant en quartier prioritaire de la politique de la ville mais davantage vivant dans une commune en zone de revitalisation rurale

Davantage de personnes âgées

Indice de vieillissement supérieur

Moins de familles monoparentales et d'enfants vivant dans des familles sans actif occupé ■



② Emploi, chômage, revenu

Taux d'actifs plus élevé

Moins d'actifs occupant un emploi précaire. Quel que soit le territoire, les femmes sont davantage concernées par l'emploi précaire

Taux standardisé d'inactifs inférieur

Davantage d'ouvriers et d'employés. À l'inverse, moins de cadres

Taux de foyers fiscaux imposés supérieur (France de province)

Revenu net imposable moyen annuel par foyer fiscal inférieur (France hexagonale et France de province)

Taux de chômage comparable

Davantage de demandeurs d'emploi de longue durée (cat.ABC) et jeunes (cat. A) ■

③ Enseignement, scolarité

Elèves de l'académie (collégiens, lycéens) davantage issus de familles défavorisées

Elèves de l'académie en section de technicien supérieur (STS) moins issus de familles défavorisées

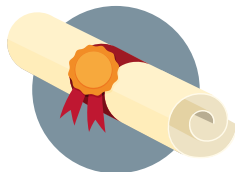
Taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB) inférieur

Taux d'accès des élèves de 2nde au baccalauréat général et technologique inférieur et taux d'accès des élèves de 2nde professionnelle au baccalauréat professionnel comparable

Moins de jeunes de 16-24 ans scolarisés et jeunes de la région davantage scolarisés dans le secondaire que dans le supérieur contrairement au niveau national

Davantage de jeunes de 20-29 ans sortis du système scolaire sans diplôme

Davantage de jeunes de 18-25 ans non insérés ■



④ Focus sur les données 2022 des missions locales

Plus de 14 500 jeunes reçu en premier accueil en 2022 et près de 40 000 jeunes accompagnés par les missions locales.

Près de 54 500 entrées en situation pour près de 26 000 jeunes. Jeunes majoritairement entrés en situation pour un emploi.

5 800 jeunes entrés en contrat d'engagement jeune (CEJ) en 2022 et 10 300 en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) ■

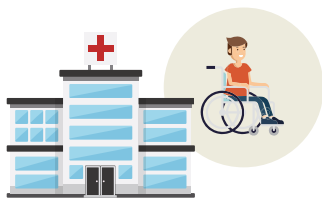


5 Personnes en situation de handicap

Taux d'équipement en établissement pour jeunes en situation de handicap supérieur

Taux d'équipement en places en établissement (places d'accueil médicalisé, places d'accueil spécialisé, foyers de vie et ESAT) pour adultes en situation de handicap comparables

Taux de bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicap (AEEH) inférieur et taux de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) comparable ■



6 Personnes âgées

Espérance de vie à 60 ans des habitants comparable

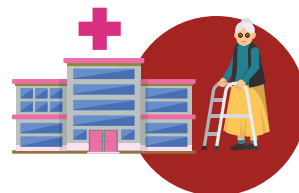
Moins de personnes âgées vivant seules

Taux d'équipement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) supérieur

Taux d'équipement en structure d'hébergement non Ehpad inférieur

Taux d'équipement en centres de jour comparable

Indice de grand vieillissement supérieur ■



7 Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté

Taux de pauvreté inférieur (les moins de 30 ans = classe d'âge la plus impactée)

Taux d'allocataires du RSA comparable mais davantage d'allocataires du RSA socle majoré

Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) comparable

Taux de bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) inférieur

Taux d'allocataires de l'allocation de soutien familial (ASF) comparable

Densités de logements sociaux proche de l'Hexagone

Taux de ménages bénéficiaires d'une allocation logement inférieur

Densité de dossiers de surendettement (nombre de dossiers pour 100 000 habitants) supérieure

Densités de dossiers de surendettement primo-dépôts et de redépôts supérieures

Part de rétablissements personnels inférieure

Endettement moyen des ménages supérieur ■



8 Adultes et familles en difficulté

Taux d'équipement en places d'hébergement comparable

Taux de consommateurs bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S) et de de la C2S gratuite (ex CMU-C) inférieurs ■



9 Protection de l'enfance


Taux d'équipement en établissements de l'aide sociale à l'enfance (ASE) inférieur ■




Le Centre-Val de Loire compte, au recensement de la population de l'Insee de 2020, **2 574 863 habitants**, soit un **déclin de population** entre 2014 et 2020 de **0,02 % par an en moyenne** (hausse de 0,32 % par an en moyenne en France métropolitaine). Entre 2014 et 2020 ⁽¹⁾, la **population régionale a diminué de 2 572 habitants**. Seuls les départements de l'Indre-et-Loire (0,22 %) et du Loiret (0,31 %) ont un taux d'accroissement positif. Les autres départements de la région ont quant à eux des taux d'accroissement négatifs: Cher (-0,51 %), Eure-et-Loir (-0,09 %), Indre (-0,56 %) et Loiret (-0,21 %).

La région **Centre-Val de Loire** compte **52 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**. Au total, en 2018 ce sont plus de **151 600 habitants** de la région qui vivent dans un quartier prioritaire, soit **5,9 %** de la population (**7,4 % en France hexagonale**). L'Indre compte 4,1 % de sa population vivant en QPV et le Loiret, 7,2 %.

La part de population régionale vivant dans une **commune classée ou partiellement classée en zone de revitalisation rurale** est de **26,2 % (14,7 % en France hexagonale)**. Cela représente près de 674 000 habitants. Le taux varie en région de 6,3 % dans le Loiret à 68,7 % dans l'Indre.


Les **jeunes de moins de 20 ans**  représentent, au recensement de la population 2020, **23,5 % de la population régionale (23,8 % en France hexagonale)**. 24,8 % des hommes de la région sont âgés de moins de 20 ans contre 22,3 % des femmes. Le nombre de jeunes de moins de 20 ans a diminué de 0,3 % entre 2014 et 2020 en France hexagonale et plus fortement en Centre-Val de Loire avec 2,1 %. Tous les départements sont concernés par cette baisse, à l'exception du Loiret (+1,1 %).


La **région compte davantage de personnes âgées de 75 ans et plus**  au recensement de la population de 2020 **en comparaison au niveau national** (10,8 % contre 9,6 %). Le nombre de personnes âgées a augmenté de 1,9 % entre les deux recensements (4,7 % au niveau national). Les personnes âgées de 75 ans et plus représentent 8,8 % de la population masculine régionale et 12,7 % de la population féminine. L'Indre a, pour sa part, la proportion de personnes âgées dans la population la plus élevée (14,0 %). À l'inverse, le Loiret a la plus faible (9,5 %).

L'**indice de vieillissement régional**, est **supérieur de près de 11 points** à celui relevé au **niveau national** (respectivement **96,5 contre 85,6**) en 2020. Entre 2014 et 2020, la progression de

l'indice régional est comparable à celle du niveau national (respectivement +13,7 % et +13,4 %). En région, c'est dans le Cher (+16,0 %) et le Loiret (+16,0 %) que l'indice a le plus fortement progressé. Dans le Loiret, il a augmenté de 11,2 %. L'indice de vieillissement des hommes de la région est de 82,0 (71,9 en France). Il varie de 68,2 dans le Loiret à 120,5 dans l'Indre. Chez les femmes de la région, l'indice est de 111,7 (99,9 au niveau national). Il varie de 93,4 dans le Loiret à 163,9 dans l'Indre.

Le Centre-Val de Loire compte, en 2020, 1 117 4197 ménages composés de 37,3 % de ménages d'une personne, 61,4 % de ménages avec familles et 1,3 % d'autres ménages sans famille. Tandis que le **nombre de ménages progresse d'une manière générale sur l'ensemble des territoires, les ménages isolés et les familles monoparentales croissent davantage que les autres structures familiales** (+10,6 % de ménages isolés et +12,3 % de ménages avec familles monoparentales contre -0,3 % de ménages avec familles, dont -4,6 % de ménages couples avec enfants).

En 2020, la région compte près de 83 000 familles monoparentales , ce qui représente 24,1 % des familles avec enfants et un **taux inférieur au niveau national (25,4 %)**. Le taux de familles monoparentales en région varie de 21,9 % dans l'Eure-et-Loir à 26,6 % dans l'Indre. Entre les recensements de la population de 2014 et 2020, le **nombre de familles monoparentales a progressé de 9,8 % en région (9,2 % en France hexagonale)**. Le Loiret a la plus forte progression et le Cher la plus faible (respectivement +12,5 % et +5,9 %).

La **région compte, en 2020, moins d'enfants faisant partie de familles ne comptant pas d'actif**  **en comparaison au niveau national (11,1 % contre 11,9 %)**. Près de 4 points séparent les départements extrêmes de la région, le taux variant de 10,0 % dans l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire à 13,6 % dans l'Indre. Le nombre d'enfants vivant dans une famille sans actif occupé entre 2014 et 2020, a diminué en région comme au niveau national (-2,7 % en région et -2,2 % en France hexagonale). La plus forte diminution concerne le Cher (-5,6 %). Il est à noter une augmentation des effectifs dans l'Indre (+5,4 %).

D'une manière générale, les représentations cartographiques de familles monoparentales et d'enfants vivant dans une famille sans actif occupé montrent des taux plus élevés dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) urbanisés de la région et certains EPCI du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et de l'est du Loiret ■

1. Les résultats des recensements rénovés ne se comparent correctement entre eux que sur des périodes espacées d'au moins 5 ans. En raison du report de l'enquête annuelle 2021 (sauf à Mayotte) lié à la situation sanitaire de la Covid-19, les résultats du millésime 2020 du recensement doivent exceptionnellement être comparés avec ceux de millésimes antérieurs distants d'au moins 6 ans.

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Population en 2020	300 933	431 443	218 707	612 119	329 357	682 304	2 574 863	65 269 154
	11,7 %	16,8 %	8,5 %	23,8 %	12,8 %	26,5 %	100,0 %	
<i>Hommes</i>	145 652	210 958	105 602	294 457	160 034	332 251	1 248 955	31 594 306
<i>Femmes</i>	155 281	220 485	113 105	317 662	169 323	350 053	1 325 908	33 674 848
Densité en habitants par km² en 2020	41,6	73,4	32,2	99,9	51,9	100,7	65,8	120,0
Superficie (en km²)	7 235,0	5 880,0	6 790,6	6 126,7	6 343,4	6 775,2	39 150,9	543 940,9
Variation inter-censitaire (2014-2020)	-0,51	-0,09	-0,56	0,22	-0,21	0,31	-0,02	0,32
Taux annuel moyen entre 2014 et 2020 (en %)								
Population municipale vivant en quartier prioritaire en 2018*	16 322	25 360	8 957	37 250	15 160	48 579	151 628	4 829 250
Part de la population vivant en quartier prioritaire	5,4 %	5,9 %	4,1 %	6,1 %	4,6 %	7,2 %	5,9 %	7,4 %
Population municipale 2020 vivant dans une commune								
non classée en zone de revitalisation rurale								
<i>Effectifs</i>	168 600	336 202	68 450	489 171	198 851	639 612	1 900 886	55 700 636
	56,0 %	77,9 %	31,3 %	79,9 %	60,4 %	93,7 %	73,8 %	89,5 %
classée en zone de revitalisation rurale								
<i>Effectifs</i>	130 696	91 801	150 257	122 948	130 506	42 692	668 900	9 532 459
	43,4 %	21,3 %	68,7 %	20,1 %	39,6 %	6,3 %	26,0 %	14,6 %
classée partiellement en zone de revitalisation rurale								
<i>Effectifs</i>	1 637	3 440	0	0	0	0	5 077	36 059
%	0,5 %	0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,1 %
Nombre de personnes de moins de 20 ans (pour 100 habitants) en 2020	63 338	108 197	43 734	143 934	73 887	171 742	604 832	15 523 901
	21,0 %	25,1 %	20,0 %	23,5 %	22,4 %	25,2 %	23,5 %	23,8 %
<i>Hommes</i>	32 310	55 613	22 369	73 173	38 000	88 230	309 696	7 947 382
	22,2 %	26,4 %	21,2 %	24,9 %	23,7 %	26,6 %	24,8 %	25,2 %
<i>Femmes</i>	31 028	52 584	21 365	70 760	35 887	83 512	295 137	7 576 519
	20,0 %	23,8 %	18,9 %	22,3 %	21,2 %	23,9 %	22,3 %	22,5 %
Nombre de personnes de moins de 60 ans (pour 100 habitants) en 2020	200 817	315 152	140 278	440 644	223 718	502 575	1 823 185	47 976 740
	66,7 %	73,0 %	64,1 %	72,0 %	67,9 %	73,7 %	70,8 %	73,5 %
<i>Hommes</i>	101 035	158 476	70 479	218 945	112 687	252 075	913 698	23 966 528
	69,4 %	75,1 %	66,7 %	74,4 %	70,4 %	75,9 %	73,2 %	75,9 %
<i>Femmes</i>	99 782	156 676	69 799	221 699	111 032	250 500	909 487	24 010 212
	64,3 %	71,1 %	61,7 %	69,8 %	65,6 %	71,6 %	68,6 %	71,3 %
Nombre de personnes de 20 à 64 ans (pour 100 habitants) en 2020	159 366	234 193	113 003	334 954	172 496	372 415	1 386 426	36 461 140
	53,0 %	54,3 %	51,7 %	54,7 %	52,4 %	54,6 %	53,8 %	55,9 %
<i>Hommes</i>	79 270	116 014	56 271	164 278	85 605	183 838	685 276	17 931 872
	54,4 %	55,0 %	53,3 %	55,8 %	53,5 %	55,3 %	54,9 %	56,8 %
<i>Femmes</i>	80 096	118 179	56 732	170 676	86 890	188 576	701 150	18 529 268
	51,6 %	53,6 %	50,2 %	53,7 %	51,3 %	53,9 %	52,9 %	55,0 %



Sources : Insee RP (2014, 2020)

* Populations municipales des quartiers de la politique de la ville en 2018 (recensement de la population 2018)

VALEURS COMMENTÉES

données générales

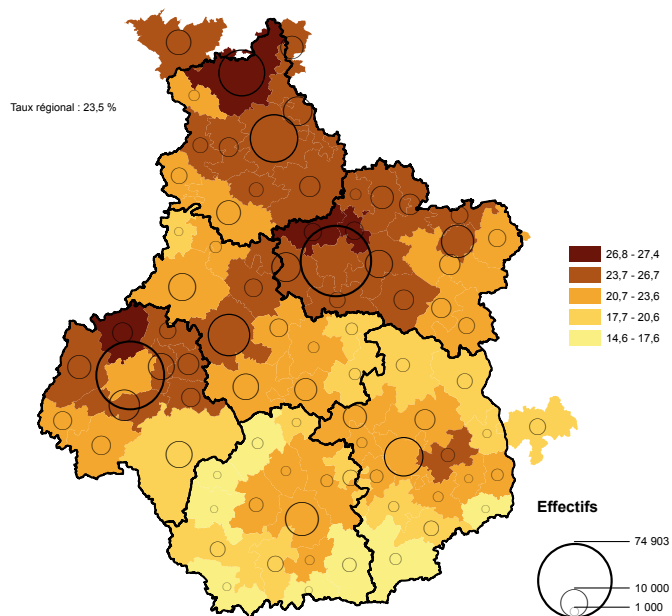
Nombre de personnes de 65 ans et plus (pour 100 habitants) en 2020	78 229 26,0 %	89 053 20,6%	61 970 28,3%	133 231 21,8%	82 974 25,2%	138 147 20,2%	583 605 22,7%	13 284 113 20,4%
<i>Hommes</i>	34 073 23,4 %	39 331 18,6%	26 962 25,5%	57 006 19,4%	36 428 22,8%	60 183 18,1%	253 983 20,3%	5 715 052 18,1%
<i>Femmes</i>	44 157 28,4 %	49 722 22,6%	35 008 31,0%	76 225 24,0%	46 546 27,5%	77 964 22,3%	329 622 24,9%	7 569 061 22,5%
Indice de vieillissement en 2020 (65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans)	123,5	82,3	141,7	92,6	112,3	80,4	96,5	85,6
<i>Hommes</i>	105,5	70,7	120,5	77,9	95,9	68,2	82,0	71,9
<i>Femmes</i>	142,3	94,6	163,9	107,7	129,7	93,4	111,7	99,9
Nombre de personnes de 75 ans et plus (pour 100 habitants) en 2020	37 318 12,4 %	41 209 9,6%	30 716 14,0%	64 187 10,5%	40 525 12,3%	64 577 9,5%	278 533 10,8%	6 238 023 9,6%
<i>Hommes</i>	14 740 10,1 %	16 416 7,8%	12 026 11,4%	25 204 8,6%	16 253 10,2%	25 642 7,7%	110 281 8,8%	2 420 891 7,7%
<i>Femmes</i>	22 578 14,5 %	24 792 11,2%	18 691 16,5%	38 984 12,3%	24 272 14,3%	38 935 11,1%	168 252 12,7%	3 817 132 11,3%
Nombre de ménages en 2020	142 665	186 207	105 553	286 616	150 643	302 513	1 174 197	29 451 578
Ménages d'une personne (en %)	55 594 39,0%	62 294 33,5%	42 224 40,0%	112 928 40,0%	55 186 39,4%	109 461 36,6%	437 687 37,3%	11 060 614 37,6%
<i>Dont hommes seuls</i>	24 503	27 696	18 693	47 665	24 291	48 715	191 564	4 816 117
<i>Dont femmes seules</i>	31 091	34 597	23 531	65 263	30 895	60 746	246 123	6 244 497
Autres ménages sans familles (en %)	2 056 1,4%	2 198 1,2%	1 317 1,2%	4 281 1,2%	1 623 1,5%	4 090 1,1%	15 566 1,3%	528 951 1,8%
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est : (en %)	85 015 59,6%	121 715 65,4%	62 013 58,8%	169 407 58,8%	93 833 59,1%	188 961 62,3%	720 945 61,4%	17 862 013 60,6%
<i>Un couple sans enfant</i>	42 738	53 254	32 383	80 489	46 575	83 673	339 111	7 712 789
<i>Un couple avec enfant(s)</i>	29 876	51 735	20 773	65 112	35 007	77 635	280 139	7 315 488
<i>Dont famille monoparentale</i>	12 402	16 726	8 856	23 807	12 251	27 653	101 695	2 833 735
Nombre de personnes de 25 à 59 ans (pour 100 habitants) en 2020	124 271 41,3 %	188 127 43,6%	87 960 40,2%	260 853 42,6%	136 687 41,5%	295 136 43,3%	1 093 033 42,5%	28 781 405 44,1%
<i>Hommes</i>	61 533 42,2 %	93 043 44,1%	43 502 41,2%	128 220 43,5%	67 632 42,3%	145 158 43,7%	539 087 43,2%	14 154 721 44,8%
<i>Femmes</i>	62 738 40,4 %	95 084 43,1%	44 458 39,3%	132 633 41,8%	69 056 40,8%	149 978 42,8%	553 946 41,8%	14 626 683 43,4%
Nombre de personnes de 25 à 59 ans vivant seules (pour 100 personnes de 25 à 59 ans) en 2020	21 638 17,4 %	26 384 14,0%	16 084 18,3%	45 513 17,4%	21 400 15,7%	47 181 16,0%	178 200 16,3%	4 798 464 16,7%
<i>Hommes</i>	12 692 20,6 %	15 769 16,9%	9 658 22,2%	26 145 20,4%	12 693 18,8%	27 501 18,9%	104 458 19,4%	2 740 945 19,4%
<i>Femmes</i>	8 946 14,3 %	10 615 11,2%	6 426 14,5%	19 368 14,6%	8 706 12,6%	19 680 13,1%	73 742 13,3%	2 057 520 14,1%
Nombre de familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans (pour 100 familles ayant des enfants de moins de 25 ans) en 2020	9 821 26,3 %	13 454 21,9%	6 834 26,6%	19 857 24,5%	9 842 23,1%	23 162 24,2%	82 971 24,1%	2 301 151 25,4%
Nombre d'enfants de moins de 25 ans vivant dans une famille sans actif occupé (pour 100 enfants de moins de 25 ans) en 2020	8 883 13,5 %	11 413 10,0%	6 144 13,6%	14 506 10,0%	8 372 10,9%	20 130 11,3%	69 448 11,1%	1 954 975 11,9%

Source : Insee RP (2020)

En raison du report de l'enquête annuelle 2021 (sauf à Mayotte) lié à la situation sanitaire de la Covid-19, les résultats du millésime 2019 du recensement doivent exceptionnellement être comparés avec ceux de millésimes antérieurs distants d'au moins 6 ans.

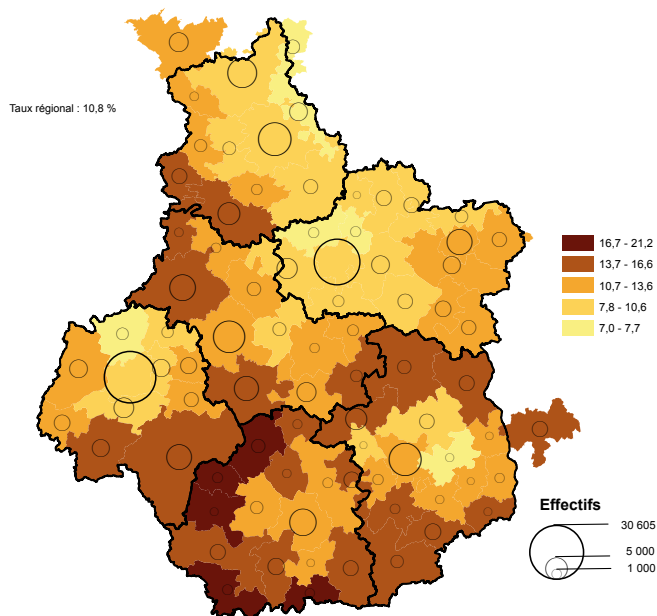


1 [Nombre de personnes âgées de moins de 20 ans pour 100 personnes en 2020



Sources : Insee (RP 2020) -
Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

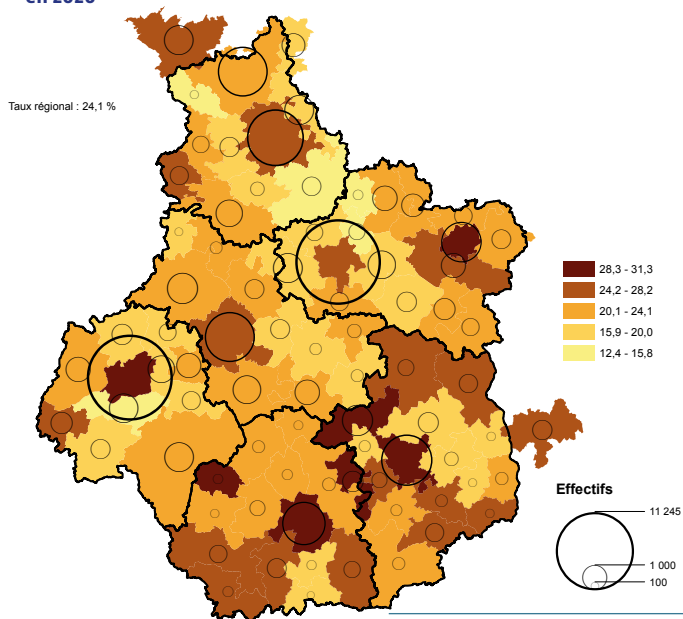
2 [Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus pour 100 personnes en 2020



Sources : Insee (RP 2020) -
Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

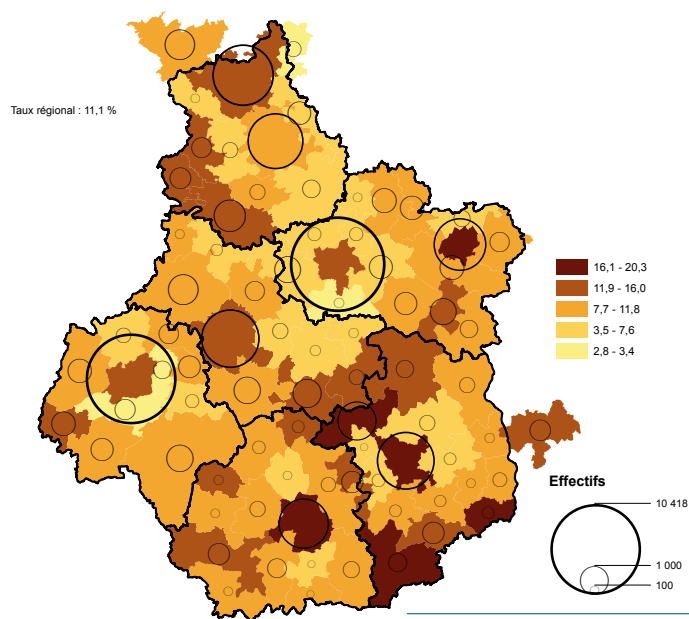


3 [Nombre de familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans pour 100 familles ayant des enfants de moins de 25 ans en 2020




Sources : Insee (RP 2020) -
Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire


4 [Nombre d'enfants de moins de 25 ans vivant dans une famille sans actif occupé pour 100 enfants de moins de 25 ans en 2020







Sources : Insee (RP 2020) -
Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire


Au recensement de la population de 2020, la région **Centre-Val de Loire** compte plus d'**1 162 100 actifs** âgés de 15 à 64 ans, soit un **taux d'actif de 75,3 %** (74,6 % au niveau national). Les actifs représentent au niveau régional 77,6 % de la population masculine et 73,1 % de la population féminine. La **population active a diminué en région** (-1,5 %), **contrairement au niveau national** (+1,1 %) entre les recensements de 2014 et de 2020.

Le **taux standardisé des inactifs du Centre-Val de Loire**  en 2020 est de **8,1 %**. Il est de **9,3 % en France hexagonale**. À l'échelle des départements de la région, le taux varie de 7,2 % dans l'Indre-et-Loire à 9,2 % dans le Cher et l'Indre. Le taux d'inactifs a légèrement diminué en région (-0,1 %), entre les recensements de 2014 et 2020. Au niveau national, il a diminué de 0,4 %.

La région compte en 2020, plus de 237 650 actifs de 15 ans et plus occupant un **emploi précaire** ^(a) , ce qui représente **25,7 % des actifs** ayant un emploi salarié, soit un **taux inférieur au niveau national** (27,2 %). Le taux varie en région de 23,0 % dans l'Eure-et-Loir à 28,2 % dans l'Indre-et-Loire. Si 18,5 % des actifs salariés masculins de la région occupent un emploi précaire ; chez les femmes, les emplois précaires représentent 32,8 % des emplois salariés. Le nombre d'emplois précaires a diminué en région contrairement au niveau national entre les recensements de 2014 et 2020 (respectivement -2,1 % et +1,0 %).

Les **agriculteurs exploitants**  représentent en 2020, en **Centre-Val de Loire, 1,8 %** de la population active ayant un emploi (1,5 % en France hexagonale et 1,8 % en France de province). **Moins de cadres**  **sont présents en région** en proportion dans la population active en **comparaison au niveau national** (14,2 % en région contre 18,9 % en France hexagonale et 15,6 % en France de province). En région, les **ouvriers** , comptent pour **23,5 % de la population active ayant un emploi**, soit un **taux supérieur au niveau national** (19,8 % en France hexagonale et 21,7 % en France de province). Les **employés**  représentent quant à eux, 27,8 % de la population active occupée et constituent la **catégorie socioprofessionnelle la plus représentée en région et au niveau national**. Le **taux régional d'employés est supérieur à celui de la France hexagonale** (26,9 %). En revanche, le taux régional est comparable à celui de la France de province (27,5 %).

En **région Centre-Val de Loire**, les **foyers fiscaux imposés représentent, en 2021, 45,8 % de l'ensemble des foyers fiscaux**, soit un **taux proche du niveau national** (46,2 %) mais supérieur à **celui de la France de province** (44,5 %). Le taux de foyers fiscaux imposés varie en région de 39,6 % dans l'Indre à 48,0 % dans le Loiret. En 2021, le **revenu net imposable moyen annuel par foyer fiscal en région est de 27 054 euros**. Il est **inférieur au revenu de la France hexagonale** (29 547 euros) **ainsi que de la France de province** (27 723 euros).

Au quatrième trimestre 2022, le **taux de chômage** régional localisé  est de 6,7 %, soit un taux **comparable au niveau national** (6,9 %). En région, le Loir-et-Cher a le taux de chômage le plus faible (5,9 %). À l'inverse, le Cher a le taux le plus élevé (7,4 %).

Fin 2022, la **région compte près de 91 400 demandeurs d'emploi en fin de mois de longue durée**, ce qui représente 46,7 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie ABC et un **taux supérieur au niveau national** (44,5 %). Le taux varie en région de 46,0 % dans le Loiret à 48,0 % dans le Cher. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a diminué de 12,1 % en région par rapport à l'année précédente (-13,0 % en France hexagonale). Ce nombre a diminué dans l'ensemble des départements de la région (de -11,2 % dans le Loiret à -13,2 % dans le Loir-et-Cher).

Les **femmes demandeuses d'emploi** représentent, fin 2022, en **région**, 49,0 % des demandeurs d'emploi de catégorie A soit un **taux comparable au niveau national** (48,9 %). En région, la part des femmes parmi les demandeurs d'emploi est la plus élevée dans le Loiret (50,3 %) et la plus faible dans l'Indre (47,1 %). Le nombre de femmes demandeuses d'emploi de catégorie A en région a diminué entre fin 2021 et décembre 2022 comme au niveau national (respectivement -5,3 % en région et -7,7 % en France hexagonale). L'ensemble des départements connaissent des baisses de leurs effectifs variant de -3,3 % dans l'Indre à -6,6 % dans le Cher.

Les **jeunes** en région représentent au 31 décembre 2022, **14,3 % des demandeurs d'emploi de catégorie A** (13,3 % en France hexagonale). Le taux varie en région de 13,6 % dans l'Eure-et-Loir à 14,8 % dans l'Indre-et-Loire. Entre 2021 et 2022, le nombre de demandeurs d'emploi jeunes a diminué de 4,8 % en Centre-Val de Loire. C'est également

le cas au niveau national avec une baisse de 8,6 %. Tous les départements de la région connaissent des baisses du nombre de jeunes demandeurs d'emploi (comprises entre -0,5 % dans l'Indre-et-Loire à -8,5 % dans l'Eure-et-Loir).

Fin 2022, les **seniors** représentent 28,6 % des demandeurs d'emploi de catégorie A de la région, soit un **taux comparable à celui du niveau national** (28,4 %). Le Loiret présente le taux de seniors demandeurs d'emploi le plus faible (26,6 %). À l'inverse, l'Indre a le taux le plus élevé (32,0 %). Entre fin 2021 et fin 2022, le nombre de demandeurs d'emploi seniors a également diminué de 7,3 % au niveau régional (-8,0 % en France hexagonale). Il est relevé une baisse dans tous les départements de la région, variant de -4,3 % dans le Loir-et-Cher à -11,1 % dans le Cher. ■

1. Est considéré comme un emploi précaire tout emploi salarié autre qu'un contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein.

Focus sur l'illettrisme et l'illectronisme en région Centre-Val de Loire :

ILLETTRISME

- 1 personne sur 10 est touchée par l'illettrisme en Centre-Val de Loire chez les 18 à 65 ans (n= 152 000 personnes)
- 17 % des personnes en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont concernées
- Les employés ou les ouvriers sont les plus touchés par l'illettrisme
- Les hommes sont plus touchés que les femmes (11,8 % contre 8,9 %)
- Les situations d'illettrisme touchent 9 % des salariés et 13 % des demandeurs d'emploi

ILLECTRONISME

- 14 % des habitants de 18 à 65 ans en Centre-Val de Loire éprouvent des difficultés à utiliser les outils numériques
- 6 % des 18 à 65 ans sont en situation d'illectronisme
- Les situations d'illectronisme sont souvent liées à l'âge et à la situation géographique
- L'âge est déterminant : plus de la moitié des personnes en situation d'illectronisme ont entre 56-65 ans
- 20 % des retraités sont en situation d'illectronisme
- Près de la moitié des personnes en situation d'illectronisme résident dans une commune de moins de 2 000 habitants

Source : Enquête sur l'illettrisme et l'illectronisme en région Centre-Val de Loire, GIP ALFA Centre-Val de Loire, Juin 2023

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre d'actifs de 15-64 ans (pour 100 personnes de 15-64 ans) en 2020	130 850 74,5 %	198 869 76,5%	92 511 74,3%	281 632 74,9%	143 895 75,2%	314 286 75,7%	1162 043 75,3%	30 189 335 74,6%
<i>Hommes</i>	67 252 76,7 %	102 751 79,4%	47 324 76,1%	141 939 76,9%	74 059 77,5%	160 914 78,0%	594 239 77,6%	15 449 456 77,3%
<i>Femmes</i>	63 598 72,4 %	96 118 73,8%	45 187 72,6%	139 693 73,0%	69 836 73,0%	153 372 73,4%	567 804 73,1%	14 739 879 72,0%
5 Taux standardisé sur l'âge et le sexe des inactifs de 25-54 ans en 2020	9,2 %	7,7 %	9,2 %	7,2 %	8,3 %	8,1 %	8,1 %	9,3 %
6 Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi précaire (pour 100 actifs de 15 ans et plus ayant un emploi salarié) en 2020	26 369 26,0 %	36 692 23,0%	18 933 26,3%	63 028 28,2%	29 727 25,9%	62 897 24,8%	237 646 25,7%	6 428 789 27,2%
<i>Hommes</i>	9 162 18,2 %	12 809 16,0%	6 859 19,4%	21 833 20,0%	11 108 19,5%	23 071 18,2%	84 842 18,5%	2 258 449 19,2%
<i>Femmes</i>	17 207 33,7 %	23 884 30,0%	12 074 33,1%	41 195 36,1%	18 619 32,2%	39 826 31,5%	152 805 32,8%	4 170 340 35,2%
7 Nombre d'agriculteurs-exploitants (pour 100 actifs ayant un emploi) en 2020	3 230 2,8 %	3 372 1,9%	3 272 3,9%	3 497 1,4%	2 459 1,9%	3 166 1,1%	18 995 1,8%	398 722 1,5%
<i>Hommes</i>	2 380 4,0 %	2 797 3,0%	2 547 6,0%	2 749 2,2%	2 000 3,0%	2 583 1,8%	15 056 2,8%	294 888 2,1%
<i>Femmes</i>	850 1,5 %	575 0,7%	725 1,8%	748 0,6%	459 0,7%	583 0,4%	3 940 0,8%	103 834 0,8%
8 Nombre de cadres (pour 100 actifs ayant un emploi) en 2020	13 386 11,6 %	24 637 13,8%	7 968 9,6%	41 525 16,5%	15 661 12,0%	44 590 15,9%	147 767 14,2%	5 078 477 18,9%
<i>Hommes</i>	8 007 13,5 %	14 842 16,0%	4 560 10,7%	24 711 19,4%	9 006 13,4%	25 775 17,8%	86 901 16,3%	2 912 503 21,0%
<i>Femmes</i>	5 379 9,6 %	9 795 11,5%	3 408 8,5%	16 814 13,6%	6 654 10,6%	18 815 13,9%	60 866 12,1%	2 165 974 16,7%
9 Nombre d'ouvriers (pour 100 actifs ayant un emploi) en 2020	28 205 24,5 %	42 943 24,1%	22 213 26,8%	50 762 20,2%	33 819 26,0%	65 698 23,5%	243 640 23,5%	5 320 871 19,8%
<i>Hommes</i>	22 236 37,4 %	33 518 36,1%	17 180 40,2%	40 158 31,6%	26 186 38,8%	49 975 34,5%	189 252 35,4%	4 262 920 30,7%
<i>Femmes</i>	5 969 10,7 %	9 425 11,1%	5 032 12,5%	10 604 8,6%	7 634 12,2%	15 724 11,6%	54 388 10,8%	1 057 951 8,1%
10 Nombre d'employés (pour 100 actifs ayant un emploi) en 2019	34 323 29,8 %	48 805 27,4%	24 963 30,1%	69 746 27,8%	36 705 28,2%	74 008 26,4%	288 550 27,8%	7 238 763 26,9%
<i>Hommes</i>	8 502 14,3 %	11 410 12,3%	5 813 13,6%	16 770 13,2%	8 400 12,5%	18 835 13,0%	69 731 13,0%	1 904 001 13,7%
<i>Femmes</i>	25 821 46,3 %	37 394 43,9%	19 150 47,6%	52 977 42,7%	28 305 45,1%	55 172 40,9%	218 819 43,5%	5 334 762 41,0%
Nombre de foyers fiscaux et part de foyers fiscaux imposés en 2021 (en %)	79 215 43,0%	118 215 47,8%	53 475 39,6%	167 141 46,3%	88 348 44,7%	189 482 48,0%	695 876 45,8%	17 903 126 46,2%
Revenu net imposable moyen annuel par foyer fiscal 2021 (en euros)	25 359 €	28 131 €	23 155 €	28 101 €	26 110 €	28 023 €	27 054 €	29 547 €

Sources : Insee (RP 2020), Insee - DGFIP (revenus fiscaux localisés), Pôle emploi Centre-Val de Loire, Dreets Centre-Val de Loire, Caf, Banque de France

VALEURS COMMENTÉES

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Revenu par unité de consommation mensuel (<0,5 smic) au 31.12.2020 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)	4 614 9,0 %	5 461 7,7%	2 870 8,2%	9 612 8,7%	4 541 8,6%	9 892 8,4%	36 990 8,4%	1066 494 9,3%
Revenu par unité de consommation mensuel (0,75 smic) au 31.12.2020 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)	7 340 14,3 %	7 727 10,9%	4 747 13,6%	13 615 12,4%	6 317 12,0%	14 325 12,1%	54 071 12,3%	1489 901 13,0%
Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2022* (en %)	7,4 %	6,6 %	7,0 %	6,3 %	5,9 %	6,9 %	6,7 %	6,9 %
Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM**) de catégories ABC au 31 décembre 2022	22 437	31 924	15 464	48 259	23 205	54 608	195 897	5125 638
dont de DEFM** de catégorie A au 31 décembre 2022	12 443	17 045	8 339	24 347	11 397	27 581	101 152	2 869 800
Nombre de DEFM**de longue durée (>1 an) de catégories ABC au 31 décembre 2022	10 761	14 974	7 263	22 341	10 936	25 124	91 399	2 278 964
Part des DEFM de longue durée (>1 an) parmi les DEFM ABC	48,0 %	46,9 %	47,0 %	46,3 %	47,1 %	46,0 %	46,7 %	44,5 %
Nombre de DEFM**femmes de catégories ABC au 31 décembre 2022	11 679	16 801	7 852	25 098	12 081	28 441	101 952	2 644 598
Part des DEFM femmes parmi les DEFM ABC	52,1 %	52,6 %	50,8 %	52,0 %	52,1 %	52,1 %	52,0 %	51,6 %
dont DEFM** femmes de catégorie A au 31 décembre 2022	5 946	8 350	3 924	11 801	5 622	13 874	49 517	1 402 983
Part des DEFM femmes parmi les DEFM A	47,8 %	49,0 %	47,1 %	48,5 %	49,3 %	50,3 %	49,0 %	48,9 %
Nombre de DEFM**hommes de catégories ABC au 31 décembre 2022	10 758	15 123	7 612	23 161	11 124	26 167	93 945	2 481 040
Part des DEFM hommes parmi les DEFM ABC	47,9 %	47,4 %	49,2 %	48,0 %	47,9 %	47,9 %	48,0 %	48,4 %
dont DEFM** hommes de catégorie A au 31 décembre 2022	6 497	8 695	4 415	12 546	5 775	13 707	51 635	1 466 817
Part des DEFM hommes parmi les DEFM A	52,2 %	51,0 %	52,9 %	51,5 %	50,7 %	49,7 %	51,0 %	51,1 %
Nombre de DEFM**jeunes (moins de 25 ans) de catégories ABC au 31 décembre 2022	2 975	4 134	2 014	6 485	3 061	7 420	26 089	640 565
Part des DEFM jeunes parmi les DEFM ABC	13,3 %	12,9 %	13,0 %	13,4 %	13,2 %	13,6 %	13,3 %	12,5 %
dont DEFM** jeunes de catégorie A au 31 décembre 2022	1 757	2 321	1 170	3 602	1 638	3 951	14 439	381 888
Part des DEFM jeunes parmi les DEFM A	14,1 %	13,6 %	14,0 %	14,8 %	14,4 %	14,3 %	14,3 %	13,3 %
Nombre de DEFM**seniors (50 ans et plus) de catégories ABC au 31 décembre 2022	6 621	8 995	4 812	12 818	6 909	13 911	54 066	1 408 129
Part des DEFM seniors parmi les DEFM ABC	29,5 %	28,2 %	31,1 %	26,6 %	29,8 %	25,5 %	27,6 %	27,5 %
dont DEFM**seniors de catégorie A au 31 décembre 2022	3 742	4 913	2 668	6 660	3 575	7 326	28 884	815 913
Part des DEFM seniors parmi les DEFM A	30,1 %	28,8 %	32,0 %	27,4 %	31,4 %	26,6 %	28,6 %	28,4 %

Sources : Insee (RP 2020), Insee -DGFIP (revenus fiscaux localisés), Pôle emploi Centre-Val de Loire, Drets Centre-Val de Loire, Caf, Banque de France

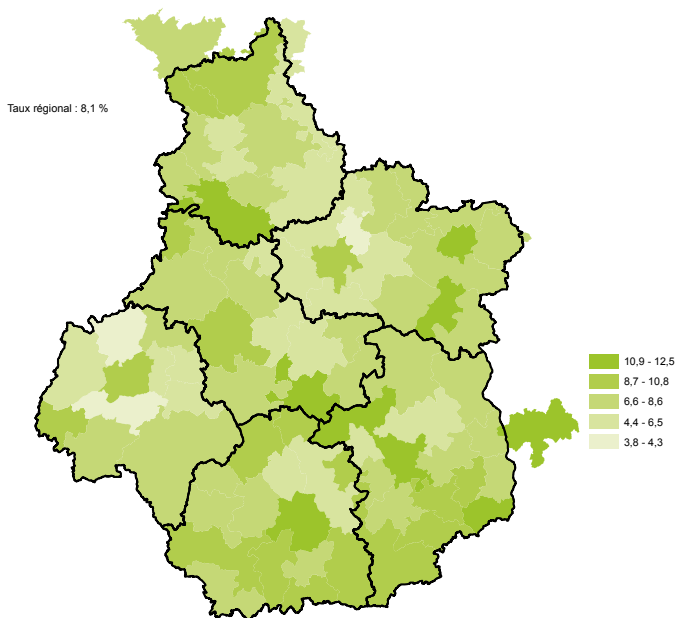
* Insee (taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2022)

**DEFM: données brutes au 31.12.2022. Source : Pôle emploi Centre-Val de Loire /STMAT

VALEURS COMMENTÉES

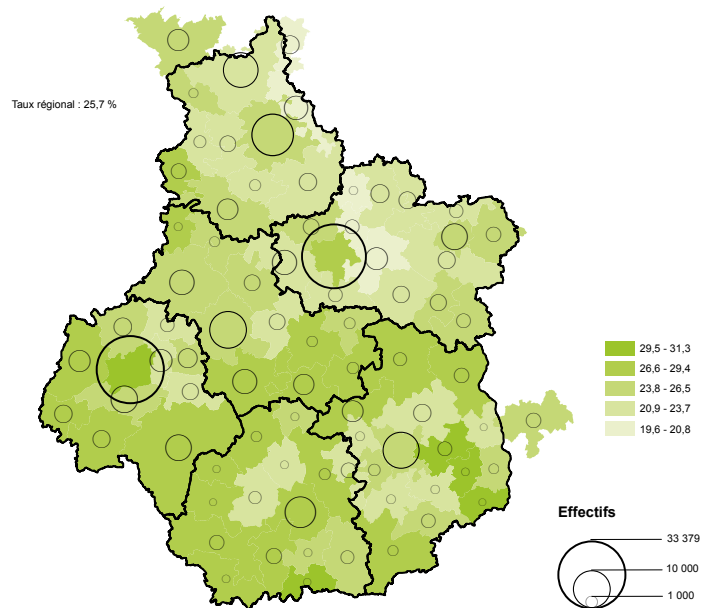


5 Taux standardisé des inactifs de 25-54 ans en 2020



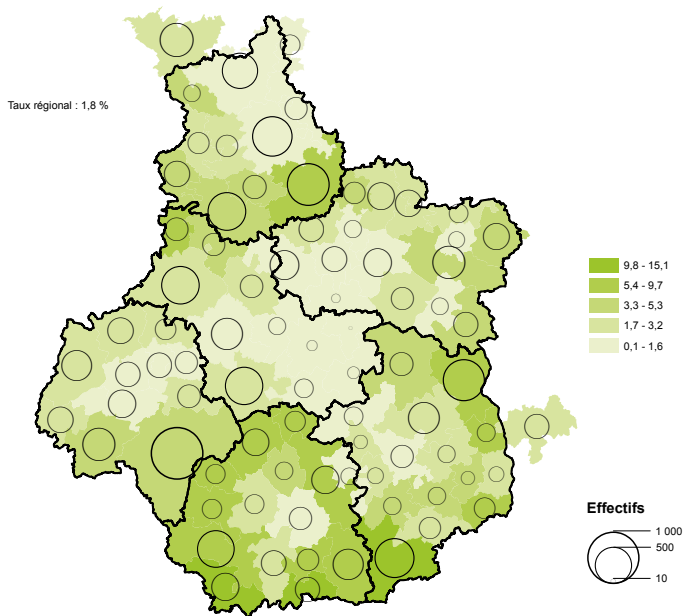
Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

6 Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi précaire pour 100 actifs de 15 ans et plus ayant un emploi salarié en 2020



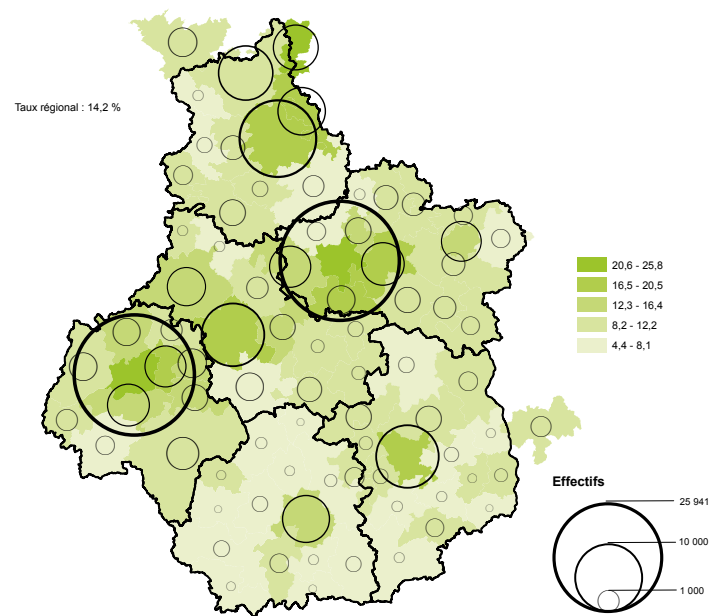
Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

7 Nombre d'agriculteurs exploitants pour 100 personnes actives ayant un emploi en 2020



Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

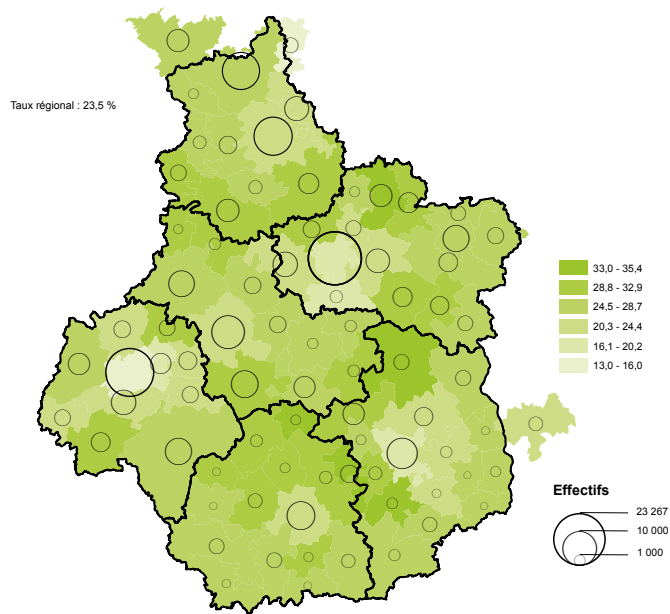
8 Nombre de cadres pour 100 personnes actives ayant un emploi en 2020



Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

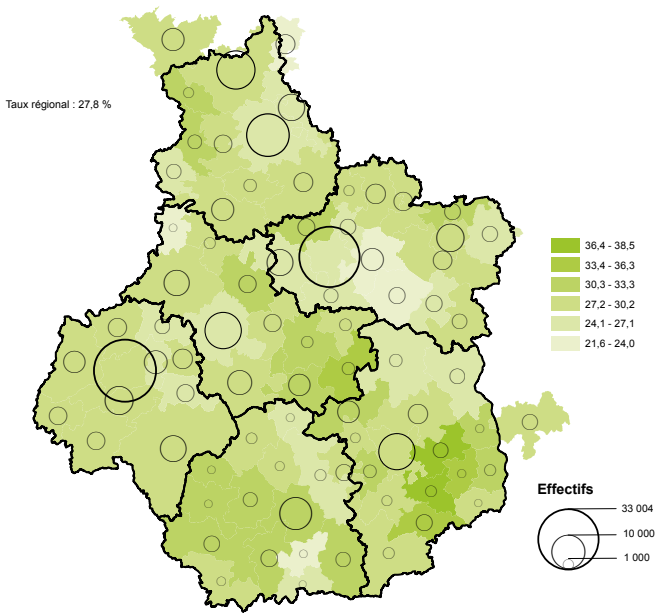


9 [Nombre d'ouvriers pour 100 personnes actives ayant un emploi en 2020



Sources : Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

10 [Nombre d'employés pour 100 personnes actives ayant un emploi en 2020



Sources : Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire



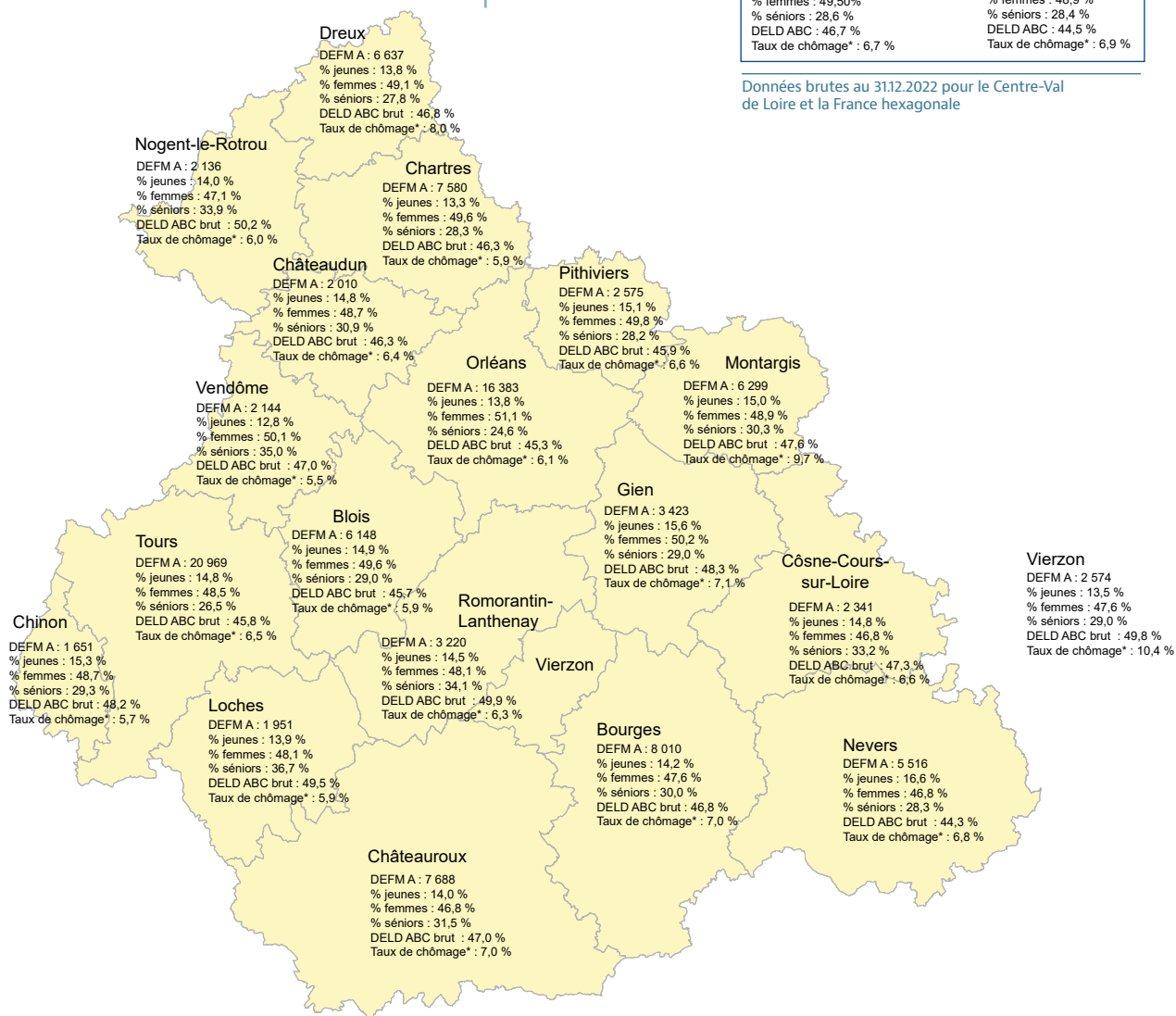


11 Situation du marché du travail fin décembre 2022 (en %)

Région Centre-Val de Loire France hexagonale

DEFM A : 101 152	DEFM A : 2 869 800
% jeunes : 14,3 %	% jeunes : 13,3 %
% femmes : 49,50 %	% femmes : 48,9 %
% séniors : 28,6 %	% séniors : 28,4 %
DELD ABC : 46,7 %	DELD ABC : 44,5 %
Taux de chômage* : 6,7 %	Taux de chômage* : 6,9 %

Données brutes au 31.12.2022 pour le Centre-Val de Loire et la France hexagonale



Catégorie A : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, sans emploi, tenus d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie B : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

Catégorie C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

DEFM : valeurs en structures (jeunes, femmes et seniors) pour les zones d'emploi sont calculées sur des données brutes

*Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2022 (Source : Insee, taux de chômage localisés)

Sources : STMT- Pôle emploi, Dares
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

Pour l'année scolaire 2022-2023, les **collégiens boursiers⁽¹⁾** représentent **22,8 % des collégiens de la région**. Dans l'Eure-et-Loir, 20,1 % des collégiens sont boursiers contre 25,5 % dans l'Indre.

Les **lycéens boursiers** représentent pour l'année scolaire 2022-2023, **23,6 % des lycéens de la région**. Le taux de lycéens boursiers varie en région de 20,6 % dans l'Indre-et-Loire à 27,3 % dans l'Indre.



La région compte **davantage d'élèves collégiens et lycéens de familles défavorisées⁽²⁾ en comparaison au niveau national**. Quel que soit le niveau de scolarisation, l'Indre-et-Loire présente les taux d'élèves de familles défavorisées les plus faibles. À l'inverse, l'Indre a les plus élevés. En ce qui concerne, les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), le taux de familles défavorisées en région est comparable au niveau national (respectivement 11,6 % en région contre 11,7 % en France). En revanche, le taux d'élèves en section de technicien supérieur (STS) provenant de familles défavorisées en région est inférieur au taux de la France (35,5 % contre 37,4 %).



À la session d'examen de 2022, le **taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB)⁽³⁾ est inférieur en région** à celui relevé sur le **plan national** (82,6 % contre 86,0 %). Le taux régional est inférieur à celui de la session précédente (83,9 % en 2021). Au niveau national également, le taux d'accès au DNB a diminué par rapport à la précédente session (86,5 % en 2021). Il varie en région de 76,6 % dans le Cher à 84,9 % dans l'Indre-et-Loire.

En 2022, le **taux d'accès des élèves de 2^{nde} au baccalauréat général et technologique⁽⁴⁾ de la région est comparable au taux national** (88,6 % en région contre 89,0 % au niveau national). Il convient de préciser le **nombre important en région de réorientations à la fin de la 2^{nde} générale et technologique vers la voie professionnelle**. Les filles ont un taux d'accès supérieur aux garçons (89,0 % contre 88,1 % dans l'académie). S'agissant du **taux d'accès des élèves de 2^{nde} professionnelle au baccalauréat professionnel** sous statut scolaire⁽⁵⁾, le **taux régional est proche de celui relevé au niveau national** (64,1 % contre 63,9 %). Les filles présentent également de meilleurs résultats (69,5 % contre 60,0 % chez les garçons de la région). Entre la session d'examen de 2021 et celle de 2022, les taux d'accès en région ont diminué tout comme au niveau national que ce soit pour la voie générale et technologique comme pour la voie professionnelle.

Dans l'académie Orléans-Tours, **72,6 % des nouveaux bacheliers ont poursuivi leurs études dans l'enseignement supérieur** au cours de l'année scolaire 2021-2022. Le taux de poursuite des études dans l'enseignement supérieur des néo-bacheliers est le plus élevé dans le Loiret et le plus faible dans l'Indre (respectivement 75,6 % et 66,6 %).

En 2021-2022, l'académie compte **moins de jeunes de 16-24 ans scolarisés⁽⁶⁾ par rapport au niveau national** (54,1 % contre 66,0 %). Les filles de la région sont davantage scolarisées que les garçons âgés de 16 à 24 ans (55,6 % contre 52,6 % en région). **Contrairement au niveau national, les jeunes de la région sont davantage scolarisés dans le secondaire que dans le supérieur** (28,2 % dans le secondaire contre 25,8 % dans le supérieur en région et 27,7 % dans le secondaire et 38,2 % dans le supérieur en France).

Selon les données du recensement de la population de l'Insee de 2020, près de **14 250 jeunes de la région** âgés de 20 à 24 ans sont **sortis du système scolaire sans diplôme⁽⁷⁾** , soit un taux de 16,9 %. Le **taux en région est supérieur à celui relevé au niveau national** (16,0 %). Quel que soit le territoire, les taux de sortie sans diplôme dans la classe d'âge sont plus élevés chez les garçons que chez les filles. Le nombre de jeunes sortis sans diplôme a diminué entre 2014 et 2020 de 15,5 % en région (-19,1 % en France hexagonale). Ce chiffre a diminué de 2,4 % dans le Cher et de 21,2 % dans le Loir-et-Cher. Parmi les jeunes de 20-29 ans, 14,8 % des jeunes de la région non scolarisés sont sortis du système scolaire sans diplôme (13,5 % au niveau national) . Le taux de sortie sans diplôme varie en région de 11,4 % dans l'Indre-et-Loire à 16,5 % dans le Loir-et-Cher. Pour cette classe d'âge également, les garçons sont davantage sortis du système scolaire sans diplôme ou avec uniquement le diplôme national du brevet.

Les représentations cartographiques mettent en évidence une répartition plus importante des hauts niveaux de qualification (baccalauréat +2 et plus)  dans les agglomérations et plus particulièrement celles de l'axe ligérien ainsi que les marges franciliennes. À l'inverse, les taux de plus faibles niveaux de formation  sont plus importants dans les EPCI ruraux.

En 2019, la **part de jeunes non insérés⁽⁸⁾ de la région est de 22,9 %, soit un taux supérieur à celui relevé en France (21,3 %)**. Il varie à l'échelle des départements de 19,2 % dans l'Indre-et-Loire à 27,1 % dans l'Indre ■

1. Les bourses sont destinées à favoriser la scolarité des élèves. Elles sont attribuables pour une année scolaire, sous conditions de ressources, en fonction des charges des familles ou du représentant légal de l'élève.
2. Définition de l'Éducation nationale : on entend par familles défavorisées, les professions et catégories socioprofessionnelles comprenant les ouvriers (qualifiés et non qualifiés), les ouvriers agricoles, les retraités employés ou ouvriers et les personnes sans activité professionnelle. Cette classification a été établie à partir des professions déclarées par les parents et non par rapport aux ressources financières.
3. Les taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB) sont une proportion de diplômés du DNB au sein de la génération de jeunes susceptibles de passer ce diplôme (13-18 ans).
4. Les taux d'accès au diplôme du baccalauréat sont des indicateurs conjoncturels qui mesurent le taux d'accès d'une population fictive. Ils évaluent pour une génération « théorique » d'élèves la probabilité qu'ils obtiennent l'examen à l'issue de leur scolarité. Ils sont calculés selon le lieu de scolarisation car cette variable est plus fiable que le lieu de résidence.
5. Le taux d'accès des élèves de seconde professionnelle au baccalauréat professionnel a été créé en lien avec la réforme du baccalauréat. Ainsi, il prend une réelle signification à partir de 2011 car la généralisation du baccalauréat professionnel a débuté à la rentrée 2009.
6. Sont considérés comme étant scolarisés, les jeunes de 16 à 24 ans inscrits dans un opérateur de formation du 2nd degré et de l'enseignement supérieur (public, privé, agriculture, apprentissage, enseignement supérieur, santé...). Ce sont les jeunes scolarisés dans la zone géographique considérée.
7. Indicateur extrait des indicateurs sociaux départementaux du Cnis. Il représente, au sein de la population des 20-24 ans non inscrite dans un établissement d'enseignement, la part des personnes sorties des cursus scolaires et non titulaires, au minimum d'un CAP, d'un brevet de compagnon, d'un brevet d'études professionnelles (BEP) ou d'un baccalauréat.
8. La part des jeunes non insérés est le rapport des jeunes de 18 à 25 ans qui n'ont pas d'emploi et ne sont ni étudiants, ni élèves ou stagiaires à l'ensemble de la population des 18 à 25 ans, au lieu de résidence des individus.

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France entière
Taux de collégiens boursiers (public et privé) sous contrat (année scolaire 2022-2023)	24,9 %	20,1 %	25,5 %	20,8 %	23,4 %	24,3 %	22,8 %	ND
Garçons	24,6 %	20,1 %	24,9 %	20,6 %	22,8 %	24,2 %	22,5 %	
Filles	25,3 %	20,2 %	26,1 %	21,0 %	23,9 %	24,4 %	23,0 %	
Taux de lycéens boursiers (public et privé) sous contrat (année scolaire 2022-2023)	25,1 %	23,0 %	27,3 %	20,6 %	23,0 %	25,1 %	23,6 %	ND
Garçons	24,6 %	22,6 %	26,7 %	20,3 %	21,6 %	23,9 %	22,8 %	
Filles	25,5 %	23,4 %	28,0 %	20,9 %	24,3 %	26,2 %	24,3 %	
Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les collégiens (public et privé) (année scolaire 2022-2023)	40,0 %	34,7 %	42,5 %	30,7 %	37,3 %	39,0 %	36,4 %	33,4 %
Garçons	40,2 %	35,2 %	42,8 %	30,6 %	37,0 %	39,4 %	36,6 %	33,3 %
Filles	39,8 %	34,1 %	42,2 %	30,8 %	37,7 %	38,5 %	36,2 %	33,5 %
Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les lycéens (public et privé) (année scolaire 2022-2023)	35,4 %	32,6 %	39,3 %	25,9 %	33,3 %	35,1 %	32,6 %	31,2 %
Garçons	35,6 %	32,7 %	39,8 %	25,8 %	31,9 %	34,9 %	32,4 %	30,9 %
Filles	35,2 %	32,5 %	38,8 %	26,1 %	34,6 %	35,3 %	32,8 %	31,5 %
Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) (année scolaire 2022-2023)	25,3 %	12,1 %	Pas de CPGE dans l'Indre		8,2 %	15,0 %	11,7 %	11,6 %
Garçons	22,5 %	10,4 %			6,1 %	15,0 %	11,0 %	11,5 %
Filles	28,6 %	22,2 %			8,1 %	15,1 %	13,0 %	11,6 %
Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les élèves en section de technicien supérieur (STS) (année scolaire 2022-2023)	35,2 %	40,0 %	43,2 %	29,3 %	38,1 %	37,3 %	35,5 %	37,4 %
Garçons	34,9 %	38,8 %	44,3 %	29,5 %	35,9 %	36,8 %	35,1 %	36,3 %
Filles	35,4 %	41,1 %	41,2 %	29,1 %	40,0 %	37,8 %	36,0 %	38,6 %
Taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB) (session 2022)	76,6 %	83,0 %	83,4 %	84,9 %	80,8 %	83,5 %	82,6 %	86,0 %
Garçons	74,1 %	80,9 %	77,3 %	80,5 %	74,3 %	79,1 %	78,5 %	82,6 %
Filles	78,9 %	85,1 %	89,9 %	89,9 %	87,8 %	88,1 %	87,0 %	89,4 %
Taux d'accès des élèves de seconde générale et technologique au baccalauréat général et technologique (session 2022)	89,6 %	85,5 %	83,1 %	90,4 %	89,8 %	89,6 %	88,6 %	89,0 %
Garçons	91,1 %	85,5 %	76,7 %	90,9 %	87,8 %	89,3 %	88,1 %	87,7 %
Filles	88,3 %	85,4 %	88,7 %	90,1 %	91,5 %	89,7 %	89,0 %	90,0 %

Source: Rectorat de l'académie Orléans-Tours

* Poursuite vers Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), Section de technicien supérieur (STS) et assimilés et Universités hors agriculture et hors apprentissage

VALEURS COMMENTÉES

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Taux d'accès des élèves de seconde professionnelle au baccalauréat professionnel (session 2022)	61,8 %	62,8 %	54,3 %	69,3 %	65,5 %	64,0 %	64,1 %	63,9 %
Garçons	55,9 %	61,7 %	50,6 %	64,1 %	58,9 %	60,7 %	60,0 %	60,8 %
Filles	69,8 %	63,6 %	58,7 %	76,1 %	73,8 %	68,9 %	69,5 %	68,3 %
Taux de poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur* (année scolaire 2021-2022)	69,7 %	71,6 %	66,6 %	72,7 %	72,6 %	75,6 %	72,6 %	ND
Part de jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans un opérateur de formation (année scolaire 2021-2022) (données provisoires)	43,8 %	37,4 %	41,1 %	70,3 %	41,4 %	60,2 %	54,1 %	66,0 %
Garçons	43,3 %	37,3 %	41,3 %	65,8 %	42,2 %	60,1 %	52,6 %	62,9 %
Filles	44,4 %	37,5 %	41,0 %	74,6 %	40,6 %	60,4 %	55,6 %	69,2 %
% scolarisés dans le secondaire	25,7 %	30,7 %	28,9 %	26,8 %	29,7 %	28,1 %	28,2 %	27,7 %
Garçons	24,9 %	30,8 %	29,4 %	29,2 %	29,8 %	28,4 %	28,8 %	28,4 %
Filles	26,7 %	30,6 %	28,4 %	24,4 %	29,6 %	27,9 %	27,4 %	26,9 %
% scolarisés dans le supérieur	17,9 %	6,5 %	12,1 %	43,4 %	11,5 %	31,9 %	25,8 %	38,2 %
Garçons	18,2 %	6,3 %	11,8 %	36,4 %	12,1 %	31,6 %	23,6 %	34,4 %
Filles	17,5 %	6,8 %	12,5 %	50,1 %	10,8 %	32,4 %	28,1 %	42,2 %
Nombre de jeunes de 20 à 24 ans sortis du système scolaire sans diplôme ou au plus le BEPC, le brevet des collèges ou le diplôme national du brevet en 2020 (pour 100 jeunes de 20 à 24 non inscrits dans un établissement scolaire)	1911 18,9 %	2 528 17,3 %	1 191 17,1 %	2 621 13,4 %	1 730 17,3 %	4 257 18,3 %	14 238 16,9 %	343 339 16,0 %
Hommes	1 127 20,2 %	1 535 19,4 %	748 19,2 %	1 625 15,4 %	964 17,7 %	2 668 21,0 %	8 667 18,8 %	206 520 17,8 %
Femmes	784 17,4 %	993 14,9 %	443 14,4 %	996 11,2 %	766 16,9 %	1 589 15,0 %	5 571 14,5 %	136 819 13,9 %
Nombre de jeunes de 20 à 29 ans sortis du système scolaire sans diplôme ou au plus le BEPC, le brevet des collèges ou le diplôme national du brevet en 2020 (pour 100 jeunes de 20 à 29 ans sortis du système scolaire)	3 822 16,3 %	5 471 15,5 %	2 546 16,0 %	5 581 11,4 %	4 022 16,5 %	9 172 15,7 %	30 615 14,8 %	749 002 13,5 %
Hommes	2 202 17,7 %	3 192 17,3 %	1 492 17,8 %	3 279 13,0 %	2 187 17,2 %	5 411 18,0 %	17 763 16,6 %	437 257 15,3 %
Femmes	1 620 14,7 %	2 279 13,4 %	1 055 13,9 %	2 302 9,8 %	1 835 15,8 %	3 762 13,2 %	12 853 13,0 %	311 745 11,6 %

Sources : Insee (RP 2020), Rectorat de l'académie Orléans-Tours, Insee (Indicateurs sociaux départementaux - Cnis)

VALEURS COMMENTÉES

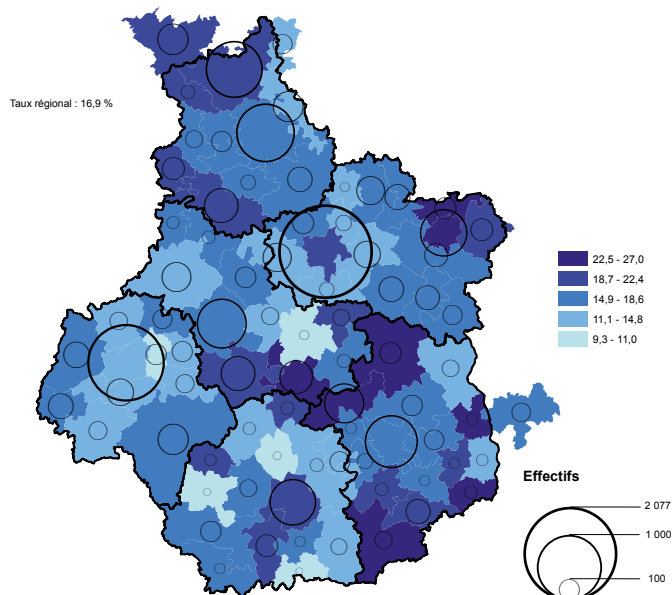
Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
14 Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées sans qualification ou de faibles niveaux de formation en 2020 (aucun diplôme, CEP, BEPC, Brevet des collèges) (pour 100 personnes de 15 ans et plus non scolarisées)	69 106 29,4 %	95 721 29,9%	57 085 32,8%	111 628 24,9%	77 186 30,5%	138 417 27,8%	549 143 28,5%	12 524 596 26,1%
<i>Hommes</i>	27 619 24,6 %	40 303 26,1%	23 080 27,8%	44 932 21,1%	31 532 26,1%	59 313 24,9%	226 779 24,6%	5 330 194 23,3%
<i>Femmes</i>	41 487 33,8 %	55 419 33,5%	34 004 37,4%	66 696 28,3%	45 654 34,7%	79 104 30,5%	322 364 32,1%	7 194 402 28,7%
15 Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées titulaires d'un bac+2 en 2020 (pour 100 personnes de 15 ans et plus non scolarisées)	53 763 22,9 %	77 937 24,4%	33 590 19,3%	139 382 31,1%	58 488 23,1%	141 643 28,5%	504 802 26,2%	15 283 231 31,9%
<i>Hommes</i>	24 784 22,1 %	35 330 22,9%	14 989 18,1%	63 614 29,8%	26 323 21,8%	64 849 27,2%	229 889 24,9%	7 040 588 30,8%
<i>Femmes</i>	28 978 23,6 %	42 606 25,8%	18 601 20,5%	75 768 32,2%	32 166 24,4%	76 794 29,6%	274 913 27,4%	8 242 643 32,9%
Part des jeunes de 18 à 25 ans non insérés en 2019	26,8 %	24,6 %	27,1 %	19,2 %	25,1 %	22,5 %	22,9 %	21,3 %

Sources: Insee (RP 2020), Indicateurs sociaux départementaux – Cnis

VALEURS
COMMENTÉES

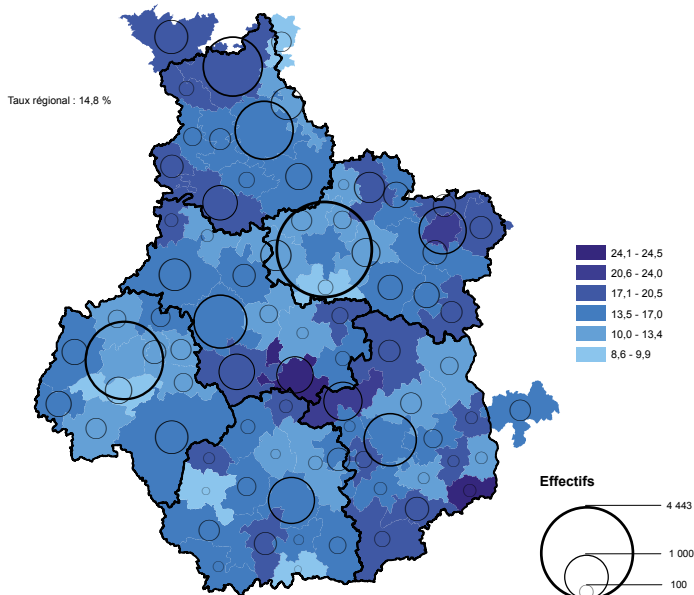


12 [Nombre de jeunes de 20 à 24 ans non diplômés pour 100 jeunes de 20 à 24 ans non inscrits dans un établissement scolaire en 2020



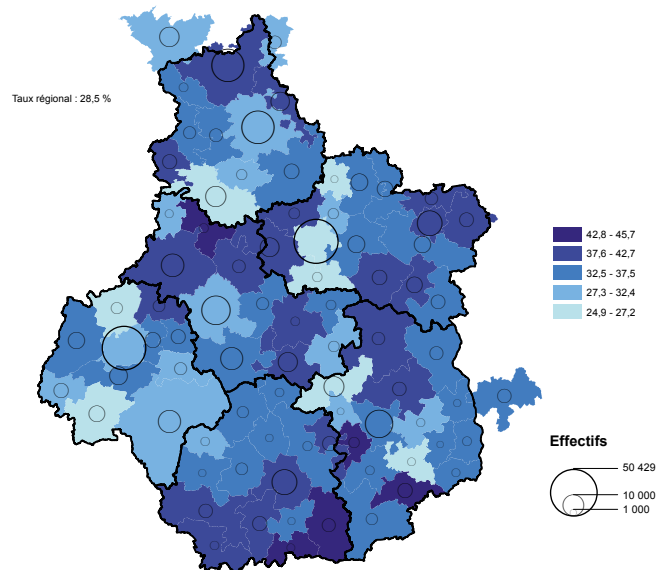
Sources : Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

13 [Nombre de jeunes de 20 à 29 ans non diplômés pour 100 jeunes de 20 à 29 ans non inscrits dans un établissement scolaire en 2020



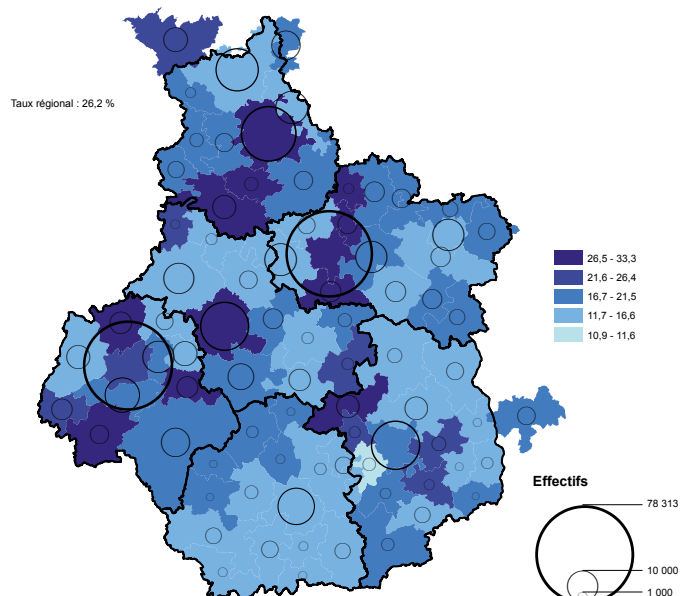
Sources : Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

14 [Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées, sans qualification ou de faibles niveaux de formation (CEP, BEPC, Brevet des collèges ou DNB) pour 100 personnes de 15 ans et plus non scolarisées en 2020



Sources : Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

15 [Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées titulaires d'un bac + 2 et plus pour 100 personnes de 15 ans et plus non scolarisées en 2020



Sources : Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

En 2022, les missions locales de la région ont reçu en premier accueil près de **14 650 jeunes** dont 52,7 % d'hommes. 52,1 % des jeunes de région en premier accueil en 2022 sont âgés entre 18 et 21 ans. Plus de la **moitié des jeunes (54,5 %) ont un niveau de formation 2 à l'entrée en accueil** (le niveau 2 atteste la capacité à effectuer des activités simples et résoudre des problèmes courants à l'aide de règles et d'outils simples en mobilisant des savoir-faire professionnels dans un contexte structuré). Seuls 7,6 % des jeunes ont un niveau de formation élevé (le niveau 5 correspond à l'ancien niveau III (Bac + 2), le niveau 6 correspond à l'ancien niveau II (Licence), le niveau 7 correspond au niveau d'un Master). La **majorité des jeunes sont de nationalité française** (81,6 %, contre 2,4 % ayant une nationalité d'un pays de l'Union européenne et 14,7 % une nationalité d'un pays hors UE). Près de **95 % des jeunes ont une couverture sociale (PUMA)**. Près de **60 % des jeunes déclarent ne pas avoir de ressources à la date du 1^{er} accueil** et **7,7 % ont également déclaré avoir une problématique de logement** lors du 1^{er} accueil. 70,7 % d'entre eux ont déclaré habiter chez leurs parents ou avoir un logement autonome. 26,2 % des jeunes résident dans le cercle proche familial ou amical, dans des foyers CHRS, dans des foyers jeunes travailleurs, dans d'autres foyers ou des hôtels ou encore n'ont pas d'adresse fixe ou d'hébergement. **13,4 % des jeunes viennent d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et 16,6 % d'une commune classée en zone de revitalisation rurale.**

S'agissant de l'ensemble des **jeunes accompagnés par les missions locales de la région en 2022**, ils sont près de **39 800 jeunes**. 53,4 % d'entre eux sont des hommes. La **moitié des jeunes accompagnés en 2022 ont entre 18 et 21 ans (50,2 %)**. La **moitié des jeunes accompagnés (50,0 %) ont un niveau de formation de niveau 2**, 16,1 % de niveau 3, 26,6 % de niveau 4 et 6,5 % de niveau 5 ou supérieur. La **grande majorité des jeunes accompagnés ont déclaré être célibataires (91,7 %)**. 76,0 % des jeunes sont hébergés chez leurs parents ou disposent d'un logement autonome. Pour le reste des jeunes, le type d'hébergement est le cercle familial ou amical, un CHRS, un FJT, d'autres types de foyers, un hôtel, un hébergement nomade ou aucun hébergement. **96,1 % des jeunes accompagnés bénéficient d'une couverture sociale**. Près d'un tiers des jeunes accompagnés, l'ont été pendant un an (32,2 %), 19,6 % pendant moins d'un an, 39,6 % entre deux et 5 ans et 8,6 % durant plus de 6 ans.

En 2022, les missions locales de la région ont enregistré près de **54 450 entrées en situation pour près de 26 000 jeunes**. Les jeunes sont **majoritairement entrés en situation pour un emploi (64,1 %)**, en **période de mise en situation en milieu professionnel (pmsmp) (16,2 %)**, en **formation (8,6 %)**, en **contrat en alternance (6,7 %)**, en **scolarité (4,8 %)**, etc.

Près de **5 800 jeunes sont entrés en contrat d'engagement jeune (CEJ)** en 2022 (totalisant près de 6 200 entrées) et près

de **10 300 jeunes sont entrés en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)** (comptabilisant plus de 10 400 entrées dans le dispositif). 53,3 % des jeunes entrés en PACEA sont des hommes. 52,5 % des jeunes sont âgés entre 18 et 21 ans. S'agissant de leur **niveau de formation, 55,6 % ont un niveau 2**, 24,9 % ont un niveau 4, 13,5 % ont un niveau 3 et 6,7 % ont un niveau 5 ou supérieur. La majorité des jeunes sont célibataires (92,7 %). **15,4 % d'entre eux viennent d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et 20,9 % d'une commune classée en zone de revitalisation rurale.**

Pour les **jeunes entrés en contrat d'engagement**, une fois encore les hommes sont plus nombreux puisqu'ils représentent 52,8 % des entrées dans le dispositif. 59,4 % des jeunes sont âgés entre 18 et 25 ans. S'agissant de leur **niveau de formation, 54,2 % ont un niveau 2**, 25,4 % ont un niveau 4, 15,4 % ont un niveau 3 et 5,0 % ont un niveau 5 ou supérieur. La majorité des jeunes sont célibataires (93,7 %). **18,3 % d'entre eux viennent d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et 17,5 % d'une commune classée en zone de revitalisation rurale.**

En 2022, les missions locales de la région ont accompagné plus de **1 750 jeunes ayant une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) acquise ou en cours d'acquisition**. 59,1 % d'entre eux sont des hommes. 48,7 % des jeunes ayant une RQTH sont âgés entre 18 et 21 ans. S'agissant de leur niveau de formation, 59,1 % ont un niveau 2, 24,1 % ont un niveau 3, 13,7 % ont un niveau 4 et 3,0 % ont un niveau 5 ou supérieur. La majorité des jeunes sont célibataires (93,2 %).

En 2022, les missions locales de la région ont enregistré **806 entrées de jeunes sous main de justice (JSMJ) pour 768 jeunes**. **53,0 % des entrées ont eu lieu en milieu fermé et 47,0 % en milieu ouvert**. 96,3 % des entrées concernent des hommes. 89,5 % des entrées dans le dispositif de jeunes sous main de justice concernent des jeunes ayant un niveau 2 de formation. La majorité des entrées de jeunes dans le dispositif concernent des jeunes célibataires (90,6 %). **22,0 % d'entre eux viennent d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et 12,7 % d'une commune classée en zone de revitalisation rurale.**

Les modalités de venue dans les missions locales mettent en évidence que ces dernières doivent être au plus proche des jeunes grâce à un maillage de proximité et de faciliter leur accès par des transports en commun accessibles (prix attractif, arrêts de bus de proximité et horaires réguliers, etc.) ■

données générales

Caractéristiques des jeunes en premier accueil dans les missions locales de la région Centre-Val de Loire en 2022

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Genre des jeunes en premier accueil							
Hommes	2122	2188	1491	3334	1974	3530	14 639
Femmes	1143	1176	757	1738	1026	1873	7 713
	979	1012	734	1596	948	1657	6 926
Âge							
Mineurs	628	661	497	861	520	907	4 074
18-21 ans	1073	1113	742	1805	1036	1856	7 625
22-25 ans	420	414	252	668	412	766	2 932
26 ans et plus	ND	0	0	0	6	ND	8
Niveaux							
Niveau 5, 6 et 7	132	145	81	317	170	268	1113
Niveau 4	538	597	358	1023	493	849	3 858
Niveau 3	245	197	172	390	248	352	1604
Niveau 2	1194	1249	874	1587	1051	2 037	7 982
Non précisé	13	10	6	17	12	24	82
Nationalité							
Française	1785	1857	1229	2 720	1 606	2 748	11 945
Union européenne	30	61	20	76	48	123	358
Hors Union européenne	293	251	204	497	304	605	2 154
Non renseigné	14	19	38	41	16	54	182
Couverture sociale							
Aucune	79	67	59	160	118	153	636
Couverture maladie universelle (CMU)	0	0	0	0	0	0	0
Protection maladie universelle (PUMA) - Autres	29	30	14	24	22	31	150
Protection maladie universelle (PUMA) - Mutualité sociale agricole	36	16	18	23	20	15	128
Protection maladie universelle (PUMA) - Sécurité Sociale	1963	2 047	1362	3 090	1796	3 277	13 535
Non renseigné	15	28	38	37	18	54	190
Ressources déclarées en date du 1^{er} accueil							
0 euros	1290	1457	788	2 175	1 089	1 961	8 760
0 - 300 €	274	151	131	315	179	490	1 540
300 - 600 €	231	238	126	312	256	387	1 550
600 - 1000 €	164	139	82	245	176	239	1 045
> 1000 €	80	59	61	157	129	151	637
Non renseigné	83	144	303	130	145	302	1 107
Jeunes ayant déclaré une problématique de logement en date du 1^{er} accueil							
Oui	116	174	82	331	105	318	1 126
Non	1264	1520	969	1538	1324	2 156	8 771
Non renseigné	742	494	440	1 465	545	1 056	4 742

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Type d'hébergement							
Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)	38	7	17	7	7	31	107
Foyers de jeunes travailleurs (FJT)	27	45	13	28	42	17	172
Autres foyers	124	103	54	171	102	140	694
Hôtel	42	ND	20	8	24	34	130
Sans adresse fixe	7	ND	ND	25	19	14	68
Sans hébergement	8	8	8	20	16	41	101
Hébergement par les parents	1105	1405	819	1623	1103	1813	7 868
Hébergement par le cercle familial ou amical	356	304	242	599	291	775	2 567
Logement autonome	347	258	239	752	322	559	2 477
Non renseigné	68	54	78	101	48	106	455
Moyen de locomotion							
Aucun	354	122	211	311	462	430	1 890
Automobile	447	497	282	611	478	671	2 986
Autre	52	40	38	71	47	57	305
Cyclomoteur	80	82	45	149	104	84	544
Moto (+50 cm3)	11	12	5	11	10	13	62
Transport en commun	1 055	1 372	812	1 996	739	2 130	8 104
Transport scolaire	19	9	12	7	17	22	86
Vélo	88	45	47	120	95	67	462
Non renseigné	ND	ND	ND	21	5	7	39
Zone prioritaire							
Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)	319	275	161	524	220	468	1 967
Zone de revitalisation rurale (ZRR)	589	326	567	334	460	155	2 431
Hors zone QPV ou ZRR	1 214	1 587	763	2 476	1 294	2 907	10 241

données générales

Caractéristiques des jeunes accompagnés dans les missions locales de la région Centre-Val de Loire en 2022

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Genre des jeunes accompagnés							
Hommes	5 934	7 138	4 026	8 080	5 222	9 360	39 761
Femmes	3 145	3 842	2 135	4 387	2 820	4 908	21 237
	2 789	3 296	1 891	3 693	2 402	4 452	18 523
Âge							
Mineurs	1 193	1 286	930	1 673	1 079	1 827	7 988
18-21 ans	2 937	3 419	2 039	4 301	2 602	4 646	19 944
22-25 ans	1 789	2 412	1 050	2 096	1 514	2 874	11 735
26 ans et plus	15	21	7	10	27	13	93
Niveaux							
Niveau 5, 6 et 7	330	504	201	599	366	574	2 574
Niveau 4	1 492	2 098	1 124	2 334	1 271	2 248	10 567
Niveau 3	978	1 122	704	1 251	951	1 400	6 406
Niveau 2	3 114	3 392	1 955	3 769	2 607	5 045	19 882
Non précisé	20	22	42	127	27	93	331
Situation familiale							
Célibataire	5 471	6 664	3 690	7 429	4 700	8 494	36 448
Divorcé(e)	7	8	5	10	ND	10	42
Marié(e)	74	124	37	84	97	199	615
Pacs	20	21	12	17	22	36	128
Séparé(e)	12	10	10	8	13	21	74
Veuf(ve)	0	0	ND	0	ND	0	ND
Vie maritale	322	290	216	379	360	404	1 971
Non renseigné	28	21	55	153	27	196	480
Type d'hébergement							
Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)	89	28	33	24	21	83	278
Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS)	0	0	0	0	0	0	0
Résidence sociale	0	0	0	ND	0	ND	ND
Autre	102	89	78	143	47	121	580
Autres foyers	196	202	100	334	201	284	1 317
Foyer de jeunes travailleurs (FJT)	61	135	50	120	110	44	520
Hébergement nomade	17	8	8	52	39	32	156
Hébergé par amis	329	283	220	548	244	526	2 150
Hébergé par famille	529	509	368	721	416	1 229	3 772
Hébergé par parents	3 187	4 838	2 245	3 944	2 901	4 898	22 013
Hôtel	63	8	36	9	57	69	242
Logement autonome	1 319	995	828	2 033	1 121	1 891	8 187
Sans hébergement	19	32	16	46	35	101	249
Non renseigné	23	11	44	105	30	81	294

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Couverture sociale							
Couverture maladie universelle (CMU)	ND	ND	ND	0	0	7	15
Protection universelle maladie (PUMA) - Autres	73	125	44	102	42	132	518
Protection universelle maladie (PUMA) - Mutualité sociale agricole	116	58	52	49	75	46	396
Protection universelle maladie (PUMA) - Sécurité Sociale	5 571	6 794	3 791	7 475	4 842	8 809	37 282
Aucune	171	159	136	454	263	366	1 549
Nombre d'année d'accompagnement							
Moins 1 an	1 114	1 195	723	1 790	1 064	1 906	7 791
1 an	1 907	2 040	1 307	2 769	1 691	3 087	12 801
2 ans	946	1 314	687	1 430	900	1 654	6 931
3 ans	607	816	399	749	474	857	3 902
4 ans	463	582	327	480	387	648	2 887
5 ans	313	446	246	331	270	416	2 022
6 ans	246	315	150	219	181	308	1 419
7 ans	163	234	96	134	116	236	979
8 ans et +	175	196	91	178	139	248	1 027

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

données générales

Les entrées en situation des jeunes accompagnés dans les missions locales de la région Centre-Val de Loire en 2022

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Nombre d'entrées en situation selon la catégorie de situation	7 459	9 132	4 672	9 663	7 979	15 533	54 438
Contrat en alternance	288	272	210	614	357	542	2 283
Emploi	3 632	6 372	2 433	6 233	5 370	11 104	35 144
Formation	1 358	921	600	1 272	875	1 727	6 753
Immersion en entreprise	38	42	42	67	49	30	268
Période de mise en situation en milieu professionnel (pmsmp)	1 619	1 119	769	967	849	1 486	6 809
Scolarité	275	285	436	200	238	344	1 778
Contrat de volontariat - bénévolat	249	121	182	310	241	300	1 403
Nombre de jeunes entrés en situation selon la catégorie de situation	3 817	4 016	2 555	4 686	3 902	6 954	25 930
Contrat en alternance	284	266	202	600	352	525	2 229
Emploi	2 134	2 715	1 362	2 822	2 731	4 858	16 622
Formation	1 111	792	517	1 120	766	1 498	5 804
Immersion en entreprise	32	23	28	63	44	30	220
Période de mise en situation en milieu professionnel (pmsmp)	912	701	514	662	520	888	4 197
Scolarité	272	276	422	200	236	341	1 747
Contrat de volontariat - bénévolat	225	113	166	288	182	262	1 236
Nombre de jeunes entrés en situation selon la catégorie de situation et le genre							
Contrat en alternance	284	266	202	600	352	525	2 229
Hommes	172	152	135	345	198	271	1 273
Femmes	112	114	67	255	154	254	956
Emploi	2 134	2 715	1 362	2 822	2 731	4 858	16 622
Hommes	1 084	1 452	731	1 512	1 469	2 632	8 880
Femmes	1 050	1 263	631	1 310	1 262	2 226	7 742
Formation	1 111	792	517	1 120	766	1 498	5 804
Hommes	616	399	286	598	391	781	3 071
Femmes	495	393	231	522	375	717	2 733
Nombre de jeunes entrés en situation selon la catégorie de situation et l'âge							
Contrat en alternance							
Moins de 16 ans	ND	ND	ND	ND	ND	ND	13
16-17 ans	75	72	75	114	117	112	565
18-21 ans	144	131	89	316	154	283	1 117
22-25 ans	59	62	34	154	73	122	504
26 ans et plus	ND	0	ND	14	ND	8	33

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

VALEURS COMMENTÉES

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Emploi							
<i>Moins de 16 ans</i>	0	0	0	0	0	ND	ND
<i>16-17 ans</i>	52	33	18	46	43	59	251
<i>18-21 ans</i>	1100	1380	766	1614	1468	2387	8715
<i>22-25 ans</i>	950	1302	569	1176	1230	2423	7650
<i>26 ans et plus</i>	84	87	36	59	83	165	514
Formation							
<i>Moins de 16 ans</i>						ND	ND
<i>16-17 ans</i>	118	73	54	99	99	188	631
<i>18-21 ans</i>	558	405	269	575	361	730	2898
<i>22-25 ans</i>	413	294	181	429	286	554	2157
<i>26 ans et plus</i>	44	29	21	32	30	39	195
Nombre de jeunes entrés en situation selon la catégorie de situation et le niveau de formation							
Contrat en alternance							
<i>Niveau 5, 6 et 7</i>	22	29	11	33	27	44	166
<i>Niveau 4</i>	61	66	41	177	82	171	598
<i>Niveau 3</i>	40	33	26	76	45	65	285
<i>Niveau 2</i>	161	138	124	314	198	245	1180
Emploi							
<i>Niveau 5, 6 et 7</i>	145	224	90	262	240	338	1299
<i>Niveau 4</i>	688	902	470	947	827	1404	5238
<i>Niveau 3</i>	413	491	299	550	632	882	3267
<i>Niveau 2</i>	888	1098	503	1063	1032	2233	6817
<i>Non précisé</i>	0	0	0	0	0	ND	ND
Formation							
<i>Niveau 5, 6 et 7</i>	48	42	22	66	56	62	296
<i>Niveau 4</i>	225	213	134	293	190	312	1367
<i>Niveau 3</i>	164	116	89	150	144	206	869
<i>Niveau 2</i>	674	421	272	611	376	918	3272

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

VALEURS COMMENTÉES

données générales

Caractéristiques des jeunes entrés en contrat d'engagement jeune (CEJ) et en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Contrat d'engagement jeune							
Nombre de jeunes entrés en dispositif	905	919	438	1234	739	1553	5 788
Nombre d'entrées en dispositif	1022	959	452	1329	753	1678	6 193
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)							
Nombre de jeunes entrés en dispositif	1781	1520	1314	1820	1543	2 281	10 259
Nombre d'entrées en dispositif	1814	1550	1340	1838	1564	2 311	10 417
Nombre de jeunes entrés en PACEA par genre							
Hommes	1781	1520	1314	1820	1543	2 281	10 259
Femmes	945	814	689	976	832	1 212	5 468
	836	706	625	844	711	1 069	4 791
Âge des jeunes entrés en PACEA							
Mineurs	391	343	297	348	325	514	2 218
18-21	930	770	703	1 023	841	1 123	5 390
22-25	465	411	317	451	380	649	2 673
26+	0	0	0	0	0	0	0
Niveau des jeunes entrés en PACEA							
Niveau 5, 6 et 7	95	85	65	134	108	142	629
Niveau 4	425	400	324	532	373	496	2 550
Niveau 3	267	171	177	250	238	278	1 381
Niveau 2	994	864	748	904	824	1 366	5 700
Situation familiale des jeunes entrés en PACEA							
Célibataire	1 650	1 418	1 229	1 680	1 424	2 108	9 509
Divorcé(e), séparé(e)	5	5	ND	ND		7	22
Marié(e), pacs, vie maritale	124	96	81	129	117	141	688
Non précisé	ND	ND	ND	9	ND	25	40
Habitat prioritaire des jeunes entrés en PACEA							
Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)	272	245	172	316	194	379	1 578
Zone de revitalisation rurale (ZRR)	613	202	527	254	417	130	2 143
Hors zone QPV ou ZRR	896	1 073	615	1 250	932	1 772	6 538
Nombre de jeunes entrés en CEJ par genre							
Hommes	905	919	438	1 234	739	1 553	5 788
Femmes	476	486	243	648	397	807	3 057
	429	433	195	586	342	746	2 731
Age des jeunes entrés en CEJ							
Mineurs	156	144	76	168	129	238	911
18-21	504	566	242	755	454	917	3 438
22-25	250	212	121	323	156	409	1 471
26+	ND	ND	0	0	ND	ND	5

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

VALEURS COMMENTÉES

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Niveau des jeunes entrés en CEJ							
Niveau 5, 6 et 7	28	47	17	81	33	84	290
Niveau 4	200	237	105	381	172	377	1472
Niveau 3	133	141	84	184	116	234	892
Niveau 2	545	494	232	589	418	858	3136
Situation familiale des jeunes entrés en CEJ							
Célibataire	854	869	402	1163	690	1447	5425
Divorcé(e), séparé(e)	ND	ND	ND	ND	0	ND	8
Marié(e), pacs, vie maritale	48	49	31	63	46	84	321
Non précisé	ND	0	ND	6	ND	20	34
Habitat prioritaire des jeunes entrés en CEJ							
Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)	154	194	64	258	110	277	1057
Zone de revitalisation rurale (ZRR)	281	148	210	122	178	74	1013
Hors zone QPV ou ZRR	470	577	164	854	451	1202	3718

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

données générales

Caractéristiques des jeunes ayant une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) acquise ou en cours

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Nombre de jeunes RQTH accompagnés	272	232	176	338	366	372	1756
<i>Hommes</i>	158	137	107	201	225	209	1037
<i>Femmes</i>	114	95	69	137	141	163	719
Âge							
<i>Mineurs</i>	42	31	40	41	66	46	266
<i>18-21 ans</i>	132	126	84	171	161	182	856
<i>22-25 ans</i>	94	74	52	126	135	143	624
<i>26 ans et plus</i>	ND	ND	0	0	ND	ND	10
Niveaux							
<i>Niveau 5, 6 et 7</i>	ND	10	ND	11	11	14	52
<i>Niveau 4</i>	30	31	24	56	47	52	240
<i>Niveau 3</i>	62	52	49	78	84	99	424
<i>Niveau 2</i>	176	139	101	193	223	206	1038
<i>Non précisé</i>	0	0	0	0	ND	ND	ND
Situation familiale							
<i>Célibataire</i>	252	216	163	316	340	350	1637
<i>Marié(e), PACS, vie maritale</i>	17	15	11	20	22	22	108
<i>Séparé(e), divorcé(e)</i>	ND	ND	0	ND	ND	0	5
<i>Non renseigné</i>	ND	0	ND	ND	ND	0	6
Type d'hébergement							
<i>Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)</i>	ND	0	ND	ND	ND	5	15
<i>Autres foyers</i>	5	10	9	12	22	10	68
<i>Foyer de jeunes travailleurs (FJT)</i>	5	ND	ND	6	5	6	25
<i>Sans adresse fixe</i>	ND	0	ND	0	0	ND	ND
<i>Hébergé par cercle familial ou amical</i>	36	23	25	43	40	59	226
<i>Hébergé par parents</i>	145	150	109	177	214	210	1005
<i>Hôtel</i>	0	ND	ND	0	ND	7	11
<i>Logement autonome</i>	71	45	23	79	66	65	349
<i>Sans hébergement</i>	0	ND	0	5	ND	ND	12
<i>Non renseigné</i>	6	ND	ND	15	9	7	41

données générales

Caractéristiques des jeunes sous main de justice (JSMJ)

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire
Nombre d'entrées de jeunes sous main de justice (JSMJ)	98	152	115	89	158	192	806
Milieu fermé							
Nombre d'entrées en dispositif	51	74	78	34	61	129	427
Nombre de jeunes entrés en dispositif	51	74	78	34	61	128	426
Milieu ouvert							
Nombre d'entrées en dispositif	47	78	37	55	97	63	379
Nombre de jeunes entrés en dispositif	47	78	37	55	97	63	377

Source : Association régionale des missions locales Centre-Val de Loire

Fin 2021, le **Centre-Val de Loire** compte plus de **240 établissements d'hébergement pour adultes en situation de handicap** proposant près de **7 000 places**.

Le **Centre-Val de Loire** compte, fin 2021, **0,7 place d'accueil spécialisé pour adultes en situation de handicap** pour 1000 adultes âgés de 20 à 59 ans (**1,1 % en France hexagonale**). En région, le taux d'équipement varie de 0,4 % dans l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire à 1,7 % dans l'Indre. **Le taux d'équipement en places d'accueil médicalisé en région** est, quant à lui, de **1,5 place** fin 2021 pour 1000 adultes (**1,0 % au niveau national**). Le taux d'équipement en places d'accueil médicalisé en région est le plus faible dans le Loiret (1,0 %) et le plus élevé dans l'Eure-et-Loir (2,2 %). Fin 2021, **le taux d'équipement régional en foyer de vie**, est de **3,0 places** pour 1000 adultes de 20 à 59 ans (**2,4 % en France hexagonale**). Il varie de 1,9 % dans le Cher à 5,2 % dans l'Indre.

Fin 2021, la **région** compte **80 entreprises de service et d'aide par le travail (Esat) offrant plus de 4 940 places**, soit un **taux d'équipement en Esat en région** de **4,1 places** pour 1000 adultes (**3,6 % en France hexagonale**). Le Loiret a le taux le plus faible (3,7 %). À l'inverse, l'Indre a le taux le plus élevé (5,1 %). La région dispose également de 7 centres de rééducation professionnelle (CRP), centres de pré-orientation (CPO), unités d'évaluation de réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS) proposant près de 320 places.

L'offre régionale en établissements est complétée par les services d'accompagnement médico-social pour adultes en situation de handicap (**Samsah**) et les services d'accompagnement à la vie sociale (**SAVS**) ⁽¹⁾ qui comptent près de **2 200 places**.


Le Centre-Val de Loire compte, fin 2021, **125 établissements** accueillant des jeunes avec un handicap et offrant plus de **5 250 places d'accueil**. Le **taux d'équipement** (hors Sessad et jardins d'enfants spécialisés et accueil temporaire) est de **8,6 places** pour 1000 jeunes de moins de 20 ans. Il est de **7,1 % au niveau national**. En région, il varie de 6,9 % dans le Loiret à 12,0 % dans l'Indre.


Les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (**Sessad**) ⁽²⁾ de la **région** comptent près de **1 600 places**, fin 2021.

Au cours de l'année scolaire 2022-2023, les élèves en situation de handicap de l'académie représentent 3,3 % des élèves scolarisés dans le 1^{er} degré. Dans le 2nd degré, la part d'élèves en

situation de handicap scolarisés est de 3,5 %. **Dans l'académie, les élèves en situation de handicap sont majoritairement scolarisés en classe ordinaire** ⁽³⁾ (respectivement 69,9 % des élèves du 1^{er} degré et 65,3 % des élèves du 2nd degré contre 30,1 % des élèves du 1^{er} degré et 34,7 % des élèves du 2nd degré scolarisés en unité localisée pour l'inclusion scolaire (Ulis) ⁽⁴⁾ ou en unité d'enseignement en maternelle (UEMA).

Des aides peuvent être accordées sous certaines conditions aux personnes en situation de handicap.

Fin 2022, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (**AEEH**) ⁽⁵⁾  est délivrée **en région** à plus de 13 500 allocataires, soit un **taux de 22,4 pour 1000 jeunes de moins de 20 ans**. Il est **inférieur au taux national** à la même période (**25,1 %**) et varie en région de 17,7 % dans le Loiret à 29,4 % dans le Loir-et-Cher. Entre fin 2021 et fin 2022, le nombre d'allocataires de l'AEEH en région a progressé de 10,4 % (7,9 % au niveau national).

La **région** compte, fin 2021, plus de **48 000 bénéficiaires** de l'allocation adulte handicapé (**AAH**)  ⁽⁶⁾, soit un **taux de 3,5 allocataires pour 100 adultes** de 20 à 64 ans (**3,4 % en France hexagonale**). À l'échelle infrarégionale, le taux d'allocataires varie de 2,7 % dans le Loiret à 5,5 % dans l'Indre. Le nombre d'allocataires de l'AAH entre 2021 et 2022 a augmenté de 4,3 % (3,4 % au niveau national). L'implantation des services et établissements sur les territoires impacte les forts taux d'allocataires de l'AAH et l'AEEH observés localement. L'interprétation des représentations cartographiques pour ces indicateurs doit être réalisée avec prudence.

Fin 2021, la prestation de compensation du handicap (**PCH**) ou l'allocation compensatrice pour tierce personne (**ACTP**) ⁽⁷⁾ concernent, en France, 5,9 allocataires pour 1000 personnes de moins de 60 ans et 6,4 % pour les 60 ans et plus. À l'échelle des départements de la région, le **Cher** présente les taux d'allocataires de la PCH et de l'ACTP les plus élevés et ce, quelle que soit la classe d'âge (**9,3 % pour les moins de 60 ans et 10,2 % pour les plus de 60 ans**). **L'Indre-et-Loire** a, quant à lui, le taux d'allocataires **le plus faible** pour les moins de 60 ans (5,3 %) et pour les 60 ans et plus (5,0 %) ■

1. Le Service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) ainsi que le Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (Samsah) sont deux types de services qui proposent des modes de prise en charge diversifiés selon chaque situation. L'accompagnement que ces structures délivrent, défini par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), peut être permanent, temporaire ou séquentiel. L'ensemble de leurs prestations peut être réalisé en milieu ordinaire ou protégé, à domicile, sur les lieux où s'exercent les activités sociales, scolaires ou professionnelles de la personne handicapée ou, le cas échéant, dans les locaux mêmes de ces services.
2. Les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad) assurent un soutien des enfants et adolescents de moins de 20 ans à l'intégration scolaire ou à l'acquisition de l'autonomie.
3. La loi du 11 février 2005 confirme le droit à la scolarisation pour tous les enfants handicapés. Les enfants peuvent être scolarisés en milieu ordinaire tout en bénéficiant de dispositifs d'accompagnement particulier.
4. Les unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS) sont des dispositifs au service de la construction du parcours des élèves en situation de handicap. Elles leur proposent, en milieu ordinaire, des modalités d'apprentissage et des enseignements adaptés. Dotées d'un projet intégré au projet d'établissement, les ULIS concernent et impliquent l'ensemble des personnels de l'établissement dont elles sont partie intégrante.
5. L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) est destinée à soutenir les personnes qui assurent la charge d'un enfant handicapé.
6. Pour les adultes, l'allocation adulte handicapé (AAH), financée par l'État et versée par la Caisse d'allocations familiales et la Mutualité sociale agricole vise à assurer un revenu d'existence afin de permettre aux personnes handicapées de faire face aux dépenses de la vie courante.
7. Depuis le 1^{er} janvier 2006, la prestation de compensation du handicap (PCH) peut être accordée par la CDAPH. Cette prestation est financée par le département. Elle a vocation à remplacer l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP).

Places installées au 31.12.2021 par catégorie d'établissements ⁽¹⁾ — Taux d'équipement

Type d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Établissements d'hébergement								
Maisons d'accueil spécialisées (Mas)								
Nombre d'établissements	3	4	6	7	5	5	30	710
Nombre de places installées	99	101	189	199	159	187	934	30 013
Foyer d'accueil médicalisé (Fam) ⁽²⁾ et établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (EAM) ⁽⁴⁾								
Nombre d'établissements	6	11	5	11	12	16	61	1 047
Nombre de places installées	192	380	125	271	357	595	1 920	31 544
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels), Foyer d'hébergement, Foyer d'accueil polyvalent ⁽³⁾, Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées (EANM) ⁽⁵⁾								
Nombre d'établissements	15	21	21	39	20	26	142	3 135
Nombre de places installées	543	775	351	1 052	493	748	3 962	95 055
Établissement d'accueil temporaire								
Nombre d'établissements	0	0	0	0	0	0	0	52
Nombre de places installées	0	0	0	0	0	0	0	569
Établissement expérimental								
Nombre d'établissements	0	0	0	5	2	2	9	168
Nombre de places installées	0	0	0	124	6	41	171	2 634
Places d'accueil temporaire (hors accueil de jour) ⁽⁶⁾								
Nombre de places installées	18	16	9	12	18	22	95	2 437
Places d'accueil de jour ⁽⁷⁾								
Nombre de places installées	72	107	68	592	146	554	1 539	36 631
Établissements de travail protégé								
Entreprises de service et d'aide par le travail (Esat)								
Nombre d'établissements	8	12	12	14	11	23	80	1 472
Nombre de places installées	600	787	479	1 255	598	1 222	4 941	116 539

Sources : Statiss 2022 (Drees, Finess ; Insee, estimations de population 2022)

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie Fam sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans Finess dans le but d'attribuer un seul numéro Finess aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Les EAM correspondant à la nouvelle dénomination des Fam, la différence est uniquement administrative. Dans cette édition, ces deux catégories sont sommées

(5) Les EANM remplacent désormais les catégories foyer d'hébergement, foyer de vie et foyer d'accueil polyvalent. Comme pour les EAM, pour être en cohérence avec la nouvelle nomenclature, dans cette édition, nous comptabilisons sur une même ligne la capacité de toutes ces structures (foyer d'hébergement + foyer de vie + foyer d'accueil polyvalent + EANM)

(6) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(7) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

Type d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Centres de rééducation professionnelle (CRP), Centres de préorientation (CPO), Unités d'évaluation de réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)								
Nombre d'établissements	1	0	0	3	2	1	7	165
Nombre de places installées	86	0	0	101	122	8	317	11 071
Services d'accompagnement à la vie sociale pour adultes handicapés (SAVS et Samsah) ⁽⁹⁾								
Nombre de services	7	14	9	15	14	17	76	1 501
Nombre de places	276	284	441	468	295	403	2 167	52 896
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes en situation de handicap au 31.12.2021 pour 1000 adultes de 20 à 59 ans	0,7‰	0,4‰	1,7‰	0,4‰	1,1‰	0,5‰	0,7‰	1,1‰
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé au 31.12.2021 pour 1000 adultes de 20 à 59 ans	1,4‰	2,2‰	1,7‰	1,2‰	2,0‰	1,0‰	1,5‰	1,0‰
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie au 31.12.2021 (inclut les foyers occupationnels) pour 1000 adultes de 20 à 59 ans	1,9‰	2,5‰	5,2‰	2,2‰	3,0‰	3,7‰	3,0‰	2,4‰
Taux d'équipement en places dans les établissements et service d'aide par le travail (Esat) au 31.12.2021 pour 1000 adultes de 20 à 59 ans	4,5‰	3,9‰	5,1‰	4,3‰	4,1‰	3,7‰	4,1‰	3,6‰

(9) Services autonomes et services rattachés à un établissement

Sources : Statiss 2022 (Drees, Finess ; Insee, estimations de population 2022)



Prestations sociales	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre et taux d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) au 31.12.2022 pour 100 adultes de 20 à 64 ans	8 167 5,1 %	6 612 2,8%	6 174 5,5%	10 746 3,2%	6 503 3,8%	9 879 2,7%	48 081 3,5%	1244 030 3,4%
Taux d'allocataires de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP) au 31.12.2021*								
pour 1000 personnes de moins de 60 ans	0,8‰	0,4‰	0,7‰	0,3‰	0,6‰	0,6‰	ND	0,6‰
pour 1000 personnes de 60 ans ou plus	1,8‰	0,9‰	1,2‰	0,5‰	0,7‰	1,1‰		1,1‰
Taux d'allocataires de la prestation de compensation du handicap (PCH) au 31.12.2021*								
pour 1000 personnes de moins de 60 ans	8,5‰	5,7‰	6,6‰	5,0‰	7,4‰	4,9‰	ND	5,4‰
pour 1000 personnes de 60 ans ou plus	8,4‰	5,0‰	6,1‰	4,5‰	6,8‰	4,0‰		5,4‰
Taux d'allocataires de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP) au 31.12.2021*								
pour 1000 personnes de moins de 60 ans	9,3‰	6,1‰	7,3‰	5,3‰	8,0‰	5,4‰	ND	5,9‰
pour 1000 personnes de 60 ans ou plus	10,2‰	5,9‰	7,3‰	5,0‰	7,5‰	5,1‰		6,4‰

Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020)

*Sources : Insee (Indicateurs sociaux départementaux - Cnis) : DREES, enquête Aide sociale; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2022. Les données des départements non répondants ont été estimées par la Drees.

VALEURS COMMENTÉES

Type d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Instituts médico-éducatifs (IME)								
Nombre d'établissements	9	13	9	14	8	18	71	1322
Nombre de places installées	343	816	346	645	461	831	3 442	70 879
Établissements enfants et adolescents polyhandicapés								
Nombre d'établissements	1	2	1	1	2	2	9	181
Nombre de places installées	25	63	7	60	19	55	229	5 253
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (Itép)								
Nombre d'établissements	2	3	2	7	6	3	23	492
Nombre de places installées	128	71	92	321	186	145	943	17 533
Établissements pour déficients moteurs (IEM)								
Nombre d'établissements	1	0	1	1	0	2	5	140
Nombre de places installées	54	0	62	60	0	57	233	7 589
Établissements pour déficients sensoriels ⁽¹⁾								
Nombre d'établissements	0	4	0	1	0	1	6	112
Nombre de places installées	0	116	0	50	0	80	246	7 184
Établissements expérimentaux								
Nombre d'établissements	0	0	1	0	0	0	1	69
Nombre de places installées	0	0	24	0	0	0	24	613
Jardins d'enfants spécialisés								
Nombre d'établissements	0	2	0	0	1	2	5	6
Nombre de places installées	0	27	0	0	18	45	90	140
Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés								
Nombre d'établissements	0	0	0	0	0	5	5	17
Nombre de places installées	0	0	0	0	0	50	50	178
Établissements d'accueil temporaire								
Nombre d'établissements	0	0	0	0	0	0	0	16
Nombre de places installées	0	0	0	0	0	0	0	209
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad, y compris structures externes) ⁽²⁾								
Nombre de services	5	3	3	21	7	13	52	1 675
Nombre de places installées	220	68	99	613	176	396	1 572	51 266
Taux d'équipement global en établissement pour enfants en situation de handicap (hors Sessad, jardins d'enfants spécialisés et accueil temporaire) au 31.12.2021 pour 1000 jeunes de moins de 20 ans	9,0‰	10,1‰	12,0‰	8,1‰	9,2‰	6,9‰	8,6‰	7,1‰

Sources : Statiss 2022 (DREES, Finess; Insee, estimations de population 2022)

(1) Rassemblement trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs et pour déficients auditifs et visuels

(2) Services autonomes et services rattachés à un établissement

VALEURS COMMENTÉES

Scolarité des enfants en situation de handicap

données générales



Prestations sociales

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre et taux d'allocataires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) au 31.12.2022 pour 1000 jeunes de moins de 20 ans	1469 23,2‰	2 985 27,6‰	1126 25,7‰	2 731 19,0‰	2 170 29,4‰	3 045 17,7‰	13 526 22,4‰	389 368 25,1‰

Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020)

Scolarité

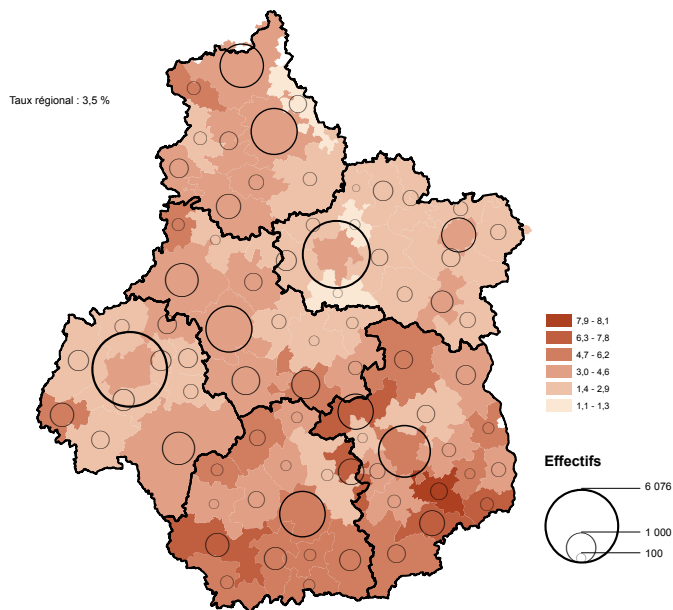
	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France entière
Proportion d'élèves en situation de handicap parmi les élèves scolarisés dans le 1^{er} degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023) (en %)	3,6 %	3,6 %	4,6 %	3,4 %	3,4 %	2,7 %	3,3 %	ND
Garçons	5,1 %	4,8 %	6,0 %	4,7 %	4,7 %	3,7 %	4,6 %	
Filles	2,1 %	2,3 %	3,1 %	2,0 %	2,1 %	1,6 %	2,1 %	
Proportion d'élèves en situation de handicap parmi les élèves scolarisés dans le 2nd degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023) (en %)	3,3 %	4,1 %	5,3 %	3,6 %	3,7 %	2,6 %	3,5 %	ND
Garçons	4,4 %	5,7 %	7,4 %	5,0 %	5,2 %	3,6 %	4,8 %	
Filles	2,1 %	2,5 %	3,2 %	2,1 %	2,3 %	1,7 %	2,2 %	
Part d'élèves en situation de handicap scolarisés dans le 1^{er} degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023) (en %)								
En classe ordinaire	64,7 %	78,8 %	71,3 %	73,7 %	64,8 %	63,4 %	69,9 %	
Garçons	67,5 %	80,6 %	74,9 %	75,9 %	68,3 %	65,5 %	72,3 %	ND
Filles	57,6 %	75,0 %	64,1 %	68,6 %	56,8 %	58,5 %	64,5 %	
En ULIS+UEMA	35,3 %	21,2 %	28,7 %	26,3 %	35,2 %	36,6 %	30,1 %	
Garçons	32,5 %	19,4 %	25,1 %	24,1 %	31,7 %	34,5 %	27,7 %	
Filles	42,4 %	25,0 %	35,9 %	31,4 %	43,2 %	41,5 %	35,5 %	
Part d'élèves en situation de handicap scolarisés dans le 2nd degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023) (en %)								
En classe ordinaire	64,4 %	72,4 %	75,8 %	75,9 %	57,2 %	47,0 %	65,3 %	
Garçons	67,1 %	74,7 %	78,8 %	78,6 %	60,8 %	51,2 %	68,5 %	ND
Filles	58,6 %	66,9 %	68,9 %	69,3 %	49,3 %	37,8 %	57,9 %	
En ULIS+UEMA	35,6 %	27,6 %	24,2 %	24,1 %	42,8 %	53,0 %	34,7 %	
Garçons	32,9 %	25,3 %	21,2 %	21,4 %	39,2 %	48,8 %	31,5 %	
Filles	41,4 %	33,1 %	31,1 %	30,7 %	50,7 %	62,2 %	42,1 %	

Source : Rectorat de l'académie Orléans-Tours

VALEURS COMMENTÉES

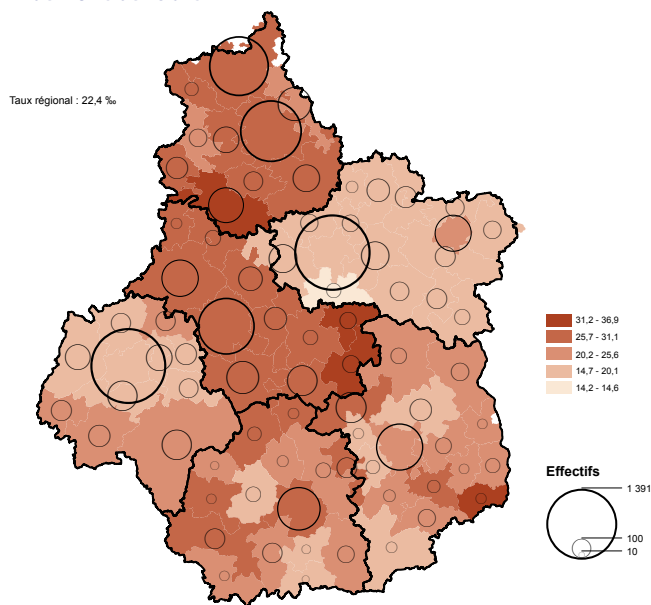


16 [Nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) au 31.12.2022 pour 100 personnes de 20 à 64 ans



Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire


17 [Nombre de bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) au 31.12.2022 pour 1000 jeunes de moins de 20 ans



Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire



Au 1^{er} janvier 2021, l'espérance de vie à 60 ans en région est de 22,8 ans chez les hommes et 27,4 ans chez les femmes (23,1 ans chez les hommes et 27,5 ans chez les femmes en France). **En région, ce sont les habitants de l'Indre-et-Loire qui ont l'espérance de vie la plus élevée** (23,6 ans chez les hommes et 28,2 ans chez les femmes). À l'inverse, les **habitants de l'Indre ont l'espérance de vie à 60 ans la plus faible** des départements du Centre-Val de Loire (21,7 ans chez les hommes et 26,7 ans chez les femmes).

En Centre-Val de Loire, les **personnes âgées de 75 ans et plus vivant seules**  représentent, au recensement de la population de 2020, **37,8 % des personnes âgées de 75 ans et plus** (22,5 % des hommes de 75 ans et plus et 47,7 % des femmes de 75 ans et plus). Le **taux national de personnes âgées vivant seules** est de **38,5 %**. Le nombre de personnes âgées vivant seules en région a progressé entre les recensements de 2014 et 2020 de 2,0 % (+4,6 % au niveau national). Cette progression s'explique en partie par le développement de l'offre de proximité de services à la personne, en ville comme en milieu rural. Les personnes âgées vivent donc de plus en plus longtemps à domicile. Le nombre de personnes âgées vivant seules a progressé dans l'ensemble des départements à l'exception de l'Indre où il a diminué de 2,0 %. En région, le département du Cher a la part de personnes âgées vivant seules la plus élevée des départements (38,6 %). À l'inverse, le Loir-et-Cher et le Loiret ont les plus faibles (36,9 %).


Selon le recensement de la population 2020, **89,9 % des personnes âgées de la région vivent à leur domicile et 10,0 % dans un établissement** social de court-séjour ou dans un établissement et service de moyen ou long séjour, une maison de retraite, une résidence autonomie ou une résidence sociale (**contre 90,5 % et 9,3 % au niveau national**).


Le Centre-Val de Loire **dispose, fin 2021, de plus de 29 500 places d'accueil de personnes âgées en Ehpad**⁽¹⁾, auxquelles s'ajoutent plus de **4 050 places en résidence autonomie et près de 150 en maison de retraite non Ehpad**. Le **taux d'équipement en places dans les Ehpad de la région** est ainsi de **103,1** pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus, soit un **taux supérieur au niveau national (93,5 ‰)**. Il varie en région de 97,1 ‰ dans l'Indre-et-Loire à 112,8 ‰ dans le Loir-et-Cher. **Pour les structures d'hébergement non Ehpad, le taux d'équipement régional en places pour personnes âgées est de 19,4 ‰ (23,9 ‰ au niveau national)**. L'Eure-et-Loir a le taux le plus faible (14,0 ‰) tandis que celui de l'Indre-et-Loire est le plus élevé (26,2 ‰). L'offre régionale est complétée par près de **1 350 lits et places en établissements de soins de longue durée (ESLD)**.


Fin 2021, les différents établissements d'accueil de la région proposent plus de **900 places d'hébergement temporaire**⁽²⁾ et plus de **570 places d'accueil de jour**.

Fin 2020, la **région compte 13 centres de jour**⁽³⁾ totalisant **201 places** soit un **taux d'équipement de 0,7 place** pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus (**0,6 ‰ au niveau national**). Le taux d'équipement en région varie de 0,3 ‰ dans le Cher et le Loir-et-Cher à 1,8 ‰ dans l'Indre-et-Loire. Il est à noter l'absence de centres de jour dans l'Eure-et-Loir et l'Indre.

Fin 2021, en **France**, les **bénéficiaires de l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa)**⁽⁴⁾ représentent, **20,0 % des personnes âgées (11,7 % des personnes âgées bénéficiaires de l'Apa à domicile et 8,2 % bénéficiaires de l'Apa en établissement)**. En région, le taux de bénéficiaires de l'Apa varie de 15,0 % dans l'Indre à 24,2 % dans le Loir-et-Cher; ce dernier présentant les proportions de bénéficiaires de l'Apa à domicile et en établissement les plus importantes des départements de la région (respectivement 13,4 % et 10,8 %).

Des aides peuvent être accordées aux personnes âgées pour les actes de la vie quotidienne. Ainsi, au 31 décembre 2022, plus de **9 800 personnes âgées de la région bénéficient d'une aide financière pour une aide-ménagère à domicile** , soit un **taux de 35,2 pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus**. Le nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide financière pour une aide-ménagère à domicile a augmenté en région de 5,4 % entre fin 2021 et fin 2022. S'il a diminué de 2,2 % dans le Cher, il a augmenté de 57,1 % dans le Loir-et-Cher. À l'échelle des départements, de grosses disparités sont relevées quant aux proportions de bénéficiaires. Si le taux n'est que de 15,2 ‰ dans l'Eure-et-Loir, il est de 64,4 ‰ dans l'Indre.

En 2020, l'**indice de grand vieillissement** ⁽⁵⁾ mesuré en **région est de 45,8 personnes âgées de 80 ans et plus pour 100 personnes de 65 à 79 ans** (36,2 chez les hommes et 54,2 chez les femmes). **L'indice est de 43,5 au niveau national** (33,7 chez les hommes et 51,9 chez les femmes). L'indice varie en région de 43,3 dans l'Eure-et-Loir à 49,0 dans le Loir-et-Cher. Entre les recensements de la population de 2014 et 2020, l'indice de grand vieillissement a diminué de 8,5 % en région (-8,0 % au niveau national).

Fin 2022, la **région Centre-Val de Loire compte plus de 17 000 allocataires du minimum vieillesse** ⁽⁶⁾, soit un **taux de 29,2 bénéficiaires pour 1000 personnes âgées de 65 ans et plus** (29,6 ‰ chez les hommes de 65 ans et plus et

28,9‰ chez les femmes). L'Eure-et-Loir est le département de la région comptant, en proportion, le moins de bénéficiaires du minimum vieillesse tandis que le Cher est le département en ayant le plus (respectivement 24,5 ‰ et 34,5 ‰). Entre fin 2021 et fin 2022, le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse a augmenté en région de 6,5 % et varie de 3,7 % dans l'Indre à 7,8 % dans le Loir-et-Cher. La représentation cartographique montre des taux de bénéficiaires plus élevés dans les EPCI urbanisés mais aussi dans certaines communautés de communes rurales du sud de la région ■

1. Avec l'avancée en âge, lorsque le maintien à domicile n'est plus possible, la personne âgée peut être accueillie dans un établissement d'hébergement et/ou de soins adaptés, pour un accueil permanent. Différentes structures permettent de répondre à des besoins différents. Les maisons de retraite accueillent des publics variés. Elles continuent d'accueillir des personnes valides mais la majorité reste des personnes dépendantes. Les résidences autonomie (<https://www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr/choisir-un-hebergement/vivre-dans-un-logement-independant-et-beneficier-de-services/les-logements>) proposent majoritairement un accueil aux personnes vieillissantes sans incapacité (personnes autonomes). Les unités de soins de longue durée (USLD) accueillent principalement des personnes âgées très dépendantes. Elles sont progressivement transformées en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Les Ehpad sont des établissements médicalisés. Ils disposent d'une équipe soignante chargée d'assurer les soins nécessaires à chaque résident.
2. L'hébergement temporaire est une forme d'accueil et d'hébergement intermédiaire entre le maintien à domicile et l'hébergement permanent. Il est limité dans le temps (3 mois maximum par an) et permet de pallier les aléas de la vie courante des personnes âgées (absence de proche, travaux dans le logement, sortie d'hospitalisation, familiarisation avec l'établissement pour un éventuel accueil permanent...).
3. Les centres de jour sont des lieux qui accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées valides ou dépendantes avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation en la faisant participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire.
4. Depuis le 1^{er} janvier 2002, pour répondre aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie, a été instituée l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa), administrée et financée principalement par les Conseils départementaux. Cette aide permet aux personnes âgées de 60 ans et plus, en situation de perte d'autonomie, de bénéficier d'une allocation pour accomplir les actes essentiels de la vie. La grille Aggir (Autonomie, Gérontologie, Groupe Iso-Ressources) qui distingue 5 niveaux, permet d'évaluer le niveau d'autonomie de la personne âgée et les ressources nécessaires à mobiliser en fonction de la perte d'autonomie.
5. L'indice de grand vieillissement permet d'appréhender les déséquilibres dans la structure par âge des aînés sachant que les « plus jeunes » parmi ceux-ci constituent souvent des aidants potentiels des « plus anciens ». L'indice de grand vieillissement est le rapport entre les personnes âgées de 80 ans et plus et celles âgées entre 65 et 79 ans.
6. Afin de garantir un revenu de retraite minimal pour les personnes âgées de 65 ans et plus (ou 60 ans en cas d'incapacité au travail), des prestations peuvent être versées aux personnes âgées. L'ordonnance n°2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse a institué une prestation unique et différentielle, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa). L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) n'est plus attribuée. L'Aspa remplace, pour les nouveaux bénéficiaires, les prestations servies au titre du minimum vieillesse. Les anciens bénéficiaires de l'ASV continuent de recevoir cette allocation, mais peuvent y renoncer et l'Aspa remplace progressivement les allocations qui constituaient le minimum vieillesse. Elle est entrée en vigueur le 13 janvier 2007, après la parution du décret n°2007-57 du 12 janvier 2007.
La loi de financement de la sécurité sociale 2016 prévoit le transfert de la gestion du minimum vieillesse (ASPA et ASV/AS) à la MSA à compter du 1^{er} janvier 2020. La MSA prend donc le relais de la Caisse des dépôts à compter du 1^{er} janvier 2020 pour la gestion des dossiers en cours, y compris pour les périodes antérieures à la date du transfert et pour les demandes à venir.

18

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre de personnes de 75 ans et plus vivant seules (pour 100 personnes de 75 ans et plus) en 2020	14 391 38,6 %	15 492 37,6%	11 838 38,5%	24 632 38,4%	14 941 36,9%	23 859 36,9%	105 153 37,8%	2 400 514 38,5%
<i>Hommes</i>	3 653 24,8 %	3 689 22,5%	2 851 23,7%	5 381 21,3%	3 610 22,2%	5 652 22,0%	24 836 22,5%	545 911 22,6%
<i>Femmes</i>	10 738 47,6 %	11 803 47,6%	8 986 48,1%	19 251 49,4%	11 331 46,7%	18 207 46,8%	80 317 47,7%	1 854 603 48,6%
Mode d'habitation des personnes âgées de 75 ans et plus en 2020 (effectifs et en % des 75 ans et plus)								
Vivent en logement ordinaire	33 327 89,3 %	37 052 89,9%	27 525 89,6%	58 135 90,6%	36 048 89,0%	58 272 90,2%	250 358 89,9%	5 643 953 90,5%
<i>Hommes</i>	13 741 93,2 %	15 341 93,5%	11 248 93,5%	23 715 94,1%	15 099 92,9%	24 131 94,1%	103 275 93,6%	2 274 543 94,0%
<i>Femmes</i>	19 586 86,8 %	21 710 87,6%	16 276 87,1%	34 419 88,3%	20 949 86,3%	34 141 87,7%	147 083 87,4%	3 369 410 88,3%
Vivent en établissement social de court séjour, dans un service ou établissement de moyen ou long séjour, maison de retraite, foyer ou résidence sociale	3 962 10,6%	4 083 9,9%	3 160 10,3%	5 933 9,2%	4 412 10,9%	6 240 9,7%	27 790 10,0%	581 664 9,3%
<i>Hommes</i>	991 6,7 %	1 058 6,4%	760 6,3%	1 470 5,8%	1 130 7,0%	1 484 5,8%	6 894 6,3%	143 285 5,9%
<i>Femmes</i>	2 972 13,2 %	3 025 12,2%	2 400 12,8%	4 463 11,4%	3 282 13,5%	4 755 12,2%	20 896 12,4%	438 379 11,5%
Autre	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Indice de grand vieillissement en 2020 (Nombre de personnes de 80 ans et plus pour 100 personnes de 65 à 79 ans)	45,6	43,3	48,9	46,7	49,0	43,6	45,8	43,5
<i>Hommes</i>	35,3	34,1	37,8	37,2	39,6	34,5	36,2	33,7
<i>Femmes</i>	54,7	51,4	58,8	54,7	57,3	51,5	54,2	51,9
Part des 85 ans et plus parmi les 65 ans et plus en 2020	17,2 %	16,8 %	18,2 %	17,6 %	18,4 %	16,6 %	17,4 %	16,5 %
<i>Hommes</i>	12,7 %	13,0 %	13,4 %	13,4 %	14,3 %	12,7 %	13,2 %	12,1 %
<i>Femmes</i>	20,7 %	19,8 %	21,9 %	20,8 %	21,7 %	19,6 %	20,6 %	19,7 %
Espérance de vie à 60 ans au 1 ^{er} janvier 2022*								
<i>Hommes</i>	22,8	22,7	21,7	23,6	22,6	22,7	22,8	23,1
<i>Femmes</i>	26,8	26,9	26,7	28,2	27,2	27,6	27,4	27,5

19

Source: Insee (RP 2020)

*Sources: Insee, estimations de population, État civil

VALEURS COMMENTÉES

Places installées au 31.12.2021 (publiques ou privées)

Types d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Hébergement permanent :								
Autres établissements d'hébergement pour personnes âgées⁽¹⁾								
Nombre d'établissements	2	2	2	3	0	1	10	270
Nombre de places installées	14	46	22	63	0	0	145	5 782
Résidence autonomie								
Nombre d'établissements	16	7	7	29	12	16	87	2 302
Nombre de places installées	681	346	264	1 459	453	864	4 067	120 082
Ehpad								
Nombre d'établissements	42	46	43	65	51	67	314	7 411
Nombre de places installées	4 215	4 326	3 339	6 408	4 669	6 561	29 518	609 217
Hébergement temporaire								
Nombre de places installées ⁽²⁾	92	105	84	263	129	242	915	17 337
Accueil de jour								
Nombre de places installées ⁽³⁾	90	55	46	170	96	117	574	15 673
Établissements de longue durée (ESLD)⁽⁴⁾								
Nombre d'établissements	6	4	4	2	2	5	23	578
Nombre de lits	277	202	172	204	160	330	1 345	29 836
Centres de jour pour personnes âgées								
Nombre d'établissements	1	0	0	6	1	5	13	290
Nombre de lits	10	0	0	117	14	60	201	3 720
Taux d'équipement en places dans les structures d'hébergement non Ehpad (pour 1 000 personnes de 75 ans et plus) au 31.12.2021 (maisons de retraite, logements-foyers, ESLD)	25,4‰	14,0‰	14,6‰	26,2‰	14,8‰	17,8‰	19,4‰	23,9‰
Taux d'équipement en places dans les Ehpad (pour 1 000 personnes de 75 ans et plus) au 31.12.2021 (EHPAD)	110,3‰	102,1‰	106,6‰	97,1‰	112,8‰	97,8‰	103,1‰	93,5‰
Taux d'équipement en places dans les centres de jour (pour 1 000 personnes de 75 ans et plus) au 31.12.2021	0,3‰	0,0‰	0,0‰	1,8‰	0,3‰	0,9‰	0,7‰	0,6‰

Sources : STATISS 2022 (DREES, FINESS, SAE ; Insee, estimations de population 2022)

(1) Y compris établissements expérimentaux pour personnes âgées

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelle que soit la catégorie d'établissement (hors places en foyer club restaurant)

(3) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour personnes âgées (hors places en foyer club restaurant)

(4) Source SAE - Établissements ayant rempli le bordereau USLD (ayant signé ou non une convention tripartite)

VALEURS COMMENTÉES

Prestations sociales

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Bénéficiaires de l'Apa à domicile ou en établissement en % de la population de 75 ans et plus* au 31.12.2021	18,0 %	18,6 %	15,0 %	18,8 %	24,2 %	17,3 %		20,0 %
Bénéficiaires de l'Apa à domicile en % de la population de 75 ans et plus* au 31.12.2021	7,7 %	9,7 %	6,8 %	10,6 %	13,4 %	8,0 %	ND	11,7 %
Bénéficiaires de l'Apa en établissement en % de la population de 75 ans et plus* au 31.12.2021	10,2 %	8,9 %	8,2 %	8,3 %	10,8 %	9,3 %		8,2 %
Nombre d'allocataires du minimum vieillesse** pour 1 000 personnes de 65 ans ou plus (31.12.2022)	2 698 34,5‰	2 182 24,5‰	1 867 30,1‰	4 021 30,2‰	2 111 25,4‰	4 179 30,3‰	17 058 29,2‰	
<i>Hommes</i>	1 194 35,0‰	975 24,8‰	768 28,5‰	1 712 30,0‰	942 25,9‰	1 931 32,1‰	7 522 29,6‰	ND
<i>Femmes</i>	1 504 34,1‰	1 207 24,3‰	1 099 31,4‰	2 309 30,3‰	1 169 25,1‰	2 248 28,8‰	9 536 28,9‰	
Nombre de bénéficiaires d'une aide financière pour une aide-ménagère à domicile** pour 1000 personnes de 75 ans ou plus (31.12.2022)	1 460 39,1‰	625 15,2‰	1 978 64,4‰	2 796 43,6‰	889 21,9‰	2 064 32,0‰	9 812 35,2‰	
<i>Hommes</i>	326 22,1‰	148 9,0‰	496 41,2‰	615 24,4‰	241 14,8‰	480 18,7‰	2 306 20,9‰	ND
<i>Femmes</i>	1 134 50,2‰	477 19,2‰	1 482 79,3‰	2 181 55,9‰	648 26,7‰	1 584 40,7‰	7 506 44,6‰	

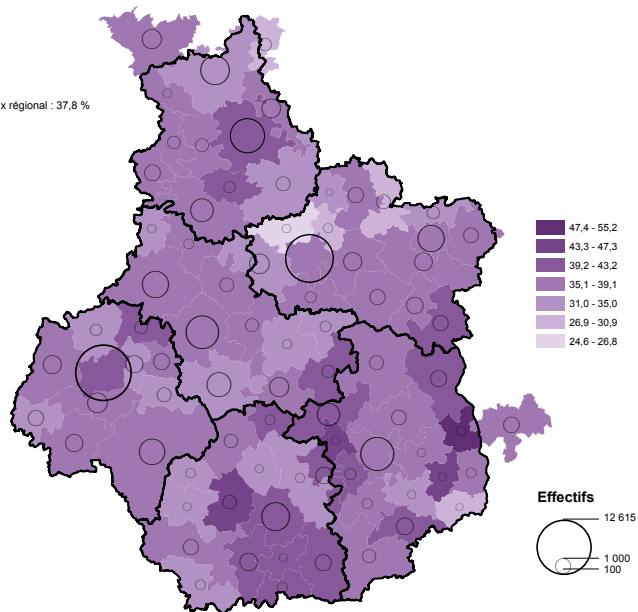
*Sources: Insee (Indicateurs sociaux départementaux - Cnis): Drees, Enquête Aide sociale; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2022

**Sources: Carsat Centre-Val de Loire, MSA, Insee (RP 2020)



18 [Nombre de personnes de 75 ans et plus vivant seules pour 100 personnes de 75 ans et plus en 2020

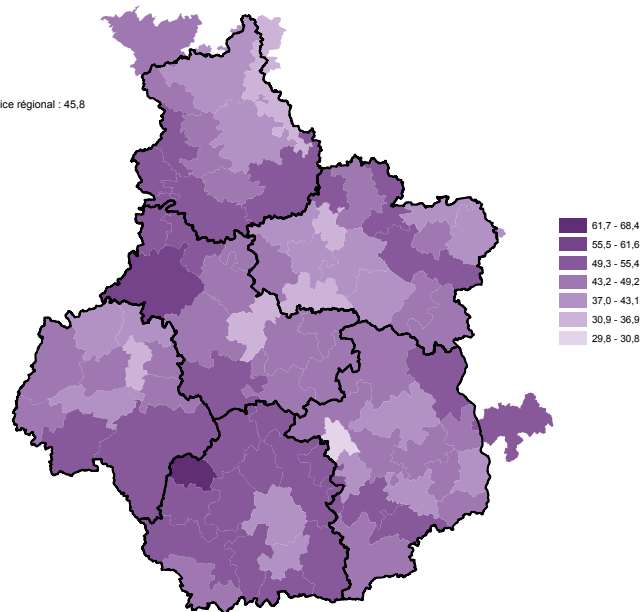
Taux régional : 37,8 %



Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

19 [Indice de grand vieillissement en 2020

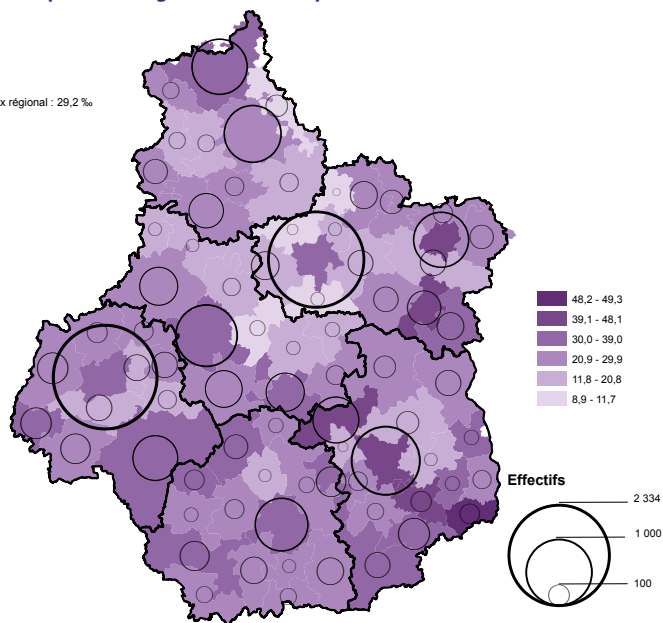
Indice régional : 45,8



Sources: Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

20 [Nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse au 31.12.2022 pour 1000 personnes âgées de 65 ans et plus

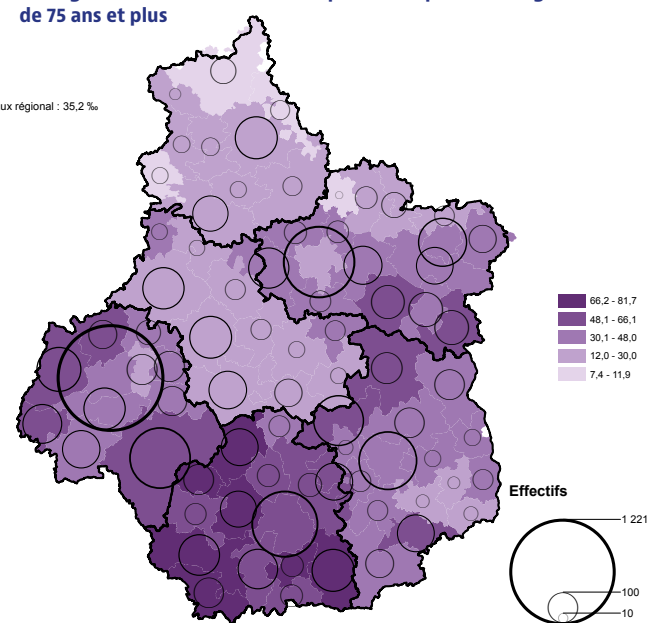
Taux régional : 29,2 %




Sources: Carsat, MSA, Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

21 [Nombre de bénéficiaires d'une aide financière pour une aide-ménagère à domicile au 31.12.2022 pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus

Taux régional : 35,2 %




Sources: Carsat, MSA, Insee (RP 2020) — Admin Express
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire

En 2020, le **taux de pauvreté** ⁽¹⁾  de la **région Centre-Val de Loire est inférieur à celui du niveau national** (respectivement **12,9 % en région contre 14,4 % en France hexagonale**). La région se situe au 9^e rang des régions métropolitaines. À l'échelle des départements de la région, celui de l'Eure-et-Loir a le taux le plus faible (11,8 %). À l'inverse, le département de l'Indre a le taux le plus élevé (14,6 %). **Quel que soit le territoire, les moins de 30 ans restent la classe d'âge où le taux de pauvreté est le plus élevé** (21,4 % en Centre-Val de Loire et 22,4 % en France hexagonale). D'une manière générale, le Cher et l'Indre ont les taux de pauvreté par classe d'âge les plus élevés des départements de la région. Les taux de pauvreté restent cependant plus élevés en milieu urbain. La cartographie régionale par EPCI montre les taux les plus élevés sur les préfectures et les sous-préfectures mais aussi sur des plus petites communautés de communes du sud de la région.

Afin de lutter contre les exclusions, le dispositif français de minima sociaux, fondé sur un principe de solidarité, permet le versement de prestations sociales non contributives visant à assurer un minimum de ressources à une personne et à sa famille.


Au 31 décembre 2022, la **région compte plus de 516 100 allocataires**, ce qui représente **44,0 % des ménages (+0,9 % par rapport à fin 2021)**. Au total, **47,7 % de la population régionale bénéficie d'au moins une allocation** de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA). À l'échelle des départements, le taux varie de 41,8 % dans l'Indre à 50,3 % dans le Loiret.

Fin 2022, le **RSA**  ⁽²⁾ concerne plus de **61 200 allocataires de la région** (nombre d'allocataires en baisse en région de 1,1 % par rapport à fin 2021 et 3,7 % au niveau national), soit **un taux de bénéficiaires de 4,0 pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans (4,1 % au niveau national)**. Le **RSA socle majoré** est attribué en région à **7 700 allocataires** (12,6 % de l'ensemble des allocataires du RSA socle) et le **RSA socle non majoré à plus de 53 500 allocataires** (87,4 %). Le taux d'allocataires du RSA varie en région de 3,3 % dans l'Eure-et-Loir à 5,3 % dans le Cher. Les taux de bénéficiaires du RSA socle sont d'une manière générale plus élevés dans les EPCI urbanisés de la région mais aussi dans les communautés de communes du sud du Cher.

Fin 2022, la région **Centre-Val de Loire compte 9,3 allocataires du RSA socle majoré pour 100 familles monoparentales**. Le taux est de **8,2 % au niveau national** et varie en région de 7,8 % dans l'Eure-et-Loir à 11,7 % dans le Cher.

À la fin de l'année 2022, plus de **185 250 allocataires de la région bénéficient de la prime d'activité, soit un nombre plus élevé que**

par rapport à l'année précédente (+4,0 % en région et +3,6 % au niveau national).

L'**allocation de soutien familial (ASF)**  ⁽³⁾ est délivrée, fin 2022, à près de **30 400 allocataires de la région**, soit un taux de **8,8 bénéficiaires pour 100 familles (8,6 % au niveau national)**. Le nombre d'allocataires de l'ASF a augmenté en région entre 2021 et 2022 tout comme au niveau national (respectivement +10,4 % en région et +7,8 % en France hexagonale). Le taux varie en région de 7,8 % dans l'Eure-et-Loir à 10,1 % dans l'Indre. L'analyse cartographique montre des taux de bénéficiaires de l'ASF plus élevés dans les EPCI les plus urbanisés.

Fin 2022, l'**allocation de solidarité spécifique (ASS)** ⁽⁴⁾ est délivrée en **région Centre-Val de Loire à près de 9 200 allocataires**, ce qui représente **7,2 bénéficiaires pour 1 000 adultes** âgés de 18 à 59 ans (**8,0 % au niveau national**). Le taux varie en région de 6,7 ‰ dans l'Indre-et-Loire et le Loiret à 9,1 ‰ dans l'Indre. Entre la fin de l'année 2021 et la fin de l'année 2022, le nombre d'allocataires a diminué au niveau national comme au niveau régional (respectivement -14,7 % et -16,4 %).


La **région compte, fin 2020, près de 2 000 allocataires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)** ⁽⁵⁾, soit **un taux de 1,8 bénéficiaire pour 1 000 adultes** âgés de 20 à 59 ans (**2,3 % en France hexagonale**). Le taux de bénéficiaires en région varie de 1,2 ‰ dans l'Eure-et-Loir à 2,7 ‰ dans l'Indre.

Une offre de logement dans le parc locatif social ⁽⁶⁾ permet aux personnes à faibles revenus d'y avoir accès. Au 1^{er} janvier 2022, la **région compte plus de 205 100 logements sociaux** (y compris logements non conventionnés des sociétés d'économie mixte), soit une **densité de 17,7 logements sociaux pour 100 résidences principales (18,1 % en France hexagonale)**.

La construction de logements sociaux est l'une des réponses apportées aux difficultés pour se loger des personnes à faibles revenus ⁽⁷⁾. Une autre réponse réside dans l'attribution d'allocation logement qui a pour objectif de réduire les dépenses inhérentes au logement et ce, dans un contexte où le logement impacte fortement le budget des ménages. En effet, ce dernier est le 1^{er} poste de dépenses des foyers français.

Au total, au 31 décembre 2022, près de **205 400 résidents de la région ont bénéficié d'au moins une allocation logement** (ALS, ALF, APL), ce qui représente **174,9 bénéficiaires pour 1 000 ménages (195,7 ‰ en France hexagonale)**. Le taux varie en région de 137,7 ‰ dans l'Eure-et-Loir à 212,7 ‰ dans l'Indre-et-Loire. Les taux de bénéficiaires d'une allocation logement sont

étroitement liés à l'offre de logement social. À l'échelle infra-départementale, les densités de logements sociaux et les taux de bénéficiaires d'une allocation logement sont plus élevés d'une manière générale dans les EPCI les plus urbanisés de la région.

En 2022, le **Centre-Val de Loire** compte **245,0 dossiers de surendettement** pour 100 000 habitants, soit une **densité (nombre de dossiers pour 100 000 habitants) supérieure au niveau national (211,0/100 000)**. Elle varie en région de 203,0/100 000 dans le Loir-et-Cher à 291,0/100 000 dans l'Indre . En région, la **densité de dossiers de surendettement de primo-dépôts** est de **132,0/100 000** habitants et celle des **redépôts** est de **113,0/100 000**, soit **des densités supérieures au niveau national (respectivement 121,0/100 000 et 90,0/100 000)**. La densité de primo-dépôts en région varie de 93,0 dans le Loir-et-Cher à 156,0 dans l'Eure-et-Loir et celle des redépôts, de 102,0 dans l'Indre-et-Loire à 138,0 dans l'Indre.

La **part de rétablissements personnels en région par rapport au nombre de dossiers** est de 34,1 %, soit une **part inférieure au niveau national (37,8 %)**.

L'endettement moyen des ménages surendettés de la région est de **45 179,0 euros** (41 285,0 euros au niveau national) ■

1. Un individu (ou ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % (seuil retenu en l'occurrence) de la médiane des niveaux de vie.
2. Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui a été instaurée au 1^{er} juin 2009. Le RSA socle a remplacé le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation parent isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'emploi. Le RSA activité a été supprimé en 2016. Une prime d'activité s'est substituée au RSA activité. Dès lors, le RSA correspond au RSA socle et au RSA jeune.
3. L'allocation de soutien familial (ASF) est versée par la Caisse d'allocations familiales (Caf) ou la Mutualité sociale agricole (MSA) au parent qui élève seul son enfant ou à la personne qui a recueilli un enfant, qu'elle vive seule ou en couple.
4. L'allocation de solidarité spécifique (ASS) est versée, sous conditions de ressources, par Pôle emploi aux demandeurs d'emploi qui arrivent au terme de leurs droits.
5. L'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) complète une pension d'invalidité ou une pension de veuf ou de veuve invalide. Elle est versée sous conditions de ressources.
6. Le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux recense l'ensemble des logements appartenant aux bailleurs sociaux. Le parc locatif social désigne l'ensemble des logements conventionnés ou non, pour lesquels le statut du bailleur contraint son activité (OPH, ESH, associations agréées) auquel s'ajoutent les logements conventionnés des autres bailleurs (SEM...).
7. Le logement social a été créé pour améliorer les conditions de logement des couches populaires et moyennes. L'article 140 de la loi SRU précise ainsi que « toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières » a droit à ce type de logement « en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence ». Les plafonds de loyers et de revenus des locataires sont fixés chaque année par décret et diffèrent selon la localisation, le type de conventionnement et la composition des ménages locataires. Depuis l'an 2000, le logement social vise à répondre aux objectifs de mixité sociale définie par la loi SRU rendant obligatoire un pourcentage de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté

données générales

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
22 Taux de pauvreté monétaire à 60 % en 2020	14,0 %	11,8 %	14,6 %	12,4 %	12,5 %	13,2 %	12,9 %	14,4 %
Taux de pauvreté selon l'âge des individus en 2020								
Moins de 30 ans	23,4 %	17,7 %	23,9 %	22,8 %	19,3 %	21,5 %	21,4 %	22,4 %
De 30 à 39 ans	17,8 %	14,7 %	19,4 %	14,8 %	16,8 %	16,5 %	16,1 %	16,6 %
De 40 à 49 ans	16,4 %	13,9 %	16,8 %	13,3 %	15,2 %	15,5 %	14,8 %	16,2 %
De 50 à 59 ans	13,6 %	11,4 %	14,4 %	12,0 %	12,0 %	12,4 %	12,4 %	14,2 %
De 60 à 74 ans	9,8 %	8,0 %	10,3 %	8,4 %	8,2 %	8,4 %	8,7 %	10,6 %
75 ans ou plus	9,3 %	7,2 %	10,6 %	8,1 %	7,5 %	6,8 %	8,0 %	9,9 %
Nombre total d'allocataires au 31.12.2022 pour 100 ménages	60 642 42,5 %	78 381 42,1 %	42 211 40,0 %	136 091 47,5 %	61 178 40,6 %	137 611 45,5 %	516 114 44,0 %	13 743 069 46,7 %
Nombre total de personnes couvertes par les allocations au 31.12.2022 pour 100 personnes	135 678 45,1 %	206 975 48,0 %	91 468 41,8 %	303 937 49,7 %	147 419 44,8 %	343 411 50,3 %	1 228 888 47,7 %	ND
Nombre total d'allocataires du RSA au 31.12.2022	9 249	8 567	5 161	14 274	7 486	16 464	61 201	1 658 596
Dont RSA socle majoré	1 153	1 048	706	1 760	840	2 177	7 684	187 597
Dont RSA socle non majoré	8 089	7 518	4 450	12 510	6 641	14 283	53 491	1 470 485
Nombre d'allocataires de la prime d'activité (PPA) au 31.12.2022	22 102	27 725	16 533	46 597	22 771	49 531	185 259	4 618 335
23 Nombre d'allocataires du RSA au 31.12.2022 pour 100 personnes de 15 à 64 ans	9 249 5,3 %	8 567 3,3 %	5 161 4,1 %	14 274 3,8 %	7 486 3,9 %	16 464 4,0 %	61 201 4,0 %	1 658 596 4,1 %
Nombre d'allocataires du RSA socle majoré au 31.12.2022 pour 100 familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans	1 153 11,7 %	1 048 7,8 %	706 10,3 %	1 760 8,9 %	840 8,5 %	2 177 9,4 %	7 684 9,3 %	187 597 8,2 %
Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent jusqu'à 50 % des revenus au 31.12.2022 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)	36 198 70,7 %	56 136 79,4 %	25 390 72,5 %	84 887 77,1 %	39 962 76,0 %	91 937 77,7 %	334 510 76,4 %	8 581 709 75,1 %
Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 100 % des revenus au 31.12.2022 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)	8 999 2,0 %	8 244 11,5 %	5 573 15,7 %	14 882 13,0 %	7 124 13,7 %	14 748 12,5 %	59 570 13,4 %	1 715 958 14,7 %
Nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)* au 31.12.2022 pour 1000 personnes de 18 à 59 ans	1 282 9,0 ‰	1 459 6,8 ‰	913 9,1 ‰	2 099 6,7 ‰	1 077 6,9 ‰	2 343 6,7 ‰	9 173 7,2 ‰	270 868 8,0 ‰
Nombre d'allocataires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)** au 31.12.2020 pour 1000 personnes de 25 à 59 ans	254 2,0 ‰	224 1,2 ‰	240 2,7 ‰	405 1,6 ‰	280 2,0 ‰	559 1,9 ‰	1 963 1,8 ‰	66 700 2,3 ‰

Sources : Caf, MSA au 31.12.2022, Pôle emploi Centre-Val de Loire au 31.12.2022, Dreal Centre-Val de Loire (SOeS, RPLS au 1^{er} janvier 2022), Insee (RP 2020), Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi), Banque de France

*Sources : Pôle emploi, Fichier national des allocataires (FNA), données brutes

** Sources : Cnamts, CDC, estimations Drees

VALEURS COMMENTÉES

Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté

données générales

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre de logements sociaux au 1 ^{er} janvier 2022 pour 100 résidences principales	21 445 15,2 %	33 206 18,0 %	17 778 16,9 %	57 875 20,4 %	21 877 14,7 %	52 946 17,7 %	205 127 17,7 %	5 245 356 18,1 %
Nombre d'allocataires de l'aide personnalisée au logement (APL) au 31.12.2022 pour 1000 ménages	12 280 86,1‰	14 566 78,2‰	9 616 91,1‰	29 382 102,5‰	11 948 79,3‰	27 890 92,2‰	105 682 90,0‰	2 730 710 92,7‰
Nombre d'allocataires de l'allocation de logement à caractère social (ALS) au 31.12.2022 pour 1000 ménages	8 179 57,3‰	6 502 34,9‰	5 387 51,0‰	26 855 93,7‰	7 090 47,1‰	18 910 62,5‰	72 923 62,1‰	2 242 943 76,2‰
Nombre d'allocataires de l'allocation de logement à caractère familial (ALF) au 31.12.2022 pour 1000 ménages	4 016 28,2‰	4 584 24,6‰	2 478 23,5‰	4 732 16,5‰	2 955 19,6‰	7 989 26,4‰	26 754 22,8‰	789 849 26,8‰
Nombre d'allocataires d'allocations logement (APL, ALS, ALF) au 31.12.2022 pour 1000 ménages	24 475 171,6‰	25 652 137,7‰	17 481 165,5‰	60 969 212,7‰	21 993 146,0‰	54 789 181,1‰	205 359 174,9‰	5 763 502 195,7‰
Nombre d'allocataires de l'allocation de soutien familial (ASF) au 31.12.2022 pour 100 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans	3 660 9,8 %	4 785 7,8 %	2 590 10,1 %	7 021 8,7 %	3 417 8,0 %	8 898 9,3 %	30 371 8,8 %	776 887 8,6 %
Nombre d'allocataires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) au 31.12.2022 pour 1000 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans	7 826 209,4‰	12 439 202,9‰	5 397 209,7‰	16 708 206,2‰	8 461 198,8‰	20 422 213,6‰	71 253 207,3‰	1 791 588 197,4‰

Données surendettement

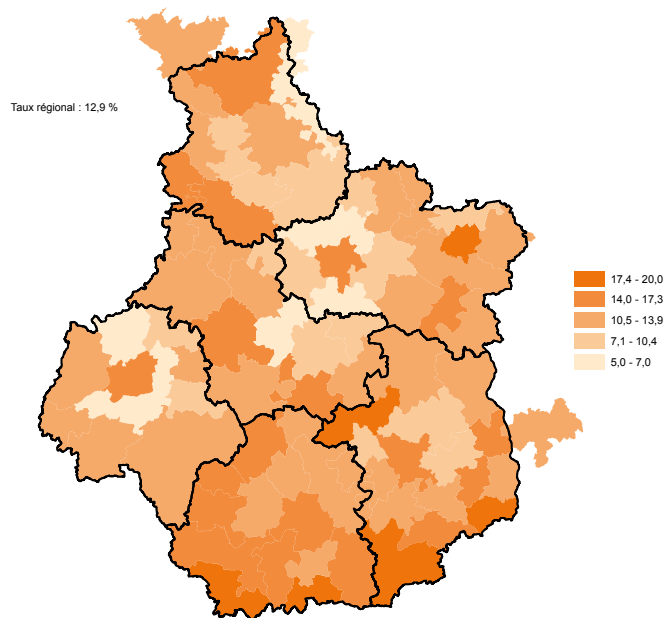
Nombre de situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement en 2022	656	1 006	544	1 116	558	1 336	5 216	113 081
Nombre de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants en 2022	256,0	286,0	291,0	220,0	203,0	242,0	245,0	211,0
Nombre de primo-dépôts pour 100 000 habitants en 2022	127,0	156,0	153,0	118,0	93,0	135,0	132,0	121,0
Nombre de redépôts pour 100 000 habitants en 2022	129,0	130,0	138,0	102,0	110,0	107,0	113,0	90,0
Part de rétablissement personnel par rapport au nombre de dossiers en 2022	30,8 %	31,3 %	38,8 %	41,7 %	33,4 %	30,4 %	34,1 %	37,8 %
Part des ménages composés de personnes seules avec ou sans enfant	69,5 %	69,7 %	73,5 %	76,9 %	69,1 %	69,4 %	71,4 %	71,8 %
Part de ménages composés de personnes célibataires, divorcées, séparées, veuves	53,3 %	53,5 %	58,1 %	62,5 %	52,8 %	53,2 %	55,6 %	56,1 %
Endettement moyen des surendettés (en euros)	51 554,0	48 902,0	35 902,0	38 536,0	48 688,0	46 860,0	45 179,0	41 285,0

Sources : Caf, MSA au 31.12.2022, Pôle emploi Centre-Val de Loire au 31.12.2022, Dreal Centre-Val de Loire (SOeS, RPLS au 1^{er} janvier 2022), Insee (RP 2020), Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmcsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi), Banque de France

VALEURS COMMENTÉES

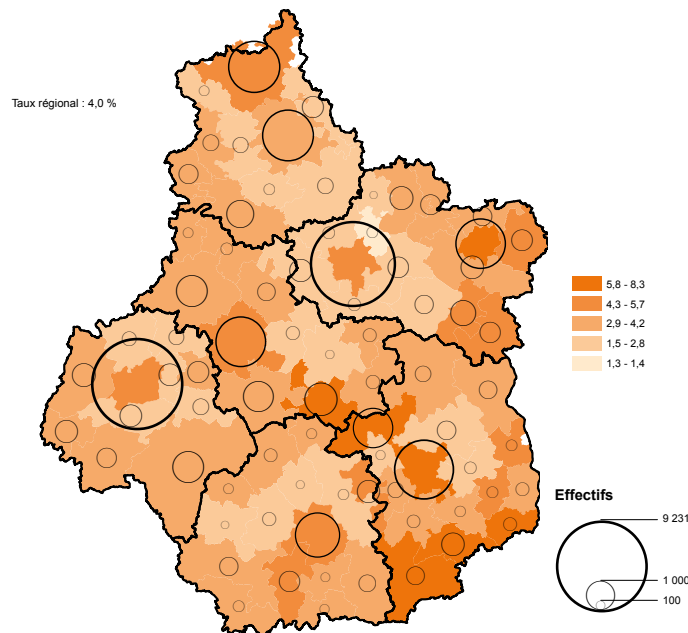


22 Taux de pauvreté en 2020 (en %)



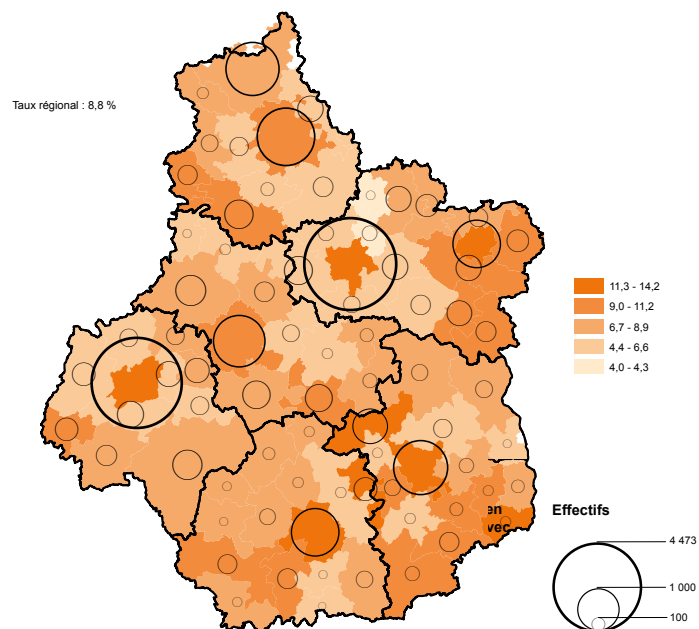
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal - Admin Express - Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

23 Nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2022 pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans



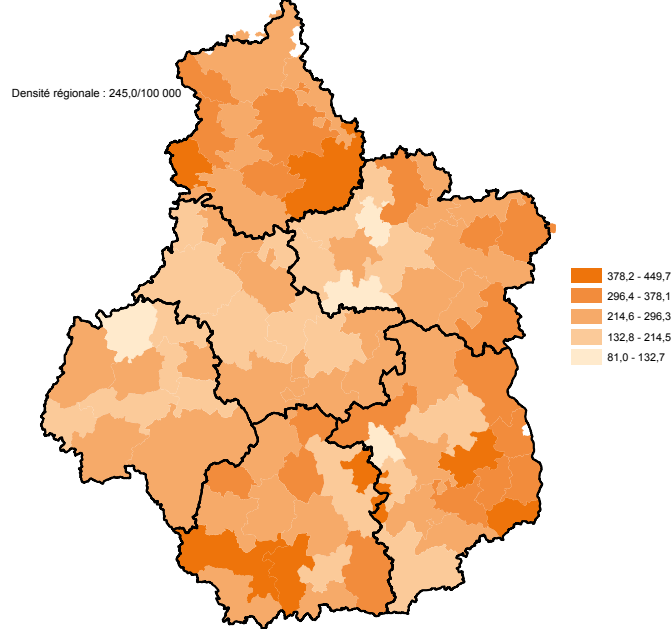
Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

24 Nombre de bénéficiaires de l'allocation de soutien familial (ASF) au 31.12.2022 pour 100 familles avec enfants de moins de 25 ans



Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2020) - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

25 Nombre de dossiers de surendettement en 2022 pour 100 personnes de 15 ans et plus



Sources : Banque de France, Insee - Admin Express
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

Les demandes d'accueil en urgence continuent d'augmenter et se sont modifiées avec l'apparition d'une population (plus jeune, plus féminisée, familles ou femmes accompagnées d'enfants, jeunes présentant des troubles du comportement) qui ne correspondait plus à l'image traditionnelle du sans-abri. Ceci a eu pour conséquence une diversification des formes de réponses : accueil de jour, accueil de nuit, hôtel social, Samu social (plateforme « 115 », numéro national départementalisé d'urgence et d'accueil des personnes sans-abri, etc.). Dans le but de simplifier les démarches d'accès à l'hébergement et au logement et de coordonner les différents acteurs de la veille sociale et de l'accès au logement, ont été créés les services intégrés de l'accueil et de l'orientation (SIAO). Ils ont pour vocation la mise en réseau du dispositif d'accueil, d'hébergement, d'insertion et d'accès au logement des personnes sans abri, risquant de l'être ou mal logées.

Fin 2021, les **établissements d'accueil pour adultes et familles en difficulté sociale** offrent, en **Centre-Val de Loire**, près de **5 100 places d'hébergement social** (Cada ⁽¹⁾, CHRS ⁽²⁾, CPH et centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale) et près de **5 100 places en logement accompagné** ⁽³⁾ (résidences sociales, maisons relais et pensions de famille, foyers de jeunes travailleurs et foyers de travailleurs migrants).

Le **Centre-Val de Loire**, fin 2021, dispose de **1286 places d'hébergement d'urgence**, ce qui représente 49,6 % de l'ensemble des places, **1 106 d'insertion** (42,6 %) et **202 de stabilisation** ⁽⁴⁾ (7,8 %).

À la fin de l'année 2021, le **taux d'équipement en places d'hébergement de la région est de 1,4 place pour 1 000 adultes** de 20 à 59 ans. Il est de **2,0 ‰ au niveau national**. Le taux varie à l'échelle des départements de la région de 0,7 ‰ dans l'Eure-et-Loir à 2,0 ‰ dans le Loir-et-Cher.

En 2021, en région **Centre-Val de Loire**, plus de 248 200 consommateurs sont bénéficiaires de la **complémentaire santé solidaire (C2S)** ⁽⁵⁾, soit un taux rapporté à l'ensemble des consommateurs sur la période 2019-2021, de **9,2 %**. Le taux au niveau national est de 10,0 %. Il varie en région de 8,2 % dans l'Eure-et-Loir à 10,1 % dans le Loiret.

Parmi ces bénéficiaires, plus de 203 000 sont bénéficiaires de la **complémentaire santé solidaire (C2S) gratuite** (ex CMU-C), soit un taux rapporté à l'ensemble des consommateurs sur la période 2019-2021, de **7,5 % dans la région**. Le taux au niveau national est de 8,3 %. Il varie en région de 6,6 % dans l'Eure-et-Loir à 8,3 % dans le Loiret.

Fin 2022, plus de 7 300 habitants de la région bénéficient d'une aide médicale de l'État (AME) ⁽⁶⁾ ■

1. Les **Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada)** offrent aux demandeurs d'asile un lieu d'accueil pendant la durée de l'étude de leur dossier de demande de statut de réfugié. Cet accueil prévoit leur hébergement, ainsi qu'un suivi administratif (accompagnement de la procédure de demande d'asile), un suivi social (accès aux soins, scolarisation des enfants, etc.) et une aide financière alimentaire.

2. Les **Centres d'hébergement** et de réinsertion sociale (CHRS) ont pour mission d'assurer l'accueil, le logement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes ou familles connaissant de graves difficultés en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Il s'agit notamment de victimes de violence, de personnes confrontées à l'alcoolisme et aux toxicomanies ou de personnes sortant de prison. Les CHRS relèvent de la compétence de l'État et sont régis principalement par la loi contre les exclusions du 28 juillet 1998. Il en existe aujourd'hui différents types : en effet, certains sont des établissements spécialisés pour un type de public (femmes enceintes, personnes sortant de prison...), d'autres sont des établissements de droit commun dit « tout public » (jeunes errants, grands exclus...) (Étude ORS/Creai, « Les usagers des CHRS : profils et parcours vers le logement », mars 2013, 76 p).

3. Le terme « **logement accompagné** » recouvre toutes les solutions de logement où un gestionnaire intervient entre le propriétaire et la personne logée. Il comprend le secteur du logement-foyer, à savoir les foyers de travailleurs migrants, les foyers de jeunes travailleurs, les résidences sociales et les pensions de famille. Ces solutions de logement sont liées à l'évolution des politiques publiques du logement sur la prise en charge des publics en difficultés d'accès au logement.

4. L'**hébergement de stabilisation** est une solution intermédiaire entre l'urgence et l'insertion.

5. Depuis le 1^{er} novembre 2019, la **Couverture Maladie Universelle Complémentaire** (CMU-C) s'est ouverte aux personnes éligibles à l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS) moyennant une participation financière entre 8 et 30 euros par mois en fonction de l'âge. L'ACS ainsi supprimée a laissé place à un dispositif commun appelé Complémentaire santé solidaire. La CMU-C et l'ACS n'existent plus sous ces noms. La CMU-C a été remplacée par la Complémentaire santé solidaire gratuite (Complémentaire santé solidaire sans participation financière). L'ACS a quant à elle été remplacée par la Complémentaire santé solidaire payante (Complémentaire santé solidaire avec participation financière).

6. L'**aide médicale de l'État (AME)** vise à permettre l'accès aux soins des personnes étrangères résidant en France, de manière irrégulière (absence de titre de séjour ou de récépissé de demande), depuis une durée ininterrompue de trois mois minimum et ayant sur le territoire français leur foyer ou leur lieu de séjour principal. À titre exceptionnel, l'aide médicale peut être accordée à des personnes de passage sur le territoire français dont l'état de santé le justifie (maladie ou accident survenu de manière inopinée), sur décision individuelle du ministre chargé de l'action sociale. La demande d'aide médicale est instruite par les caisses d'assurance maladie du régime général.

L'aide médicale est accordée pour un an sous les mêmes conditions de ressources que la CMU complémentaire.

Les soins de maladie et de maternité sont pris en charge à 100 % pour les bénéficiaires de l'AME, de même que le forfait hospitalier.

données générales

Lits ou places installés au 31.12.2021 par catégorie d'établissements — Taux d'équipement

Type d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Hébergement social								
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)								
Nombre de lits, places	117	136	128	353	152	334	1 220	43 826
Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada)								
Nombre de lits, places	319	302	138	260	390	549	1 958	42 187
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale								
Nombre de lits, places	55	38	131	350	257	543	1 374	52 929
Centres provisoires d'hébergement (CPH)								
Nombre de lits, places	57	40	40	84	50	60	331	8 869
Logement accompagné								
Autres résidences sociales								
Nombre de lits, places	117	600	69	150	0	381	1 317	100 010
Maisons relais, pensions de famille								
Nombre de lits, places	92	116	76	175	108	186	753	18 633
Foyers de jeunes travailleurs (1)								
Nombre de lits, places	203	250	158	560	484	569	2 224	50 233
Foyers de travailleurs migrants (1)								
Nombre de lits, places	74	82	0	321	0	266	743	35 981
Nombre de places d'hébergement (2)								
Dont urgences	55	38	149	371	140	533	1 286	52 525
Dont stabilisation	4	10	0	84	22	82	202	7 819
Dont insertion	113	126	110	248	247	262	1 106	36 037
Taux d'équipement en places d'hébergement au 31.12.2021 pour 1000 adultes de 20 à 59 ans	0,8‰	0,7‰	1,6‰	1,5‰	2,0‰	1,7‰	1,4‰	2,0‰

Sources : Panorama statistique 2022 Jeunesse, sports, cohésion sociale (DREES, Finess; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2022; DREETS; DGCS)

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centre d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Nombre de consommateurs bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S) au cours de l'année 2021 (pour 100 consommateurs 2019-2021)	30 215 9,6 %	37 164 8,2%	20 477 9,1%	58 502 9,1%	29 230 8,4%	72 637 10,1%	248 225 9,2%	6 970 671 10,0%
Nombre de consommateurs bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S) gratuite (ex CMU-C) au cours de l'année 2021 (pour 100 consommateurs 2019-2021)	24 970 8,0 %	29 930 6,6%	16 605 7,4%	47 465 7,4%	24 014 6,9%	60 106 8,3%	203 090 7,5%	5 794 603 8,3%
Nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME)* au 31.12.2022	555	1 405	377	1 759	831	2 405	7 332	ND

Sources : SNDS-DCIR, *CPAM

La région compte, fin 2021, près de **3 150 places d'accueil⁽¹⁾ pour enfants et adolescents en difficulté sociale**, soit un **taux d'équipement en établissements de l'aide sociale à l'enfance de 5,2 places pour 1 000 jeunes de 0-20 ans**. Le taux est de **6,0 ‰ au niveau national**. Il varie en région de 3,2 ‰ dans le Cher et le Loiret à 8,1 ‰ dans l'Eure-et-Loir.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale à l'enfance peuvent soit faire l'objet d'une mesure de placement hors du milieu familial, soit être bénéficiaires d'actions éducatives tout en continuant, généralement, à vivre dans leur famille.

Au total, les mesures d'aide sociale à l'enfance (enfants accueillis à l'ASE) concernent **1,2 % des enfants âgés de 0 à 20 ans en France**, fin 2021. Cela concerne, dans les départements de la région, 1,0 % des 0-20 ans de l'Indre-et-Loire et 1,7 % des jeunes du Cher.

Fin 2021, **le taux de mesures ASE (mesures de placements et actions éducatives)** concerne en France **2,3 % des enfants âgés de 0 à 20 ans en France**. Cela varie dans les départements de la région de 1,7 % des 0-20 ans de l'Indre-et-Loire à 3,1 % des jeunes du Cher et du Loiret-Cher.

Fin 2021, **le taux d'actions éducatives (AED et AEMO) représente en France, 1,0 % des 0-20 ans**. Cela varie en région de 0,8 % dans l'Indre-et-Loire à 1,6 % dans le Loiret-Cher.

Les actions éducatives regroupent :

- les actions éducatives à domicile (AED), qui sont les décisions administratives à la demande ou en accord avec les parents et qui doivent apporter un soutien aux jeunes concernés ainsi qu'à leurs familles;
- les actions éducatives en milieu ouvert (AEMO), décidées par le juge des enfants, qui présentent un caractère contraignant vis-à-vis de la famille.

Fin 2021, les **actions éducatives à domicile** représentent en **France, 30,0 % de l'ensemble des actions éducatives**. L'Indre (17,0 %) a le taux le plus faible des départements de la région et le Loiret (62,6 %) le plus élevé.

Au total, les **actions éducatives à domicile représentent en France, fin 2021, 13,7 % des mesures ASE**. En région, cela varie de 8,5 % dans l'Indre à 32,3 % dans le Loiret.

Fin 2021, en **France hexagonale**, les **mesures judiciaires** ont concerné **74,8 % des enfants confiés**. En région, le Loiret-Cher (74,6 %) a le taux le plus faible et l'Indre (89,6 %) le plus élevé.

Fin 2021, en **France hexagonale**, **7,4 % des placements sont des placements directs**. En région, il varie entre 4,8 % dans le Loiret-Cher et 7,2 % dans l'Eure-et-Loir ■

1. Les établissements d'accueil mère et enfant ont pour objectif d'aider les femmes enceintes ou les mères isolées accompagnées d'enfant(s) de moins de trois ans qui ont besoin d'un soutien matériel et psychologique. Les foyers de l'enfance accueillent des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs (6 à 21 ans) en difficultés sociales et familiales, confiés au Conseil départemental. Suivant les structures, l'âge et les besoins de l'enfant, l'accueil peut se faire en internat, en studio ou en familles d'accueil. Les maisons d'enfants à caractère social (Mecs) sont spécialisées dans l'accueil temporaire de mineurs. Une Mecs peut accueillir des mineurs au titre de la protection de l'enfance (article 375 du Code civil) ou de la prévention de la délinquance (ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante). Les centres de placement familial socio-éducatif sont destinés à accueillir, dans le cadre de la protection administrative ou judiciaire de l'enfance, des jeunes éloignés de leur famille en raison des difficultés d'ordre social ou éducatif, avec le concours d'assistantes maternelles salariées du centre qui participent étroitement à la mise en œuvre du projet pédagogique propre à chacun d'eux, en les recevant à leur domicile.

données générales

Lits ou places installés au 31.12.2021 par catégorie d'établissements — Taux d'équipement

Type d'accueil	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Établissements d'aide sociale à l'enfance								
Établissements d'accueil mère-enfant								
Nombre de places	75	28	9	28	20	30	190	5 133
Pouponnières à caractère social								
Nombre de places	0	0	0	0	0	0	0	875
Foyers de l'enfance								
Nombre de places	82	104	36	45	6	67	340	11 641
Maisons d'enfants à caractère social (Mecs)								
Nombre de places	0	585	170	543	276	343	1 917	57 471
Structures intermédiaires de placement social								
Nombre de places	0	0	0	0	0	0	0	1 409
Lieux de vie et d'accueil								
Nombre de places	24	11	0	0	7	0	42	2 942
Villages d'enfants								
Nombre de places	0	50	0	98	0	57	205	1 654
Centres de placement familial socio éducatif								
Nombre de places	60	270	0	0	116	0	446	12 287
Taux d'équipement en établissements de l'aide sociale à l'enfance au 31.12.2021 pour 1000 jeunes de moins de 20 ans	3,2‰	8,1‰	5,1‰	5,9‰	5,8‰	3,2‰	5,2‰	6,0‰

Sources: Panorama statistique 2022 Jeunesse, sports, cohésion sociale (DREES, Finess, enquête Aide sociale; DREETS; Insee, estimation de population 2022)

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
Taux de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) dans la population des 0-20 ans* au 31.12.2021	3,1 %	2,2 %	2,9 %	1,7 %	3,1 %	2,3 %	ND	2,3 %
Taux de mesures de placement (enfants accueillis à l'ASE) dans la population des 0-20 ans* au 31.12.2021	1,7 %	1,2 %	1,4 %	1,0 %	1,5 %	1,1 %	ND	1,2 %
Taux d'actions éducatives (AED et AEMO) dans la population des 0-20 ans (en %) au 31.12.2021	1,3 %	1,0 %	1,4 %	0,8 %	1,6 %	1,2 %	ND	1,0 %
Part des actions éducatives à domicile (AED) dans l'ensemble des actions éducatives (en %) au 31.12.2021	36,1 %	25,3 %	17,0 %	31,8 %	35,5 %	62,6 %	ND	30,0 %
Part des actions éducatives à domicile , dans l'ensemble des mesures d'ASE (en %)* au 31.12.2021	15,6 %	11,8 %	8,5 %	14,2 %	18,3 %	32,3 %	ND	13,7 %
Part des mesures judiciaires parmi les enfants confiés (en %)* au 31.12.2021	76,8 %	77,3 %	89,6 %	84,0 %	74,6 %	85,3 %	ND	74,8 %
Part des placements directs dans les mesures de placement (en %)* au 31.12.2021	6,8 %	7,2 %	5,0 %	6,1 %	4,8 %	5,4 %	ND	7,4 %

*Sources: Insee (Indicateurs sociaux départementaux - Cnis); Drees, Enquête Aide sociale; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2022

VALEURS COMMENTÉES

Annexes

Formules de calcul

Index des sigles

Démographie

Densité de population en 2020: (Nombre d'habitants au RP 2020/ Superficie en km²)

Taux d'accroissement annuel de la population entre 2014 et 2020: ((Nombre d'habitants au RP 2020/Nombre d'habitants au RP 2014)^(1/6)-1)*100

Part de la population vivant en quartier prioritaire en 2018: (Nombre de personnes vivant en quartier prioritaire en 2018/ Population totale en 2018)*100

Part de la population vivant dans une commune classée ou partiellement classée en zone de revitalisation rurale en 2020: (Nombre de personnes vivant en quartier prioritaire en 2020/ Population totale en 2020)*100

Part des 20-64 ans en 2020: (Nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans au RP 2020/Population totale au RP 2020)*100

Part des 65 ans ou plus en 2020: (Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus au RP 2020/Population totale au RP 2020)*100

Part des 75 ans ou plus en 2020: (Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus au RP 2020/Population totale au RP 2020)*100

Indice de vieillissement en 2020: (Nombre de personnes de 65 ans ou plus au RP 2020/Nombre de personnes de moins de 20 ans au RP 2020)*100

Part des ménages selon le type de ménages en 2020: (Nombre de ménages selon le type de ménages au RP 2020/Nombre de ménages au RP 2020)*100

Part des 25-59 ans en 2020: (Nombre de personnes âgées de 25 à 59 ans au RP 2020/Population totale au RP 2020)*100

Part des 25-59 ans vivant seuls en 2020: (Nombre de personnes âgées de 25 à 59 ans vivant seules au RP 2020/Nombre de personnes de 25 à 59 ans au RP 2020)*100

Part de familles monoparentales en 2020: (Nombre de familles monoparentales ayant des enfants de 0 à 24 ans au RP 2020/ Nombre de familles ayant des enfants de 0 à 24 ans au RP 2020)*100

Part d'enfant(s) de familles sans actif occupé en 2020: (Nombre d'enfant(s) de familles sans actif occupé au RP 2020/Nombre d'enfant(s) de moins de 25 ans au RP 2020)*100

Emploi, chômage et revenu

Population active de 15 ans et plus en 2020: (Nombre d'actifs de 15 ans et plus (occupés et chômeurs) au RP 2020/Population totale au RP 2020)*100

Taux standardisé sur l'âge et le sexe des inactifs de 25-54 ans en 2020: Somme des taux d'activité (Nombre d'inactifs d'un groupe d'âge et d'un sexe donnés au RP 2020/Nombre d'actifs et inactifs pour le groupe d'âge et le sexe considérés au RP 2020) par groupes d'âges décennaux et par sexe*100

Part d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi précaire en 2020: (Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi autre qu'un CDI à temps plein au RP 2020/Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi salarié au RP 2020)*100

Part d'agriculteurs-exploitants dans la population active en 2020: (Nombre d'agriculteurs exploitants ayant un emploi au RP 2020/Population active ayant un emploi au RP 2020)*100

Part de cadres dans la population active en 2020: (Nombre de cadres ayant un emploi au RP 2020/Population active ayant un emploi au RP 2020)*100

Part d'ouvriers dans la population active en 2020: (Nombre d'ouvriers ayant un emploi au RP 2020/Population active ayant un emploi au RP 2020)*100

Part d'employés dans la population active en 2020: (Nombre d'employés ayant un emploi au RP 2020/Population active ayant un emploi au RP 2020)*100

Part des foyers fiscaux imposés en 2021: (Nombre de foyers fiscaux imposés en 2021/Nombre total de foyers fiscaux en 2021)*100

Pourcentage de familles dont les ressources mensuelles sont inférieures à 0,5 Smic au 31 décembre 2022 (parmi l'ensemble des familles dont les ressources mensuelles sont connues): (Nombre de familles ayant des ressources mensuelles inférieures à 0,5 Smic/Nombre de familles dont les ressources mensuelles sont connues)*100

Pourcentage de familles dont les ressources mensuelles sont inférieures à 0,75 Smic au 31 décembre 2022 (parmi l'ensemble des familles dont les ressources mensuelles sont connues): (Nombre de familles ayant des ressources mensuelles inférieures à 0,75 Smic/Nombre de familles dont les ressources mensuelles sont connues)*100

Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2022: (Nombre de chômeurs moyen au 4^e trimestre 2022/Population active)*100

Part des DEFM de catégorie ABC ayant plus d'un an d'ancienneté parmi les DEFM de catégorie ABC au 31 décembre 2022): (Nombre de DEFM de catégorie ABC ayant plus d'un an d'ancienneté au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022)*100

Part des femmes DEFM de catégorie ABC parmi les DEFM de catégorie ABC au 31 décembre 2022): (Nombre de femmes DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022)*100

Part des femmes DEFM de catégorie A parmi les DEFM de catégorie A au 31 décembre 2022): (Nombre de femmes DEFM de catégorie A au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie A au 31.12.2022)*100

Part des hommes DEFM de catégorie ABC parmi les DEFM de catégorie ABC au 31 décembre 2022): (Nombre de hommes DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022)*100

Part des hommes DEFM de catégorie A parmi les DEFM de catégorie A au 31 décembre 2022): (Nombre de hommes DEFM de catégorie A au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie A au 31.12.2022)*100

Part des jeunes (moins de 25 ans) DEFM de catégorie ABC parmi les DEFM de catégorie ABC au 31 décembre 2022): (Nombre de jeunes (moins de 25 ans) DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022)*100

Part des jeunes (moins de 25 ans) DEFM de catégorie A parmi les DEFM de catégorie A au 31 décembre 2022): (Nombre de jeunes (moins de 25 ans) DEFM de catégorie A au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie A au 31.12.2022)*100

Part des seniors (50 ans ou plus) DEFM de catégorie ABC parmi les DEFM de catégorie ABC au 31 décembre 2022): (Nombre de seniors (50 ans ou plus) DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie ABC au 31.12.2022)*100

Part des seniors (50 ans ou plus) DEFM de catégorie A parmi les DEFM de catégorie A au 31 décembre 2022): (Nombre de seniors (50 ans ou plus) DEFM de catégorie A au 31.12.2022/Nombre de DEFM de catégorie A au 31.12.2022)*100

Enseignement, scolarité

Taux de collégiens boursiers (public + privé sous contrat) (année scolaire 2022-2023): (Nombre d'élèves boursiers en collège/Nombre total d'élèves en collège)*100

Taux de lycéens boursiers (public + privé sous contrat) (année scolaire 2022-2023): (Nombre d'élèves boursiers en lycée/Nombre total d'élèves en lycée)*100

Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les collégiens (public et privé) (année scolaire 2022-2023): (Nombre de collégiens de familles défavorisées/Nombre total de collégiens dont la PCS était précisée dans Sclolarité)*100

Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les lycéens (public et privé) (année scolaire 2022-2023): (Nombre de lycéens de familles défavorisées/Nombre total de lycéens dont la PCS était précisée dans Sclolarité)*100

Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) (année scolaire 2022-2023): (Nombre d'élèves en classes préparatoires aux grandes écoles de familles défavorisées/Nombre total d'élèves en classes préparatoires aux grandes écoles dont la PCS était précisée dans Sclolarité)*100

Proportion d'élèves de familles défavorisées parmi les élèves en section de technicien supérieur (STS) (année scolaire 2022-2023): (Nombre d'élèves en section de technicien supérieur de familles défavorisées/Nombre total d'élèves en section de technicien supérieur dont la PCS était précisée dans Sclolarité)*100

Taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB) (session 2022): Somme des taux d'accès par âge: ((lauréats d'âge 13 ans ou moins à la session N/population d'âge 12 ans à la rentrée N-1) + (lauréats d'âge 14 ans à la session N/population d'âge 13 ans à la rentrée N-1) ++ (lauréats d'âges 18 ans et plus à la session N/population d'âge 17 ans à la rentrée N-1))*100

Taux d'accès des élèves de seconde générale et technologique au baccalauréat général et technologique (session 2022) et Taux d'accès des élèves de seconde professionnelle au baccalauréat professionnel (session 2022) (On distingue les bacheliers par âge mais les classes ou regroupements d'âge sont différents selon la série de baccalauréat pour tenir compte de parcours scolaires différents (pour les baccalauréats général et technologique, la tranche d'âge est de 15 à 23 ans, pour le baccalauréat professionnel la tranche d'âge est de 18 à 30 ans).

Modalité de calcul: ((bacheliers d'âge 15 ou moins à la session n/population d'âge 14 ans à la rentrée n-1) + (bacheliers d'âge 16 ans à la session n/population d'âge 15 ans à la rentrée n-1) + (bacheliers d'âge 17 ans à la session n/population d'âge 16 ans à la rentrée n-1) + (bacheliers d'âge 23 ans à la session n/population d'âge 22 ans à la rentrée n-1)) * 100:

Taux de poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur (année scolaire 2021-2022): (Nombre d'élèves en formations universitaires (ou rattachées) et post-bac de l'année scolaire n qui ont obtenu leur bac à la session n/Nombre total de bacheliers de la session n)*100

Part des jeunes de 16 à 24 ans scolarisés (année scolaire 2021-2022): (Nombre de jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans un opérateur de formation/Nombre total de jeunes de 16 à 24 ans)*100

Part des jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans le secondaire (année scolaire 2021-2022): (Nombre de jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans le secondaire/Nombre total de jeunes de 16 à 24 ans)*100

Part des jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans le supérieur (année scolaire 2021-2022): (Nombre de jeunes de 16 à 24 ans scolarisés dans le supérieur/Nombre total de jeunes de 16 à 24 ans)*100

Part des jeunes de 20 à 24 ans non diplômés en 2020: (Nombre de jeunes de 20 à 24 ans sortis des cursus scolaires et non titulaires au minimum d'un CAP, d'un brevet de compagnon, d'un brevet d'études professionnelles ou d'un baccalauréat au RP 2020/Nombre de jeunes de 20 à 24 ans non inscrits dans un établissement d'enseignement au RP 2020)*100

Part de jeunes de 20 à 29 ans peu ou pas diplômés en 2020: (Nombre de jeunes de 20 à 29 ans sortis des cursus scolaires et non titulaires au minimum d'un CAP, d'un brevet de compagnon, d'un brevet d'études professionnelles ou d'un baccalauréat au RP 2020/Nombre de jeunes de 20 à 29 ans non inscrits dans un établissement d'enseignement au RP 2020)*100

Part de la population de 15 ans non scolarisée, sans qualification ou de faible niveau de formation en 2020: (Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées sans diplôme ou titulaires uniquement d'un CEP, d'un BEPC ou du brevet des collèges au RP 2020/Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées au RP 2020)*100

Part de la population de 15 ans non scolarisée, titulaire d'au moins un bac+2 en 2020: (Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées titulaires au minimum d'au moins un bac+2 au RP 2020/Nombre de personnes de 15 ans et plus non scolarisées au RP 2020)*100

Part des jeunes de 18 à 25 ans non insérés en 2019: (Nombre de jeunes de 18 à 25 ans sans emploi et qui ne sont ni étudiants, élèves ou stagiaires au RP 2019/Nombre de jeunes de 18 à 25 ans au RP 2019)*100

Personnes en situation de handicap

Adultes en situation de handicap

Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour 1000 adultes de 20 à 59 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés/Nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans)*1000

Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour 1000 adultes de 20 à 59 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés/Nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans)*1000

Taux d'équipement en places dans les foyers de vie pour 1000 adultes de 20 à 59 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places en foyer de vie pour adultes handicapés/Nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans)*1000

Taux d'équipement en places dans les établissements de service d'aide par le travail (Esat) pour 1000 adultes de 20 à 59 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places en Esat pour adultes handicapés/Nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) pour 100 adultes de 20 à 64 ans au 31 décembre 2022 : (Nombre d'allocataires de l'AAH au 31.12.2022/Nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans au RP 2020)*100

Taux d'allocataires de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour 1000 personnes de moins de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de la PCH au 31.12.2021/Nombre de personnes âgées de moins de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour 1000 personnes de plus de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de la PCH au 31.12.2021/Nombre de personnes âgées de plus de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation compensatrice tierce personnes (ACTP) pour 1000 personnes de moins de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de l'ACTP au 31.12.2021/Nombre de personnes âgées de moins de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation compensatrice tierce personnes (ACTP) pour 1000 personnes de plus de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de l'ACTP au 31.12.2021/Nombre de personnes âgées de plus de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP) ou de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour 1000 personnes de moins de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de l'ACTP ou de la PCH au 31.12.2021/ Nombre de personnes âgées de moins de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation compensatrice tierce personnes (ACTP) ou de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour 1000 personnes de plus de 60 ans au 31 décembre 2021: (Nombre d'allocataires de l'ACTP ou de la PCH au 31.12.2021/ Nombre de personnes âgées de plus de 60 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*1000

Enfance et jeunesse en situation de handicap

Taux d'équipement global en établissements pour enfants handicapés (hors Sessad, jardins d'enfants spécialisés et accueil temporaire) pour 1000 jeunes de moins de 20 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places en établissements/Nombre de jeunes de moins de 20 ans)*1000

Taux d'allocataires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) pour 1000 jeunes de moins de 20 ans au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de l'AEEH au 31.12.2022/ Nombre de jeunes de moins de 20 ans au RP 2020)*1000

Scolarité des enfants en situation de handicap

Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves scolarisés dans le 1^{er} degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023): (Nombre d'élèves handicapés scolarisés dans le 1^{er} degré (public + privé)/Nombre total d'élèves scolarisés dans le 1^{er} degré (public + privé))*100

Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves scolarisés dans le 2nd degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023): ((Nombre d'élèves handicapés scolarisés dans le 2nd degré (public + privé)/Nombre total d'élèves scolarisés dans le 2nd degré (public + privé))*100

Répartition des élèves handicapés en classes ordinaires (a) et en classes spéciales (b) dans le 1^{er} degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023): ((a): (Nombre d'élèves handicapés scolarisés en classe ordinaire dans le 1^{er} degré (public + privé)/ Nombre total d'élèves handicapés scolarisés dans le 1^{er} degré (public + privé))*100; (b): (Nombre d'élèves handicapés scolarisés en enseignement spécial dans le 1^{er} degré (public + privé)/Nombre

total d'élèves handicapés scolarisés dans le 1^{er} degré (public + privé)*100))

Répartition des élèves handicapés en classes ordinaires (a) et en classes spéciales (b) dans le 2nd degré (public et privé) (année scolaire 2022-2023): ((a): (Nombre d'élèves handicapés scolarisés en classe ordinaire dans le 2nd degré (public + privé)/ Nombre total d'élèves handicapés scolarisés dans le 2nd degré (public + privé)*100; (b): (Nombre d'élèves handicapés scolarisés en enseignement spécial dans le 2nd degré (public + privé)/ Nombre total d'élèves handicapés scolarisés dans le 2nd degré (public + privé)*100))

Personnes âgées

Part des 75 ans et plus vivant seules en 2020: (Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus vivant seules au RP 2020/Nombre de personnes de 75 ans ou plus au RP 2020)*100

Part des 75 ans et plus vivant en logement ordinaire ou en institution sociale de court séjour, dans un service ou un établissement de moyen ou long séjour, une maison de retraite, un foyer logement ou une résidence sociale en 2020: (Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus vivant en logement ordinaire ou en institution sociale de court séjour, dans un service ou un établissement de moyen ou long séjour, une maison de retraite, un foyer logement ou une résidence sociale au RP 2020/Nombre de personnes de 75 ans ou plus au RP 2020)*100

Indice de grand vieillissement en 2020: (Nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus au RP 2020/Nombre de personnes de 65 ans à 79 ans au RP 2020)*100

Part des 85 ans et plus parmi les 65 ans et plus en 2020: (Nombre de personnes âgées de 85 ans ou plus au RP 2020/Nombre de personnes âgées de 65 ans et plus au RP 2020)*100

Taux d'équipement en places dans les structures d'hébergement non Ehpad pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus au 31.12.2021 (maisons de retraite, logements-foyers, USLD): (Nombre de places dans les structures d'hébergement pour personnes âgées non Ehpad/Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus)*1000

Taux d'équipement en places dans les Ehpad pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus au 31.12.2021: (Nombre de places en Ehpad/Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus)*1000

Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus au 31.12.2021 : (Nombre

de places en centres de jour/Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus)*1000

Taux de bénéficiaires de l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa) pour 1 000 personnes de 75 ans ou plus au 31 décembre 2021: (Nombre de bénéficiaires de l'Apa au 31.12.2021/Nombre de personnes de 75 ans ou plus, estimations de population Insee au 01.01.2022)*1000

Taux de bénéficiaires de l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa) à domicile pour 1 000 personnes de 75 ans ou plus au 31 décembre 2021: (Nombre de bénéficiaires de l'Apa à domicile au 31.12.2021/Nombre de personnes de 75 ans ou plus, estimations de population Insee au 01.01.2022)*1000

Taux de bénéficiaires de l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa) en établissement pour 1 000 personnes de 75 ans ou plus au 31 décembre 2020: (Nombre de bénéficiaires de l'Apa en établissement au 31.12.2021/Nombre de personnes de 75 ans ou plus, estimations de population Insee au 01.01.2022)*1000

Taux d'allocataires du minimum vieillesse pour 1 000 personnes de 65 ans et plus au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires du minimum vieillesse au 31.12.2022/Nombre de personnes de 65 ans ou plus au RP 2020)*1000

Taux de bénéficiaires d'une aide financière pour une aide ménagère à domicile pour 1 000 personnes de 75 ans ou plus au 31 décembre 2022: ((Nombre de bénéficiaires d'une aide financière pour une aide ménagère à domicile au 31.12.2022/Nombre de personnes de 75 ans ou plus au RP 2020)*1000

Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté

Taux de pauvreté monétaire à 60 % en 2020: (Proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté de 60 % en 2020)

Taux de pauvreté monétaire à 60 % par âge en 2020: (Proportion d'individus par grandes classes d'âge dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté de 60 % en 2020)

Taux d'allocataires au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de la Caf ou la MSA au 31.12.2022/Nombre de ménages au RP 2020)*100

Part de la population couverte par les allocations au 31 décembre 2022: (Nombre de personnes couvertes par les allocations au 31.12.2022/Nombre d'habitants au RP 2020)*100

Taux d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires du RSA au 31.12.2022/Nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans au RP 2020)*100

Taux d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) socle majoré pour 100 familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires du RSA socle majoré au 31.12.2022/Nombre de familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans au RP 2020)*100

Pourcentage d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 50 % des revenus au 31 décembre 2022 (parmi l'ensemble des familles dont les ressources mensuelles sont connues): (Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 50 % des revenus/Nombre de familles dont les ressources mensuelles sont connues)*100

Pourcentage d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 100 % des revenus au 31 décembre 2022 (parmi l'ensemble des familles dont les ressources mensuelles sont connues): (Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 100 % des revenus/Nombre de familles dont les ressources mensuelles sont connues)*100

Taux d'allocataires de l'ASS pour 1 000 personnes de 18 à 59 ans au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de l'ASS au 31.12.2022/Nombre de personnes de 18 à 59 ans au RP 2020)*100

Taux d'allocataires de l'ASI pour 1 000 personnes de 25 à 59 ans au 31 décembre 2020: (Nombre d'allocataires de l'ASI au 31.12.2020/Nombre de personnes de 25 à 59 ans au RP 2020)*1000

Densité de logements sociaux (Enquête RPLS au 01.01.2022): (Nombre de logements sociaux au 01.01.2022/Nombre de résidences principales au RP 2020)*100

Taux d'allocataires de l'APL pour 1 000 ménages au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de l'APL au 31.12.2022/Nombre de ménages au RP 2020)*1000

Taux d'allocataires de l'ALS pour 1 000 ménages au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de l'ALS au 31.12.2022/Nombre de ménages au RP 2020)*1000

Taux d'allocataires de l'ALF pour 1 000 ménages au 31 décembre 2022: (Nombre d'allocataires de l'ALF au 31.12.2022/Nombre de ménages au RP 2020)*1000

Taux de bénéficiaires d'allocations logement (APS, ALS, ALF) pour 1000 ménages au 31 décembre 2022 : (Nombre de bénéficiaires d'allocations logement au 31.12.2022/Nombre de ménages au RP 2020)*1000

Taux d'allocataires de l'ASF pour 1000 familles avec enfants de moins de 25 ans au 31 décembre 2022 : (Nombre d'allocataires de l'ASF au 31.12.2022/Nombre de familles avec enfants de moins de 25 ans au RP 2020)*1000

Densité de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus en 2022 : (Nombre de dossiers de surendettement en 2022/Nombre d'habitants de 15 ans et plus en 2022)*100 000

Densité de dossiers primo-dépôts pour 100 000 habitants de 15 ans et plus en 2022 : (Nombre de dossiers primo-dépôts en 2022/Nombre d'habitants de 15 ans et plus en 2022)*100 000

Densité de dossiers en redépôts pour 100 000 habitants de 15 ans et plus en 2022 : (Nombre de dossiers en redépôts en 2022/Nombre d'habitants de 15 ans et plus en 2022)*100 000

Part de rétablissement personnel par rapport au nombre de dossiers en 2022 : (Nombre de rétablissements personnels en 2022/Nombre de dossiers en 2022)*100

Part de ménages composés de personnes seules avec ou sans enfant en 2022 : (Nombre de ménages composés de personnes seules avec ou sans enfant en 2022/Nombre de ménages en 2022)*100

Part de ménages composés de personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves en 2022 : (Nombre de ménages composés de personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves en 2022/Nombre de ménages en 2022)*100

Adultes et familles en difficulté

Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1000 adultes de 20 à 59 ans au 31.12.2021 : (Nombre de lits ou places d'hébergement/Nombre de personnes de 20 à 59 ans)*1000

Taux de consommateurs bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S) pour 100 consommateurs en 2021 : (Nombre de consommateurs bénéficiaires de la C2S en 2021/Nombre de consommateurs en 2019-2021)*100

Taux de consommateurs bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S) gratuite pour 100 consommateurs en 2021 : (Nombre de consommateurs bénéficiaires de la C2S gratuite en 2021/Nombre de consommateurs en 2019-2021)*100

Protection de l'enfance

Taux d'équipement en établissements de l'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0-20 ans au 31.12.2021 : (Nombre de places en établissements d'aide sociale à l'enfance/Nombre de jeunes de 0-20 ans, estimations de population Insee)*1000

Taux de mesures d'aide sociale à l'enfance (mesures de placements et actions éducatives) parmi la population des 0-20 ans au 31 décembre 2021 : (Nombre de mesures d'ASE au 31.12.2021/Nombre de jeunes de 0 à 20 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*100

Taux de mesures de placement (enfants accueillis à l'ASE) parmi la population des 0-20 ans au 31 décembre 2021 : (Nombre de mesures de placement au 31.12.2021/Nombre de jeunes de 0 à 20 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*100

Taux d'actions éducatives parmi la population des 0-20 ans au 31 décembre 2021 : (Nombre d'actions éducatives (AED et AEMO) au 31.12.2021/ Nombre de jeunes de 0 à 20 ans, estimations Insee au 01.01.2022)*100

Taux d'actions éducatives à domicile parmi l'ensemble des actions éducatives au 31 décembre 2021 : (Nombre d'actions éducatives à domicile au 31.12.2021/Nombre total d'actions éducatives au 31.12.2021)*100

Taux d'actions éducatives à domicile parmi l'ensemble des mesures ASE au 31 décembre 2021 : (Nombre d'actions éducatives à domicile au 31.12.2021/Nombre total de mesures ASE au 31.12.2021)*100

Taux de mesures judiciaires parmi les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2021 : (Nombre de mesures judiciaires au 31.12.2021/Nombre d'enfants confiés à l'ASE au 31.12.2021)*100

Parts des placements directs dans les mesures de placements au 31 décembre 2021 : (Nombre de mesures de placements directs au 31.12.2021/Nombre de mesures de placements au 31.12.2021)*100

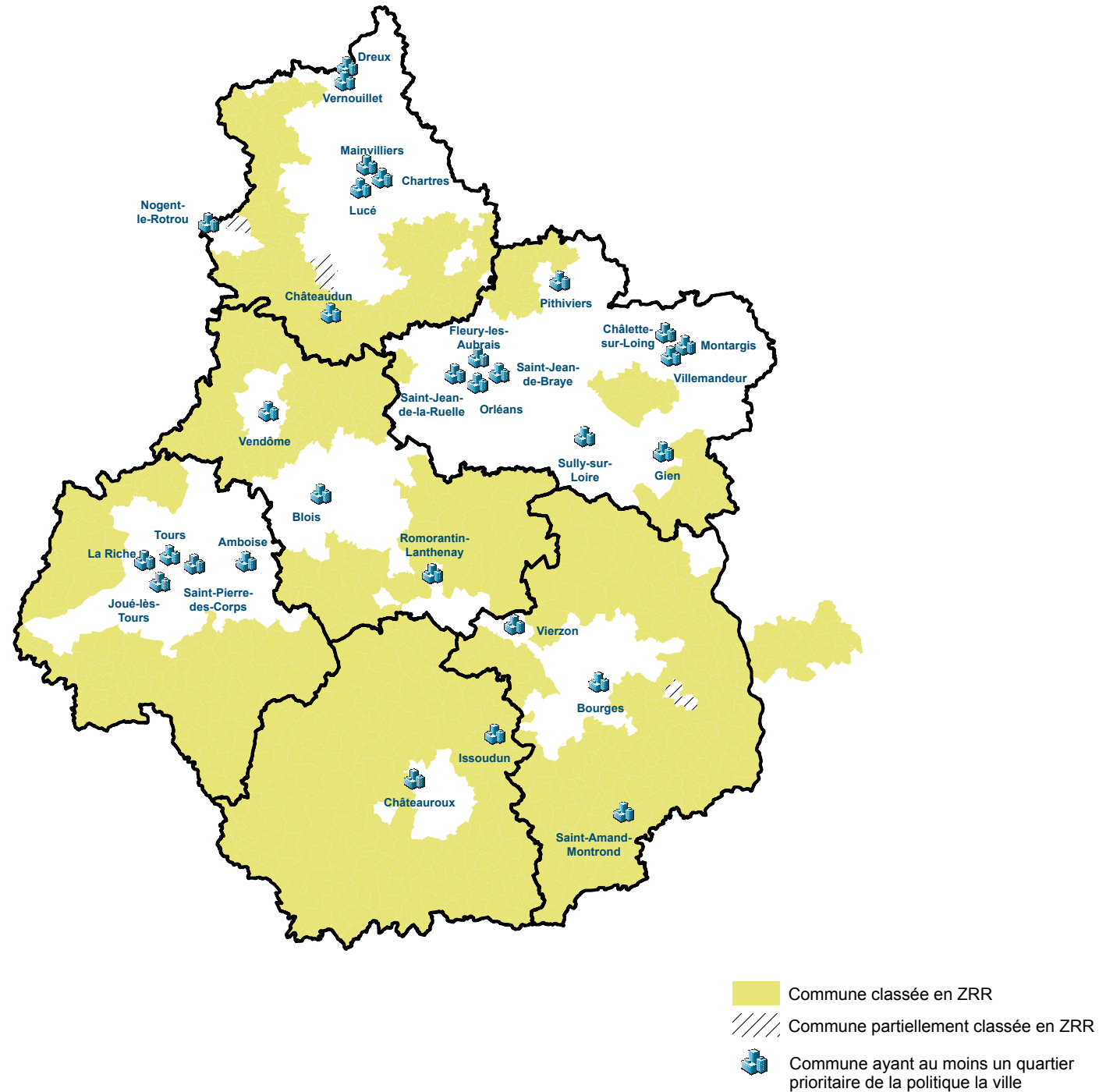
Taux d'allocataires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) pour 1000 familles ayant des enfants au 31 décembre 2022 : (Nombre d'allocataires de la Paje au 31.12.2022/Nombre de familles ayant des enfants au RP 2020)*1000

index des sigles

AAH	Allocation adulte handicapé	CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire	MAS	Maison d'accueil spécialisée
ACTP	Allocation compensatrice pour tierce personne	CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	MDPH	Maison départementale des personnes handicapées
ACS	Aide au paiement d'une complémentaire santé	CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie	MECS	Maison d'enfants à caractère social
ADA	Allocation demandeur d'asile	CPGE	Classe préparatoire aux grandes écoles	MSA	Mutualité sociale agricole
AED	Actions éducatives à domicile	CPH	Centre provisoire d'hébergement	ORS	Observatoire régional de la santé
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	CS8	Certificat de santé du 8 ^e jour	OSC	Observation sociale du Centre-Val de Loire
AEMO	Actions éducatives en milieu ouvert	CSS	Complémentaire santé solidaire	PACEA	Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie
ALF	Allocation de logement à caractère familial	DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
ALS	Allocation de logement à caractère social	DEFM	Demandeur d'emploi en fin de mois	PCH	Prestation de compensation du handicap
AME	Aide médicale d'État	DGI	Direction générale des impôts	PPA	Prime pour l'activité
ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires	DIRPJJ	Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse	PSMP	Période de mise en situation en milieu professionnel
APA	Aide personnalisée à l'autonomie	DNB	Diplôme national du brevet	PUMA	Protection universelle maladie
API	Allocation parent isolé	DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement	QPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville
APL	Aide personnalisée au logement	DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques	RHVS	Résidence hôtelière à vocation sociale
ARS	Agence régionale de santé	DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	RMI	Revenu minimum d'insertion
ASE	Aide sociale à l'enfance	EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes	RP	Recensement de la population
ASI	Allocation supplémentaire d'invalidité	EPLS	Enquête sur le parc locatif social	RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées	ESAT	Entreprise de service d'aide par le travail	RSA	Revenu de solidarité active
ASS	Allocation spécifique de solidarité	ESLD	Établissements de soins de longue durée	RSI	Régime social des indépendants
ASV	Allocation supplémentaire du minimum vieillesse	FAM	Foyer d'accueil médicalisé	SAMSAH	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés
ATA	Allocation temporaire d'attente	FINESS	Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	SAVS	Service d'accompagnement à la vie sociale
BIT	Bureau international du travail	FJT	Foyer de jeunes travailleurs	SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
CADA	Centre d'accueil des demandeurs d'asile	FTM	Foyer de travailleurs migrants	STATISS	Statistiques et indicateurs de la santé et du social
CAF	Caisse d'allocations familiales	IEM	Institut d'éducation motrice	STS	Section de technicien supérieur
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail	IME	Institut médico-éducatif	UEMA	Unité d'enseignement en maternelle
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques	ULIS	Unité localisée pour l'inclusion scolaire
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	ITEP	Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique	ZRR	Zone de revitalisation rurale
CEJ	Contrat d'engagement jeune	JSMJ	Jeune sous main de justice		
CESEDA	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile				
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale				
CMU	Couverture maladie universelle				



Communes en zone de revitalisation rurale (ZRR) ou ayant un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)



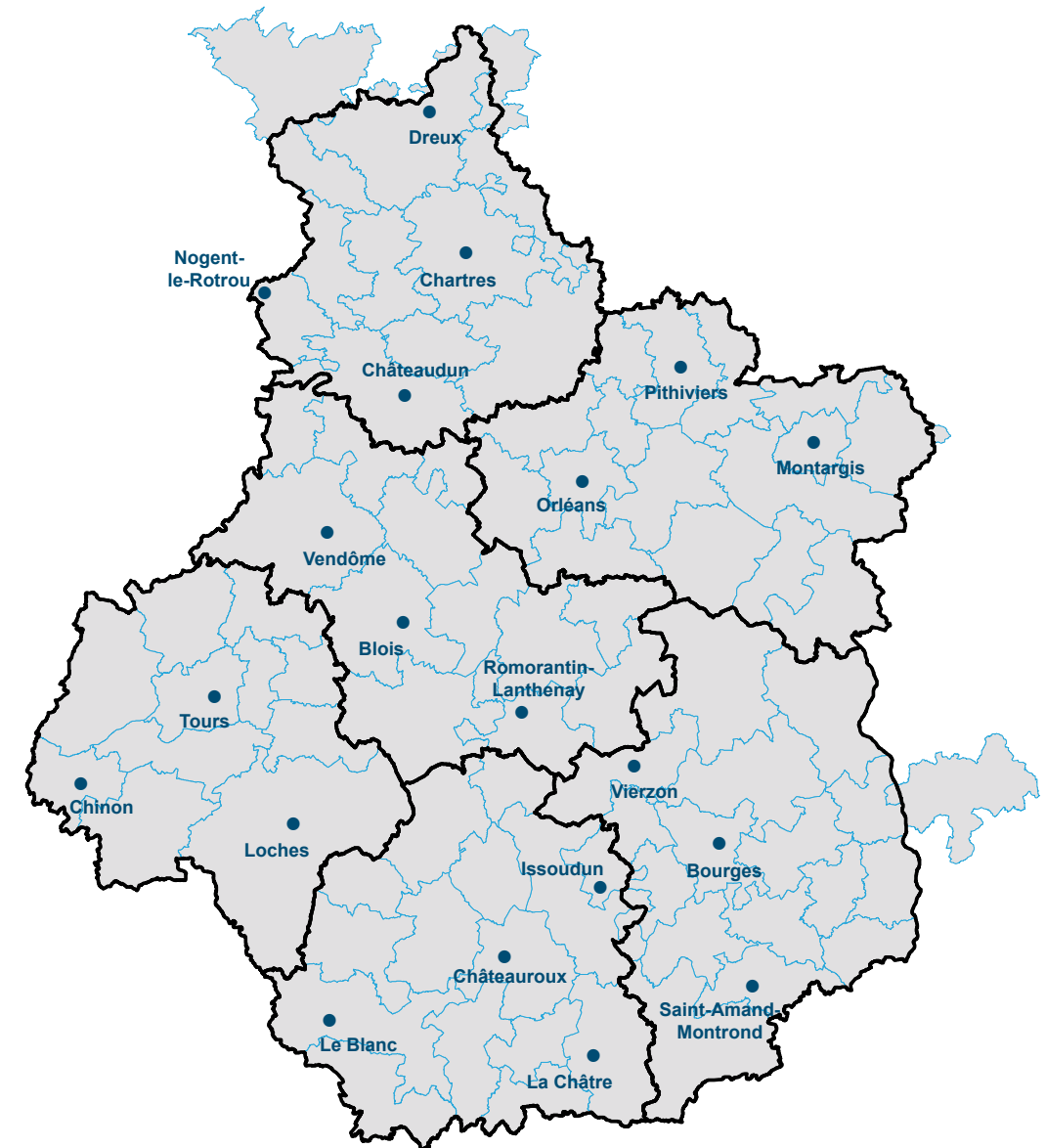
Sources: Observatoire des territoires - Admin Express -
Exploitation: ORS Centre-Val de Loire



Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au 1^{er} janvier 2023

Au 1^{er} janvier 2023, 82 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre sont recensés sur le territoire régional, dont 5 EPCI inter-régionaux (CC du Pays de Dreux, CC Interco Normandie Sud Eure, CC Les Bertranges, CC de la Cléry, du Betz et de l'Ouagne et CC du Pays Houdanais) et 2 EPCI inter-départementaux (la CC des Terres du Val de Loire située dans le Loir-et-Cher et le Loiret et la CC du Pays d'Issoudun qui se situe quant à elle dans les départements du Cher et de l'Indre).

Le Centre-Val de Loire compte, parmi les 82 EPCI, 7 communautés d'agglomération et 2 métropoles (Orléans Métropole et Tours Métropole Val de Loire).



Remerciements

L'équipe de l'Observation sociale en région Centre-Val de Loire (OSC) remercie toutes les institutions partenaires de la plateforme sociale pour leurs contributions et apports au travers de la mise à disposition de données, leur relecture, mais aussi pour leur participation aux différents comités de pilotage de la plateforme sociale durant l'année 2023.



Partenaires institutionnels de l'État en région Centre-Val de Loire :

Préfecture de la Région Centre-Val de Loire

Région académique Centre-Val de Loire

Préfecture du Cher

Préfecture d'Eure-et-Loir

Préfecture de l'Indre

Préfecture d'Indre-et-Loire

Préfecture du Loir-et-Cher

Préfecture du Loiret

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Centre-Val de Loire

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire

Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Centre

Autres partenaires :

